

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2022

POLICY CENTER FOR THE NEW SOUTH

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2022

POLICY CENTER FOR THE NEW SOUTH

SOMMAIRE

06. INTRODUCTION

09. EN BREF

10. PROGRAMME DE RECHERCHE

12. EN CHIFFRES

15. THINK

Publications	18
Opinions	31
Ouvrages	34

59. BRIDGE

The Atlantic Dialogues	60
African Peace & Security Annual Conference (APSACO)	67
4x4 Directors Forum	71
Dialogues stratégiques	72
Événements	74
Multimedia	94
Digital	96
Partenaires	98
Presse	102

41. STIMULATE

Formations	44
Public Policy Lab	46
Atlantic Dialogues Emerging Leaders (ADEL)	48
Programme de stages	56

106. SENIOR FELLOWS

108. STAFF

110. LISTE DES PUBLICATIONS

INTRODUCTION

C'est dans le contexte d'une année 2022 dense en événements que le Policy Center for the New South s'est efforcé de contribuer à clarifier les enjeux sous-jacents à la marche du monde. Il a eu à cœur de les mettre en regard avec l'ethos et la position qui sont les siens, et qui l'ancrent résolument dans son pays, son continent - et un nouveau Sud conscient de lui-même, maître de ses propres récits, sûr de sa place dans le monde et de la part qu'il lui incombe de prendre à ses débats.

Endossant la responsabilité que lui confère son statut d'utilité publique, face à l'image dynamique et incertaine que l'actualité renvoie aux hommes, face encore au défi de la fragmentation des espace-temps et des savoirs, notre centre a tâché de demeurer fidèle à sa foi dans l'ouverture aux autres et à leurs idées. Cet engagement traduit une conviction et une adhésion profonde aux valeurs de tolérance et de respect de l'autre qui sont chevillées à l'âme marocaine.

C'est dans cet esprit que le Policy Center for the New South a continué de densifier ses contacts avec sa centaine de partenaires, tout en travaillant à l'expansion de son réseau d'interlocuteurs. Ce faisant, il a œuvré intensément et sans relâche à produire et échanger des idées informées, nourries de données, de faits empiriques, d'expérience pratique – de réel. Et il l'a fait en continuant de

mobiliser les capacités analytiques et métiers que son capital humain s'est appropriés, et en puisant dans des méthodes scientifiques rigoureuses, qui sont les seules à même de nourrir des politiques publiques durables, réalistes, et utiles aux citoyens et aux communautés.

La production scientifique du centre témoigne des efforts qu'il a déployés pour servir ce but. 210 publications écrites sont venues alimenter en 2022 les sept programmes de recherche que le Policy Center for the New South s'est assignés pour la période 2021-23, parmi lesquelles 16 ouvrages.

Les contenus audiovisuels sont venus faire écho aux textes et les éclairer sous un nouveau jour. 228 vidéos ont été produites au cours de la même année 2022. Notre centre anime désormais une émission hebdomadaire en arabe, et une autre bimensuelle en anglais et en français. Plus de 70 podcasts ont complété notre bouquet multimédia, permettant à ceux qui désirent suivre nos travaux de le faire autrement que via la production écrite. Pour la première fois, nous avons lancé une chaîne de télévision en ligne pendant les Atlantic Dialogues, principale conférence internationale consacrée à l'espace atlantique, organisée chaque année par notre centre. Elle a notamment diffusé de nombreux panels en studio, animés en direct par les équipes du PCNS.

Le Policy Center tisse par ailleurs des liens entre continents, générations et savoir-faire à travers son programme Atlantic Dialogues Emerging Leaders (ADEL). La communauté de ces jeunes professionnels prometteurs, qui occupent déjà des responsabilités dans les pays du bassin atlantique, s'est enrichie en 2022 de 30 nouveaux lauréats, sélectionnés parmi 1 600 candidats provenant des cinq continents. Nous sommes fiers que le réseau ADEL compte désormais 380 membres venus de 60 pays.

Enfin, le Policy Center for the New South a organisé ou participé à l'organisation d'une centaine d'événements, dont près de cinquante dans ses murs. À leur rang ont figuré les Atlantic Dialogues, ainsi que l'Africa Peace and Security Annual Conference (APSACO), événement phare se penchant sur les défis et les développements du secteur de la sécurité sur notre continent. La réflexion stratégique du centre sur les mutations de l'Afrique et de son environnement a quant à elle pour plateformes le 4x4 Directors Forum, où des dirigeants de think tanks africains et européens réfléchissent sur l'évolution de l'environnement économique et géopolitique commun aux deux continents, ou encore l'Atlantic Strategy Group, consacré au bassin atlantique dans sa globalité.

Nous sommes honorés que ces efforts soient récompensés par une attention toujours plus grande de la presse et des internautes. Notre recherche a suscité l'année écoulée près de 5 000 retombées presse, dont 537 exclusives et 40 % à

l'international. 65 000 nouvelles personnes nous ont suivi sur les réseaux sociaux. Cet intérêt nous oblige, et nous avons à cœur de continuer de nous hisser à sa hauteur.

Dans cette perspective, le Policy Center for the New South a continué d'innover dans les méthodes d'expérimentation, de formulation, d'incubation, de transmission et de visualisation d'idées nouvelles à verser à la réflexion sur les politiques publiques. Les métiers Knowledge Management et Public Policy Lab ont travaillé à développer de nouveaux outils et de nouvelles méthodes, faisant appel au *design thinking* ou aux technologies digitales, au service de l'opérationnalisation de la recherche pour les politiques publiques.

Le collectif du Policy Center for the New South s'est mobilisé pour réaliser cette vision qui habite notre think tank depuis sa fondation. Je tiens ici à remercier tous les collaborateurs de la passion qu'ils renouvellent au projet d'année en année. C'est un honneur et un privilège que de le poursuivre aux côtés de tous nos amis, compagnons de route et soutiens, engagés comme nous à penser les mutations du monde et les politiques requises pour les accompagner, tout en partageant l'idée de les arrimer au bénéfice du plus grand nombre.

KARIM EL AYNAOUI
Président Exécutif



Le nouveau bâtiment du Policy Center for the New South au campus de l'Université Mohammed VI Polytechnique, Rocade Rabat-Salé

LE POLICY CENTER FOR THE NEW SOUTH : UN BIEN COMMUN POUR LE NOUVEAU SUD

EN BREF

Le Policy Center for the New South (PCNS), un think tank marocain créé en 2014 et basé à Rabat, emploie aujourd'hui 120 personnes, parmi lesquelles 40 Senior Fellows, des experts renommés du Sud comme du Nord.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant, qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde.

Sa mission consiste à accompagner l'élaboration des politiques publiques en Afrique, aussi bien économiques que sociales, environnementales et internationales. Le think tank donne la parole aux experts du Sud sur les évolutions qui les concernent, et amplifie leurs voix dans le débat mondial. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

Le PCNS se définit par ailleurs comme un bien commun, ayant été reconnu d'utilité publique par les autorités du Maroc en 2021. Il organise près d'une centaine d'événements par an, parmi lesquels ses deux conférences internationales phares, The Atlantic Dialogues à Marrakech et l'African Peace and Security Annual Conference (APSACO) à Rabat.

Soucieux de construire des ponts entre les zones de l'Atlantique Nord et Sud, mais aussi entre les générations, le think tank développe une communauté de jeunes leaders à travers son programme Atlantic Dialogues Emerging Leaders (ADEL). Il sélectionne chaque année une cohorte de jeunes professionnels de 25 à 35 ans, issus de tout l'espace Atlantique, pour les réunir à Marrakech dans le cadre d'un programme de leadership dédié, avant la conférence The Atlantic Dialogues. Cet espace de coopération et de mise en relation d'une nouvelle génération, fort de 380 membres et ponctué d'activités diverses tout au long de l'année, permet au PCNS de contribuer à l'émergence des leaders de demain.

PROGRAMME DE RECHERCHE

Fort de ses sept années d'existence et de son expertise reconnue au niveau national et international, le Policy Center for the New South renforce le rôle de ses activités de recherche et lance son programme 2021-23. Ce programme de trois ans combine non seulement l'expertise de base du Policy Center en matière de relations internationales, de géopolitique, d'économie et de politiques publiques, mais se penche également sur les régions stratégiques qui nous rappellent son identité, du Maroc à l'Afrique, en passant par le Sud global. Il est structuré autour de sept programmes principaux.

1

LE NOUVEAU SUD DANS UNE MONDIALISATION EN ÉVOLUTION

Ce programme porte une attention particulière à l'Afrique dans la nouvelle mondialisation, en tant qu'entité géo-économique et géopolitique autonome. Il se concentre notamment sur l'Afrique dans les grands équilibres mondiaux, les mutations au sein de l'Union africaine et les perspectives de réformes, la macroéconomie du nouveau Sud et enfin les biens publics communs mondiaux et régionaux.

2

CONSTRUIRE UNE AFRIQUE AUTONOME DANS UN MONDE INTERDÉPENDANT

D'importantes transitions africaines ont eu lieu au cours des vingt dernières années, qui ont fait de l'Afrique un acteur clé des relations internationales contemporaines. Le programme accorde une attention particulière à la lutte pour le pouvoir sur le continent africain, à l'autonomie stratégique de l'Afrique, aux dynamiques stratégiques régionales, et enfin à l'Afrique dans l'espace atlantique élargi.

3

COMPRENDRE LES DYNAMIQUES INTERNES AFRICAINES

Le programme se concentre sur les mutations de l'État en Afrique et la dynamique des institutions africaines, les transformations sociales, avec un accent particulier sur la société africaine du 21^{ème} siècle, les jeux de pouvoir intra-africains, le lien paix-développement-sécurité, et enfin les caractéristiques inhérentes au phénomène de la migration.

4

PENSER L'ÉMERGENCE DE L'AFRIQUE DANS LA NOUVELLE GLOBALISATION

Ce programme explore les leviers de l'émergence économique africaine dans un monde en mutation. Les enjeux concernent la question de l'intégration avec ses facettes multidimensionnelles, les ressources naturelles et la transition écologique, la révolution verte et la sécurité alimentaire, le capital humain et le marché du travail, ainsi que la recherche et l'innovation nécessaires à une meilleure adaptation des technologies au contexte local.

5

REPENSER L'ÉCONOMIE MAROCAINE

Ce volet dédié au Maroc se concentre sur la transformation structurelle, l'intégration économique et les cadres de partenariat commercial, la transition énergétique et le changement climatique, la dynamique du marché du travail et du capital humain, la conception des politiques sectorielles et la politique macroéconomique.

6

LE MAROC DANS UN ENVIRONNEMENT MONDIAL EN MUTATION

Face aux disruptions politiques et sécuritaires actuelles, ce programme décrypte la nouvelle politique étrangère marocaine, tout en analysant sa géopolitique régionale et continentale, ainsi que la dynamique de ses relations avec les puissances mondiales traditionnelles et émergentes.

7

MAROC, L'ÉTAT SOCIAL ET TERRITORIAL

La démocratie territoriale et le transfert de responsabilités aux représentants locaux sont des leviers pour ouvrir la voie à une pleine inclusion de toutes les classes sociales et localités. L'État territorial conduit à une redéfinition de l'identité de l'administration publique, qui vise à élargir ses champs d'action en identifiant les pratiques nécessaires pour développer ses capacités et son leadership.

EN CHIFFRES

64

COLLABORATEURS

67

CHERCHEURS

DONT

44

SENIOR FELLOWS

±65 K

FOLLOWERS RÉSEAUX
SOCIAUX

729 K

VISITES UNIQUES
SITE WEB

62

NEWSLETTERS

210

PUBLICATIONS &
OPINIONS

228

PRODUCTIONS
VIDÉOS

71

PODCASTS

4900

RETOMBÉES PRESSE

100

TRIBUNES DANS
LA PRESSE

274

INTERVIEWS PRESSE

51

PARTENAIRES

98

ÉVÈNEMENTS

41

PARTICIPATIONS
AUX ÉVÈNEMENTS
INTERNATIONAUX

NOMBRE DE PUBLICATIONS

En lien avec l'actualité et les axes du programme de recherches du Policy Center, les publications se font sous des formats différents, en fonction des sujets : Policy Briefs, Policy Papers ou notes de blog publiés sous forme d'opinion. La production du think tank adopte aussi des formats audiovisuels et digitaux, avec des émissions et podcasts qui contribuent au débat public.

En 2022, nous avons publié **210 documents de recherche** et **72 opinions**, et réalisé **81 épisodes d'émissions** ainsi que **71 podcasts**.

74

POLICY BRIEFS

31

POLICY PAPERS

16

BOOKS & REPORTS

15

RESEARCH PAPERS

02

SPECIAL ISSUES IN AN ACADEMIC JOURNAL

72

OPINIONS

THINK

PUBLICATIONS	18
OPINIONS	31
OUVRAGES	34

Le Policy Center for the New South a dédié en 2022 une part importante de sa recherche à l'analyse du conflit russo-ukrainien et de ses multiples conséquences sur le Sud global. L'étude de ce conflit a mobilisé nos chercheurs et experts dans le cadre de travaux mêlant plusieurs programmes de recherches. Nombre de rapports et publications ont été consacrés à l'impact du retour de la conflictualité en Europe sur les relations internationales. La place du Sud global dans un ordre mondial fragmenté et les conséquences du conflit sur la coopération multilatérale ont également été des thèmes importants de recherche.

D'autre part, les experts du Policy Center ont accordé un intérêt particulier à l'examen des conséquences du conflit en Ukraine sur la sécurité alimentaire et énergétique de plusieurs pays africains, en particulier ceux qui sont fortement dépendants des importations énergétiques. Les hausses de prix de l'énergie sur les marchés internationaux, ainsi que la réduction de l'offre et les sanctions imposées à la Russie ont accentué les préoccupations quant à l'approvisionnement en énergie de l'Afrique. De nombreuses études ont également montré l'impact de ces développements sur les objectifs mondiaux en matière de transition énergétique.



I. LE NOUVEAU SUD DANS UNE MONDIALISATION EN ÉVOLUTION

Le nouveau Sud dans une mondialisation en évolution, l'un des thèmes du programme de recherche triennal du Policy Center for the New South, a occupé une place de premier plan en 2022, en raison des nombreuses conséquences du conflit russo-ukrainien.

Le Sud global à l'épreuve du conflit Russie-Ukraine

Après une année 2021 marquée par de nombreuses incertitudes autour de l'évolution de la pandémie de Covid-19, 2022 a débuté sur une perspective de retour à la normale, avec des prévisions de reprise de la croissance. Un espoir vite compromis par le déclenchement du conflit russo-ukrainien en février 2022. L'impact de la guerre sur les chaînes d'approvisionnement et les prix des denrées alimentaires et autres matières premières est venu accentuer les pressions inflationnistes existantes, contribuant en partie au ralentissement de l'économie mondiale. Entre assombrissement des perspectives de relance économique et intensification de la compétition entre puissances, les ramifications économiques et géopolitiques de cette nouvelle crise se sont ainsi faites particulièrement ressentir dans les pays du Sud global.

Un conflit aux effets économiques et géopolitiques prononcés

C'est dans ce contexte qu'**Abdelaziz Ait Ali**, économiste Senior, **Fahd Azaroual** et **Oumayma Bourhiba**, économistes, ainsi que **Uri Dadush**, Senior Fellow ont mis l'accent dans leur Policy Brief « **The Economic Implications of the War in Ukraine for Africa and Morocco** » sur les conséquences à court et à long terme de la guerre sur l'économie africaine. Cette dernière, en voie de reprise post-Covid, s'est trouvée confrontée à des pressions inflationnistes mondiales et de nombreuses incertitudes. Pour les pays exportateurs de matières premières, essentiellement énergétiques, une opportunité s'est présentée face à un resserrement du marché mondial de l'énergie. Cependant, les déséquilibres extérieurs liés à la persistance de l'inflation et à l'évolution de la dette publique ont pénalisé nombre de pays africains.

Toujours dans le cadre des répercussions de la guerre en Ukraine, **Otaviano Canuto**, Senior Fellow, a partagé dans son Policy Brief « **War in Ukraine and Risks of Stagflation** » ses analyses des différents chocs provoqués sur les prix des matières premières, les chaînes d'approvisionnement ainsi que les chocs financiers. Autant de perturbations liées aux différentes sanctions imposées à la Russie par l'Occident, avec des impacts mondiaux sur les



marchés de l'énergie et des produits de base, augmentant les pressions inflationnistes ainsi que la poussée vers une relative démondialisation.

Le lien étroit entre les marchés financiers et les prix des matières premières a été souligné par **Yves Jégourel**, Senior Fellow, dans son Policy Brief « **Vers une « décommodisation » des marchés de matières premières** ». En effet, les matières premières sont souvent regroupées par fonctions, tandis qu'en réalité ce sont leurs caractéristiques économiques communes qui justifient leur regroupement sous le terme de « **commodities** ». Dans ce Policy Brief, une analyse en profondeur permet de relever les stratégies de différenciation en termes de qualité, permettant aux producteurs de se protéger de la concurrence par les prix ainsi qu'à stimuler la création de valeur, permettant éventuellement de déconstruire le regroupement en fonctions, et d'avoir une « **décommodisation** » des matières premières.

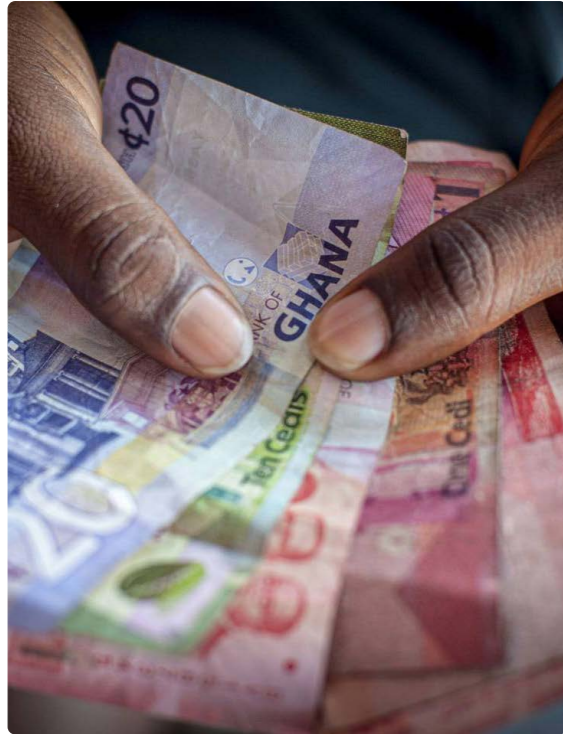
Le bouleversement des rapports internationaux provoqué par le conflit russo-ukrainien a également été l'objet de contributions de nos experts. **Jamal Machrouh**, Senior Fellow a ainsi examiné dans un Policy Brief intitulé « **Les conséquences géopolitiques et géoéconomiques de la guerre en Ukraine sur l'Afrique** » les effets du conflit sur les équilibres géopolitiques actuels. Il soutient que les crises internationales d'ampleur tels le conflit

en Ukraine constituent des ruptures historiques qui induisent des changements profonds de paradigmes, mais aussi des systèmes d'alliances. Des changements qui pourraient négativement impacter les intérêts des pays africains dans la mesure où ils actent le retour de la guerre comme instrument de régulation des rapports internationaux.

Dans un Policy Brief intitulé « **La guerre entre la Russie et l'Ukraine : un tournant et un coup fatal pour le multilatéralisme** », le Senior Fellow **Mohammed Loulichki** analyse pour sa part les conséquences du conflit sur la coopération multilatérale. Il y expose la paralysie du système de sécurité collective et prédit le début d'une nouvelle guerre froide, du fait de la polarisation induite par le conflit, dans laquelle les pays du Sud, particulièrement ceux du Mouvement des non-alignés, auraient à prendre position.

Une accentuation des rivalités de puissance

L'année 2022 aura aussi été marquée par une accentuation des rivalités de puissance, au moment où les pays du Sud global appellent à un rééquilibrage des relations Nord-Sud et réclament une plus grande représentativité au sein des mécanismes de gouvernance mondiale. Cette volonté de rééquilibrage s'est notamment manifestée dans les discussions ayant accompagné la tenue du



sommet Union africaine-Union Européenne (UA-UE), en février 2022 à Bruxelles. **Patricia Ahanda**, une Alumni française du programme Atlantic Dialogues Emerging Leaders (ADEL) a présenté dans un Policy Brief intitulé « **Europe-Afrique : l'ère du leadership partagé entre les deux continents ?** » la centralité de l'Afrique dans le panorama des enjeux géopolitiques globaux et la place des relations Afrique-Europe dans l'agenda des décideurs politiques, sur les deux rives de la Méditerranée. Elle plaide pour le renforcement de la coopération dans un cadre qui tienne compte des nombreux défis communs et des limites démontrées par les approches passées.

L'étude des stratégies déployées par les différents acteurs dans le cadre de la compétition entre puissances a constitué un sujet de premier plan en 2022 pour les experts du Policy Center. **Redouan Najah**, spécialiste de relations internationales s'est ainsi intéressé dans un Policy Paper intitulé « **Le Japon en Afrique : un acteur actif mais discret** » au virage stratégique entamé par Tokyo pour passer d'une politique africaine centrée sur

l'aide publique au développement à une politique axée sur l'investissement privé. Toujours dans le cadre de l'étude des rivalités de puissance, le Senior Fellow **Abdelhak Bassou** a livré dans un Policy Paper sur « **La quête de puissance tous azimuts de la Russie : "Étranger proche", Moyen-Orient et Afrique** » une analyse des principes moteurs de la politique étrangère russe menée par Vladimir Poutine et les manifestations de ce qu'il considère comme une stratégie globale de réaffirmation de puissance dans des régions comme l'Afrique et le Moyen-Orient. Il détaille ainsi les contours du nouveau déploiement russe en Afrique ainsi que la pluralité d'objectifs ayant motivé la conduite d'interventions au Moyen-Orient.

Faire face aux répercussions économiques du conflit en Ukraine

Les perspectives économiques mondiales ternies par les pressions inflationnistes, les inquiétudes autour d'une récession probable, la croissance des taux d'intérêts ainsi que la baisse des niveaux de croissance et de productivité contribueront probablement à la détérioration de la situation économique des pays émergents et des pays en développement au cours des prochaines années. Dans ce contexte, **Hinh T. Dinh**, Senior Fellow, évoque dans son Policy Paper « **Sailing on a storming sea : Policy challenges for developing countries 2022-2025** », les répercussions sur ce groupe de pays. Malheureusement, les pays émergents et en développement sont sortis de la crise Covid-19 avec des marges de manœuvre budgétaires réduites ainsi qu'une hausse du service de la dette. En conséquence, les décideurs feront face dans les années à venir à des choix difficiles, afin de protéger les économies nationales des chocs externes. Ils seront confrontés au « **trilemne monétaire** », face à la nécessité de privilégier la stabilité du taux de change, la mobilité des capitaux et l'indépendance monétaire. Cependant, une atténuation de l'impact des chocs externes sur les économies nationales pourrait tout de même être observée, sous condition d'une plus grande flexibilité, dans la gestion du taux de change ainsi que des flux de capitaux.

Dans son Policy Paper, **Hinh T.Dinh** confirme qu'il revient aux autorités nationales de conserver la capacité d'influencer les taux d'intérêt nationaux afin de favoriser la croissance économique. Le rétablissement de la croissance et de la productivité dans les pays émergents et en développement implique la mise en œuvre de politiques adéquates. Finalement, une coordination plus accentuée entre les économies développées et en développement, ainsi que les organisations internationales s'avère cruciale, afin d'atteindre une résolution satisfaisante de la dette ainsi que son retour à des niveaux faibles et intermédiaires.

Cette vision de moyen à long terme pour l'essor des pays en développement est également évoquée par le Senior Fellow **Moubarak Lo** et son co-auteur

Amaye Sy dans leur Policy Paper « **Covid-19 et crise en Ukraine : quels impacts sur la marche de l'Afrique vers l'émergence économique et sociale durable ?** ». Leur questionnement porte sur le lien entre la pandémie du Covid-19 et la crise ukrainienne, ainsi qu'un éclaircissement autour des futures politiques à mettre en œuvre en Afrique. Les deux auteurs évaluent les différents impacts de la crise sanitaire et analysent les effets de la guerre en Ukraine, tout en exposant les défis causés par les différents chocs. La vulnérabilité de l'Afrique ressort comme un phénomène majeur, avec notamment une baisse des indicateurs économiques et leur stabilisation attendue en 2023. La reprise économique en Afrique dépend de politiques contracycliques, permettant d'accélérer la transformation structurelle tout en préservant le bien-être social des populations.

II. CONSTRUIRE UNE AFRIQUE AUTONOME

L'autonomie de l'Afrique dans un paysage géopolitique en mutation, un autre thème du programme de recherche triennal du Policy Center, a occupé une place importante en 2022 dans les productions du think tank. À cette fin, diverses publications ont examiné les contextes géostratégiques, culturels et économiques uniques dans lesquels les États africains doivent gérer leur positionnement sur la scène internationale.

La compétition des grandes puissances en Afrique et la difficile équation des partenariats régionaux

La guerre en Ukraine a changé de manière profonde l'équation pour les États africains, qui tentaient de relancer leur économie après le choc de la pandémie Covid-19. L'article de **Hisham Aidi**, Senior Fellow, intitulé « **The Russia-Ukraine War : Implications for Africa** », avance que la guerre a placé les États africains dans une position vulnérable en raison de la flambée des prix de l'énergie, de l'insécurité

alimentaire et de la gouvernance démocratique, mais que la pression significative de la guerre sur l'Afrique n'a pas figuré comme priorité dans la production des analystes occidentaux. Explorant lui aussi l'effet de la guerre sur les affaires internationales, **Dominique Bocquet**, Senior Fellow, a ajouté dans son article « **Morale et politique après l'Ukraine** » que la guerre remet en cause l'ordre international, alors qu'une partie de l'Afrique refuse de choisir son camp, entre les deux blocs.

L'influence des puissances étrangères en Afrique se fait ressentir, plus que jamais, le continent demeurant un champ de ressources stratégiques et d'opportunités économiques. Les États-Unis, la Turquie, la Chine, la Russie et l'Union européenne (UE) étendent ainsi leur présence en investissant dans l'énergie, les infrastructures et le commerce. Ces pays s'engagent également dans des opérations sécuritaires, tant sous la forme d'opérations diplomatiques que d'interventions militaires



directes. Les pays africains suscitent également l'intérêt de l'Inde, entre autres, pour asseoir leur positionnement international.

C'est dans ce cadre que **Rida Lyammouri**, Senior Fellow, a étudié dans un chapitre du Rapport annuel sur la Géopolitique en Afrique la politique américaine en Afrique de l'Ouest, intitulé « **Unpacking US Foreign Policy in West Africa and the Sahel** ». L'auteur avance que les États-Unis et leurs alliés devraient adopter une approche plus large et inclusive pour aider les États du Sahel à s'attaquer aux causes profondes des conflits.

En outre, le rôle militaire de l'UE en Afrique a été l'objet d'une étude dans le Policy Paper « **Les missions militaires de l'Union européenne (UE) en Afrique : entre pragmatisme et réinvention** », Rédigé par **Abdessalam Jaldi** et **Hamza Mjahed**, spécialistes en relations internationales, le papier avance que les missions militaires de l'UE en Afrique revêtent, à l'heure de la réinvention du partenariat euro-africain, une importance considérable alors que le continent africain, en proie aux influences étrangères, est confronté à des défis sécuritaires d'une nature inédite. **Hisham Aidi**, Senior Fellow, a développé une analyse précise de la présence politique et économique croissante de la Turquie sur le continent dans son Policy Brief « **Africa and the « Ankara Consensus »** », décrivant la

diplomatie menée par Ankara en Afrique comme une alternative au consensus de Washington sur la croissance économique néolibérale et au consensus de Pékin sur la croissance dirigée par l'État, qui valorise la stabilité au détriment de la démocratie.

Le partenariat de l'Inde avec l'Afrique de l'Est a également été étudié dans un document publié en partenariat avec l'Institut français des relations internationales (Ifri), « **India-East Africa : A Not So Healthy Relationship ?** ». Les auteures **Isabelle Saint-Mézard** et **Françoise Nicolas** soulignent les liens étroits que l'Afrique de l'Est partage avec l'Inde, mais utilisent le cas de la diplomatie de la santé de Delhi pour révéler des tensions croissantes.

L'intérêt des puissances asiatiques pour l'Afrique a fait l'objet du Policy Brief de **Redouan Najah**, spécialiste des relations internationales, intitulé « **2022, année cruciale pour le leadership de Pékin : les « deux sessions » du Parlement chinois et l'Afrique** ». L'auteur affirme que la tenue des « **deux sessions** » du Parlement chinois, en mars 2022, marque officiellement le début des préparatifs du XXe Congrès du Parti communiste, un événement qui s'est tenu en octobre 2022 et a fourni des indications sur la place de l'Afrique dans l'agenda du développement de la Chine.

Dynamique régionale africaine : indicateurs d'une autonomie croissante

Sur le plan régional, l'Afrique s'intègre de plus en plus et s'affirme sur la scène mondiale à mesure qu'elle se développe économiquement et politiquement. Comme cette tendance se poursuit, les dirigeants africains ont cherché à créer des complémentarités pour améliorer le commerce et la coopération, tant en Afrique même qu'avec le reste du monde. Grâce à une intégration et une coopération régionales accrues, les pays africains commencent à jouer un rôle plus important dans le commerce et la politique mondiaux, ce qui leur permet de représenter leurs intérêts plus efficacement et de contribuer davantage aux affaires du monde.

Le Maroc est à la pointe de l'intégration régionale en Afrique. Le pays a multiplié les initiatives à l'intérieur et à l'extérieur du continent, visant à ouvrir de nouvelles opportunités de coopération et de bénéfices économiques pour les pays africains. C'est dans ce cadre que le Policy Brief de **Jamal Machrouh**, Senior Fellow, « **Pourquoi l'Europe a-t-elle un intérêt stratégique dans la réalisation du Gazoduc Nigeria-Maroc ?** », a montré que le projet donnerait une impulsion positive au processus d'intégration économique en Afrique de l'Ouest, une sous-région qui constituerait à son tour un grand marché de consommation utile pour les économies européennes dans un contexte de réduction des flux de gaz russe vers l'Europe. Les États africains cherchent également à réaffirmer leur position au niveau régional, à définir leurs propres programmes politiques et à s'assurer une autonomie vis-à-vis des puissances extérieures. À cet égard, l'article d'**Amr Abdelrahim**, publié en coopération avec l'Ifri et intitulé « **Le retour de l'Égypte comme puissance régionale ?** », explore l'ambition de l'Égypte de redevenir un acteur régional majeur, en examinant sa stratégie à multiples facettes dans son environnement.

Au sujet des avantages de l'intégration régionale africaine, le papier d'**Oumnia Boutaleb**, spécialiste

en relations internationales, intitulé « **Regional Integration : Can it Bring More Independence to Africa ?** » a exploré les avantages de l'intégration économique, qui pourrait réduire la dépendance de l'Afrique vis-à-vis de ses partenaires extérieurs et rendre le continent plus résilient. Dans la même veine, **Oussama Tayebi**, spécialiste en relations internationales, dans le Policy Brief « **Réforme de la CEEAC : entre modernisation des institutions et redynamisation du processus d'intégration régionale** », soutient que la réforme institutionnelle, initiée en 2015, par la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) constitue un tournant majeur dans l'histoire de l'organisation, tout en explorant les principaux défis à la réalisation d'une plus grande intégration de la sous-région.

Toutefois, certains pays africains ne parviennent toujours pas à tirer pleinement parti du potentiel d'une intégration et d'une coopération régionales accrues. Cela est dû à un manque d'infrastructures adéquates dans certaines régions, ainsi qu'à l'instabilité politique, les tensions géopolitiques et à une gouvernance inadéquate. En outre, de nombreux pays africains sont encore fortement tributaires de l'aide étrangère, ce qui peut limiter leur capacité à avoir un impact significatif sur le commerce et la politique mondiaux. **Khalid Chegraoui**, Senior Fellow, a publié dans le Rapport annuel sur la géopolitique de l'Afrique un chapitre intitulé « **L'Afrique de l'Ouest entre guerre et paix** » dans lequel il explore les différentes causes et origines de l'instabilité dans cette région, allant de la présence de groupes violents à l'inefficacité des politiques publiques, en passant par les effets négatifs de la rivalité des grandes puissances. En effet, l'Afrique de l'Ouest a été centrale dans les mutations régionales en cours en Afrique, où Benjamin Traoré, professeur de droit à l'UM6P, a également étudié la réponse de la CEDEAO aux coups d'États dans son chapitre « **La CEDEAO à l'épreuve des changements anticonstitutionnels de gouvernants : portée et limites de son pouvoir de sanction** », avec une étude de cas sur le Mali.

La souveraineté africaine à l'épreuve de la fragmentation du monde

L'autonomie et la souveraineté africaines continuent d'être mises à l'épreuve de nombreuses manières. Les pays africains ont souvent été confrontés à diverses pressions externes et internes qui ont cherché à réduire ou à limiter leur autonomie et leur souveraineté. Dans sa note de synthèse intitulée « **Offshoring Migration Policy** », le Senior Fellow **Hisham Aidi** a expliqué que les États occidentaux envoient de plus en plus de demandeurs d'asile bloqués à leurs frontières vers des États du Sud, en violation des principes humanitaires relatifs au droit d'asile. De leur côté, les États africains élaborent de plus en plus de politiques de gestion des migrations pour faire face aux migrations intra-africaines. Les pays africains cherchent à affirmer leur souveraineté en adoptant des réformes, mais les défis restent importants. La note de synthèse de **Noamane Cherkaoui**, chercheur, « **The Sovereignty of Developing Countries : The Challenge of Foreign Aid** », a fait valoir que l'aide

étrangère, malgré plusieurs avantages, peut être utilisée comme une arme pour remettre en question la souveraineté d'un État et a donc présenté quelques solutions pour les décideurs politiques afin de limiter le compromis entre la souveraineté et l'autonomie politique.

La mise en stress de la souveraineté africaine passe également par des interventions militaires, l'exploitation des ressources naturelles et l'ingérence de puissances étrangères. Dans son Policy Brief « **Presence of Foreign Fighters: Concessions for Security ?** », **Nihal El Mquirmi**, spécialiste en relations internationales, souligne que malgré le changement de structure des entreprises privées de sécurité opérant en Afrique, leur essence reste la même : la sécurité en échange de concessions minières. En utilisant les guerres civiles angolaise et sierra-léonaise comme études de cas, elle illustre l'utilisation croissante des sociétés militaires privées dans des pays affectés par des conflits, et les liens entre ces contractants privés et les entreprises qui bénéficient des ressources naturelles.



contre l'extrémisme violent structurée uniquement autour de la dimension militaire. Ils plaident en ce sens pour une meilleure prise en compte des griefs socio-économiques locaux.

Le caractère régional des défis sécuritaires auxquels le continent est confronté met les États face à la nécessité de coordonner leurs réponses dans le cadre des CER. **Oumnia Boutaleb**, spécialiste en relations internationales, propose dans un Policy Brief intitulé « **Le rôle de la Cedeao dans la gestion des crises politiques et sécuritaires internes de ses États membres** » une lecture historique des interventions de l'organisation ouest-africaine dans le cadre des différentes crises politiques et sécuritaires traversées par la sous-région. Elle y explique le recul d'influence de l'organisation, démontré par l'absence d'initiative dans le cadre des crises récentes.

Risque de recul démocratique

La résurgence des changements anticonstitutionnels de gouvernement, observée au cours de l'année 2022, constitue une des principales menaces à

la stabilité et au développement du continent. Cette tendance qui s'est manifestée par une hausse des tentatives de coup d'État impacte négativement les ambitions continentales en matière de bonne gouvernance et interpelle sur le risque de recul démocratique. Le Senior Fellow **Hicham Aidi** analyse dans un Policy Brief intitulé « **African Democracy in Crisis** » les déterminants politiques et socio-économiques ayant conduit à cette tendance. L'expert y souligne la persistance d'un soutien des populations aux principes et processus de gouvernance démocratique ainsi que l'incidence négative des interventions externes – essentiellement les interventions militaires et les mesures imposées par les institutions financières internationales – sur la démocratie en Afrique.

Dans le même cadre, **Abdessalam Jaldi**, spécialiste en relations internationales, examine dans un policy brief intitulé « **Tunisie : la démocratie à l'épreuve de la crise de la 11ème République** » les difficultés rencontrées par les institutions tunisiennes issues de la constitution de 2014 à répondre aux défis socio-économiques. Le chercheur y expose l'impact négatif du blocage répété des institutions sur la perception du modèle de gouvernance démocratique.

III. COMPRENDRE LES DYNAMIQUES AFRICAINES INTERNES

L'étude des dynamiques africaines internes a permis d'observer l'émergence d'un certain nombre de tendances et la persistance de nombreux défis en lien avec le triptyque paix, développement et sécurité. L'année 2022 a ainsi été marquée par la progression des menaces sécuritaires dans certaines régions du continent et par la multiplication, dans ce qui constitue une forme de recul démocratique, des tentatives de changements anticonstitutionnels de gouvernement.

Face à la multiplication des menaces sécuritaires, des réponses différenciées

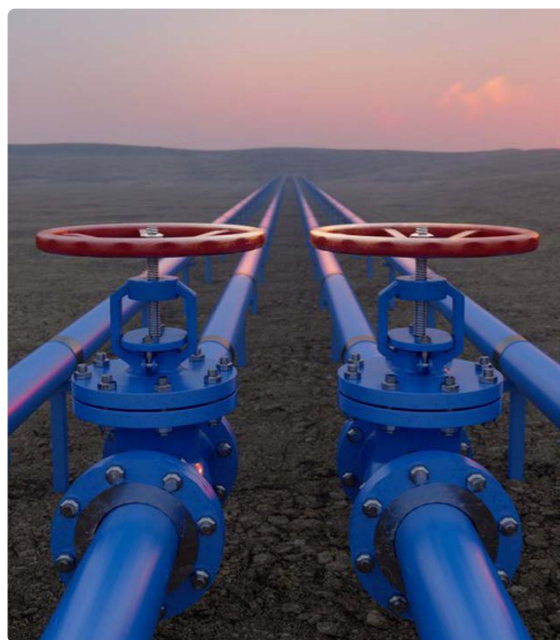
L'expansion de la menace terroriste vers les états côtiers d'Afrique de l'Ouest constitue un des plus importants risques en termes de stabilité et de sécurité. Cette menace à laquelle les États de la région ont apporté des réponses différenciées et parfois peu coordonnées a notamment conduit à une militarisation des frontières dans un certain nombre de pays. **Laura Sanders**, **Rida Lyammouri** et **Jordan Moss** ont abordé cette question dans un Policy Paper intitulé « **Militarized Border Security Will Not Stop the Spread of Extremism** ». Les trois experts y exposent les différents risques associés à la poursuite d'une stratégie de lutte

IV. PENSER L'ÉMERGENCE DE L'AFRIQUE DANS LA NOUVELLE GLOBALISATION

Les sécurités alimentaire et énergétique ont représenté deux problématiques majeures en 2022.

L'énergie : entre dépendance et transition énergétique ralentie

Henri-Louis Védie, Senior Fellow, a partagé dans son Policy Paper « **Le marché du gaz en Afrique suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie** » ses inquiétudes autour des perspectives gazières. En effet, la Russie, détient 38 % des réserves gazières mondiales, rendant l'invasion de l'Ukraine ainsi que les sanctions résultantes un événement déclencheur d'inquiétudes pour tous les importateurs de gaz au niveau mondial. Bien que l'Afrique n'ait pas été confrontée à un manque d'approvisionnement, la flambée des prix du gaz constitue le problème majeur. La diversification en matière d'approvisionnement devient désormais une nécessité afin de réduire les dépendances énergétiques.



Toujours dans le cadre des répercussions énergétiques de la guerre en Ukraine, **Rim Berahab**, économiste senior, met l'accent sur les retombées de la crise énergétique sur le continent africain à travers son Policy Brief « **The Energy Crisis of 2021 and its Implications for Africa** ». Pour les marchés de l'énergie, les perturbations avaient commencé depuis l'apparition de Covid-19 et les risques autour de la pénurie d'approvisionnement n'ont été que renforcés à travers la résurgence d'inquiétudes autour de l'offre. Les conséquences s'étendent jusqu'au continent africain notamment à travers les inégalités énergétiques, ainsi que des possibilités de productions limitées et une croissance industrielle impactée. L'Afrique se retrouve également confrontée aux impératifs de la sécurité et de la transition énergétiques. Les compromis entre les combustibles fossiles et les énergies devant être atteints, pour maintenir un approvisionnement durable et sûr, la coexistence des combustibles fossiles et des énergies renouvelables semble s'imposer, au moins lors d'une phase transitoire. Une situation qui va à l'encontre du consensus général en faveur de l'élimination des combustibles fossiles dès que possible.

Vers une reconstruction de la sécurité alimentaire en Afrique ?

Pour sa part, **Isabelle Tsakok**, Senior Fellow se concentre dans son Policy Brief « **Implications of Food Systems for Food Security : The case of the Republic of Côte d'Ivoire** » sur l'importance de la diversification en matière d'approvisionnement afin d'assurer une sécurité alimentaire. En citant l'exemple ivoirien, la sécurité alimentaire d'une majeure partie de la population n'est pas assurée, malgré une agriculture développée. Cette insécurité alimentaire est notamment relative à des problèmes d'ordre structurel tels que la faible productivité, le manque de

diversification dans le secteur agroalimentaire, un taux élevé de pauvreté, ainsi que la prédominance du travail dans le secteur informel. La problématique du secteur informel est traitée par l'économiste **Hamza Saoudi**, qui met l'accent dans son Policy brief « **Formalizing the Informal Sector: a Fundamental Policy for the Economic Stability of the MENA Region** » sur le rôle majeur que joue le secteur informel dans la plupart des économies de la région MENA. Il souligne notamment que la part de l'emploi informel dans l'emploi total se situe aux alentours de 80 % au Maroc.

Afin d'apporter des solutions à la sécurité alimentaire sur le continent, **Hafez Ghanem**, Senior Fellow,

présente dans son Policy Brief « **Towards a Pan-African Approach to Food Security** », une initiative panafricaine de sécurité alimentaire qui propose à la fois d'encourager le libre échange des produits alimentaires entre les pays africains, les investissements régionaux notamment en matière d'infrastructures afin de faire face au changement climatique et de renforcer la productivité agricole. Par ailleurs, cette stratégie repose également sur le soutien des partenariats public-privé (PPP) en matière d'engrais, la création d'un conseil africain chargé de la coordination en matière agricole et le soutien à l'approvisionnement des pays vulnérables en temps de crise.

V. REPENSER L'ÉCONOMIE MAROCAINE

L'année 2022 pour le Maroc a été marquée par la résilience, la navigation entre les risques et les répercussions de chocs extérieurs, tout en restant sur les impacts domestiques de ceux-ci sur différents secteurs. L'ouverture du Maroc sur l'international, bien qu'elle soit exposée à une cascade de répercussions dans le contexte de la guerre en Ukraine, a été depuis plusieurs années porteuse de nombreux bénéfices pour le pays, mais également de dysfonctionnements à caractère plus structurel.

Le Maroc acteur de son ouverture à l'international

Dans ce contexte, **Larabi Jaïdi**, Senior Fellow, présente dans son Policy Report « **La politique du commerce extérieur : performances et dysfonctionnements institutionnels** », les différentes étapes, répercussions et implications de la libéralisation du commerce extérieur au Maroc. En effet, le Maroc avait pour ambition de rétablir un cadre modernisé de relations commerciales avec ses partenaires internationaux, sous le cadre d'un multilatéralisme équitable. Dans ce Policy Report, Larabi Jaïdi met en avant le lien entre le

redressement du déficit de la balance commerciale du Maroc et les dysfonctionnements du cadre institutionnel de sa politique de commerce extérieur. Le questionnement autour du cadre institutionnel de la politique du commerce extérieur est ainsi fondamental, étant donné son importance dans l'établissement de fondements clairs et efficaces, permettant une minimisation des tensions politiques et un recentrement des ressources.

Toujours dans le cadre de multilatéralisme juste et équitable, le secteur de l'emploi reprend les fondements des relations du Maroc avec ses partenaires internationaux, notamment à travers la migration, et la réintégration des travailleurs saisonniers. Dans leur Policy Paper « **Migration circulaire et intermédiation : enseignements tirés de l'expérience des travailleuses marocaines saisonnières en Espagne** », le président exécutif du Policy Center for the New South, **Karim El Aynaoui**, le Senior Fellow **Aomar Ibourk** et l'économiste **Tayeb Ghazi** se concentrent sur la problématique de réintégration des travailleuses marocaines saisonnières en Espagne, ainsi que les défis et les déficits qui y sont liés. L'inclusion financière, l'accompagnement

à plusieurs niveaux ainsi que l'implication de plusieurs acteurs de la société sont requis afin de mener à bien la réintégration de cette catégorie de travailleuses. En effet, il est impératif de mettre en œuvre les mesures adéquates permettant une réintégration de manière générale, afin d'assurer une préparation pour les éventualités post-migration tout en alignant à titre d'exemple une capitalisation sur l'orientation et la formation professionnelle, ainsi qu'une coopération efficiente entre les pays d'origine et de destination.

Les relations économiques internationales du Maroc

avec ses partenaires à l'étranger ont également été mises en avant par les économistes **Badr Mandri** et **Oumayma Bourhiba**, notamment à travers le rôle des investissements directs étrangers (IDE), dans leur Policy Brief « **Réinvestissement des IDE au Maroc : un potentiel à exploiter** ». Les économistes rappellent que les IDE peuvent être un catalyseur de croissance économique ainsi qu'un facteur fondamental d'intégration dans l'économie mondiale. Les bénéfices mentionnés pour les IDE ne se limitent pas uniquement au financement supplémentaire, mais représentent un fort signal de nouvelles opportunités d'investissement.

VI. LE MAROC DANS UN ENVIRONNEMENT GLOBAL EN MUTATION

L'environnement stratégique du Maroc est en pleine mutation en raison des multiples développements géopolitiques dans la région. Récemment, le différend politique actuel sur le Sahara marocain a été un facteur majeur qui a façonné le positionnement du Maroc dans son voisinage. À cet égard, **Mohamed Loulichki**, Senior Fellow, a partagé dans son Policy Brief « **La résolution 2654 sur la question du Sahara marocain : quel impact ?** » une analyse de la résolution du Conseil de sécurité adoptée le 27 octobre 2022 sur le différend régional du Sahara, où l'organe de paix onusien a reconduit la plupart des paramètres de la solution politique, tout en précisant les ajustements destinés à tenir compte des derniers développements du différend et à inciter les parties à s'engager plus en avant dans le processus de recherche d'une solution politique.

Le positionnement régional du Maroc, caractérisé par une expansion des partenariats internationaux, cherche de plus en plus à établir des ponts avec l'Afrique, l'Europe et l'Atlantique élargi. Dans son papier, « **La maritimisation du monde et l'espace atlantique africain : quelle place**

pour le Maroc ? », **Youssef Tobi**, spécialiste en relations internationales explore les enjeux de la maritimisation du monde et les opportunités et les menaces qui se présentent au Maroc sur sa façade atlantique, insistant sur l'importance de la jonction entre intérêts politiques et économiques, et la nécessité de mettre en place une vision pragmatique de la mer comme un espace géoéconomique et géostratégique qui nécessite sécurisation.

L'environnement géostratégique du Maroc est influencé par sa relation avec l'UE. Dans ce cadre, **Hamza Mjahed**, spécialiste en relations internationales explore dans son papier « **La France aux commandes de l'Union européenne : les enjeux, les contraintes et les perspectives de la présidence française** », les objectifs de la présidence française d'accélérer les réformes politique et économique de l'Union, et les opportunités que cela présente pour approfondir le partenariat Maroc-UE.

La région du Maghreb est de la plus haute importance pour la stabilité du Maroc. Son potentiel en termes d'intégration, afin d'étendre les liens économiques



et culturels est bien reconnu, et des opportunités existent pour propulser le développement de la région en privilégiant de nouveaux modèles économiques orientés vers l'avenir. Dans un chapitre publié dans le livre « **Africa-Europe Cooperation and Digital Transformation** », le Président exécutif, **Karim El Aynaoui**, le Senior Fellow **Larabi Jaïdi**, et le Manager du Public Policy Lab **Akram Zaoui**, analysent l'Égypte, le Maroc et la Tunisie sur leurs niveaux actuels d'industrialisation, examinent de manière critique leurs stratégies numériques, se penchent sur leurs initiatives relatives à la numérisation de leur industrie 4.0, et explorent les moyens par lesquels ces trois pays peuvent renforcer leur intégration dans le tissu industriel européen. En outre, **Abdallah Saaf**, Senior Fellow, explore dans son papier « **La Corée du Sud et le Maghreb** », la présence politique et économique qui caractérise la présence du pays asiatique au Maghreb, en soutenant ce dernier a développé sa présence économique ainsi que politique et culturelle au Maghreb à partir de plusieurs entrées : les relations avec l'ensemble de la région arabe, les

relations avec le continent africain, et les relations bilatérales d'État à État. Pour **Abdallah Saaf**, les pays du Maghreb ont tout intérêt à s'investir dans des relations avec des puissances autres que l'Occident, d'autant plus que la Corée du Sud peut servir de modèle de développement économique.

Néanmoins, malgré les opportunités, la région souffre d'une instabilité politique croissante et d'un manque d'intégration régionale. Par exemple, la Tunisie est confrontée à d'énormes défis en raison du manque d'opportunités économiques, notamment pour les jeunes, et une transition politique fragile. À cet égard, le Policy Paper d'**Abdessalam Jaldi**, spécialiste en relations internationales, intitulé « **Tunisie : la démocratie à l'épreuve de la crise de la 11^{ème} République** », tire le constat de l'incapacité de l'État tunisien à traduire la démocratie en progrès social. Un phénomène qui a accru la défiance citoyenne envers les institutions, précipitant le coup de force présidentiel du 25 juillet 2019, un moment de bascule dans la crise politique.

VII. MAROC, L'ÉTAT SOCIAL ET TERRITORIAL

Les allocations familiales au Maroc et leur rôle sont discutés dans le Policy Brief « **Généralisation des allocations familiales et impact sur la pauvreté et la vulnérabilité monétaires des enfants en période Post-Covid au Maroc** », signé par **Touhami Abdelkhalek**, professeur titulaire à l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P), et **Dorothee Boccanfuso**, professeur et Vice-doyenne du département Économie du développement à la FGSES-UM6P.

Les auteurs évaluent les répercussions de la pandémie Covid-19 ainsi que les mesures prises par le gouvernement dans le but d'atténuer l'incidence de la crise sanitaire. La généralisation des allocations familiales est également mise en avant afin d'agir sur la pauvreté monétaire et la vulnérabilité de la population marocaine, notamment les enfants. Les mesures mentionnées sont essentiellement élaborées dans le cadre de la refonte du système marocain de protection sociale, qui est désormais une priorité du pays. Les auteurs s'appuient sur un modèle micro simulé appliqué sur les données de la vague 2019 de l'enquête Panel de ménages (EPM) de l'Observatoire national du développement humain (ONDH). Les résultats confirment ainsi que les mesures mises en œuvre

par le gouvernement ont permis non seulement de compenser l'effet de la pandémie sur la pauvreté et la vulnérabilité, mais se révèlent également avoir été pro-pauvres. Dans ce sens, la généralisation des allocations familiales a permis de renforcer cet effet, et de manière très accentuée en milieu urbain. Au-delà de son aspect peu coûteux, la mesure a été facile à mettre en œuvre avec un ciblage simple, et des effets positifs simultanés sur la pauvreté ainsi que la vulnérabilité.

Le rôle des femmes dans le cadre social du Maroc a également été discuté par les Program Officers **Imane Lahrich** et **Nada Draï**, dans leur Policy Brief « **Devenir et avenir de l'action collective féministe à l'ère du numérique au Maroc** ». L'étude se concentre sur les mouvances numériques collectives des féministes, afin de revendiquer la transformation des situations vers une orientation plus égalitaire. La durabilité et la diversité du féminisme à l'ère numérique se trouvent au cœur de cette réflexion, qui s'intéresse au répertoire d'action des cyberactivistes féministes, de l'analyse du numérique comme espace de mobilisation mettant en avant les questions liées au genre, ainsi que la façon d'interagir avec les structures d'opportunité politique (SOP).



OPINIONS

RELATIONS INTERNATIONALES



La guerre en Ukraine a bouleversé les équilibres géopolitiques mondiaux, en pleine rivalité sino-américaine. Dans cette perspective, les chercheurs du Policy Center for the New South ont rédigé de nombreuses notes d'opinions afin d'éclairer les lecteurs sur l'ampleur des reconfigurations internationales en cours, ainsi que leurs éventuelles répercussions sur l'Afrique, un continent en pleine transition et en proie aux influences étrangères.

Le conflit russo-ukrainien a provoqué d'importantes distorsions dans les chaînes d'approvisionnement énergétiques et alimentaires mondiales, poussant de nombreux pays européens au bord même d'une sérieuse crise énergétique. Cette configuration a poussé l'UE à chercher des marchés alternatifs dans la perspective de s'affranchir de sa dépendance envers le gaz russe. C'est dans cette perspective que **Hamza Mjahed**, International Relations Specialist

dans l'Unité Analyse et monitoring stratégique, est revenu dans son Opinion : « **African Hopes and European Needs : Key Challenges for African Gas Supplies to Europe** », sur le rôle que peut jouer le gaz africain dans la préservation de la sécurité énergétique européenne, tout en accélérant la transition énergétique africaine.

Dans la même veine, la guerre d'Ukraine a engendré la plus grave crise migratoire européenne depuis la fin de la guerre froide. Or, force est de constater que les pays membres de l'UE se sont montrés solidaires envers les réfugiés ukrainiens, contrairement à la crise migratoire de 2015 en provenance du Moyen-Orient qui a profondément divisée l'Europe. Cet état de fait a poussé **Ivan Martin**, Senior Fellow, à explorer dans son Opinion « **Guerre en Ukraine : une crise migratoire pas comme les autres** », les raisons de ce traitement différencié, qu'il pense



trouver dans l'hostilité envers la Russie, le poids de la diaspora ukrainienne en Europe, les affinités culturelles et ethniques, ainsi que les frontières euro-ukrainiennes partagées.

La guerre en Ukraine a éclipsé d'autres priorités de la communauté internationale, à l'exemple de la crise climatique qui a atteint des proportions extrêmement inquiétantes. Ainsi, et durant la COP27 sur les changements climatiques à Charm el-Cheikh, plusieurs observateurs ont regretté le manque d'ambition du sommet, en dépit de quelques avancées perceptibles, à l'exemple de la création d'un fonds financier spécifique pour compenser les dégâts climatiques subis par les pays les plus pauvres. **Abdessalam Jaldi**, International Relations Specialist au département de recherche des Relations internationales, a rédigé en marge du sommet l'Opinion : « **La situation du climat et de la biodiversité au Maghreb** ». Il a insisté sur le besoin d'adopter des mesures immédiates afin de remédier à la crise climatique qui frappe de plein fouet les écosystèmes maghrébins, avec un focus sur le Maroc, l'Algérie et la Tunisie.

En outre, **Ivan Martin**, Senior Fellow, est revenu dans son Opinion : « **Refugees for Money : Some Questions** », sur le dilemme migratoire, talon d'Achille de la coopération internationale. Selon l'auteur, les pays occidentaux ont trop tendance à recourir dernièrement à la politique d'externalisation de la gestion des frontières en contrepartie d'aides

financières pour juguler les flux migratoires et de réfugiés en provenance des pays du Sud global. Or, ce mécanisme soulève non seulement de nombreuses interrogations morales, politiques et financières, mais porte préjudice à l'image de l'Afrique dans le concert des nations.

L'Afrique, quant à elle, a vu en 2022 certaines transitions s'amorcer. Ainsi, **Amal El Ouassif**, International Relations Specialist au département des recherches des Relations internationales, a soulevé dans son Opinion intitulée « **William Ruto Declared Winner of Kenya's Presidential Election: What to Expect Next?** » les enjeux de la présidentielle au Kenya, sur fond de tensions entachant l'impartialité du scrutin, de désillusion envers la classe politique et de flambée du coût de la vie depuis la crise sanitaire de la pandémie de la Covid-19. **Sabine Cessou**, avec « **Le nouveau profil stratégique de la mer Rouge** », thème abordé lors de la 12e édition des Dialogues stratégiques organisée par le PCNS et HEC Paris, a exploré les menaces ainsi que les conflits d'influence agitant une région névralgique du commerce mondial, qui relie la Méditerranée à l'Océan Indien, à la jointure de trois continents : l'Asie, l'Afrique et l'Europe. **Rida Lyammouri**, Senior Fellow, est revenu quant à lui dans « **Violence Spillover into the Coastal States** », sur l'expansion de l'extrémisme violent dans la région sahélo-saharienne vers les États côtiers du Golfe de Guinée. Ce cas de figure reconduit le débat sur le besoin de solutions régionales extra-sécuritaires pour endiguer la menace terroriste.



LE POLICY CENTER PUBLIE 4 RAPPORTS ANNUELS



L'ÉCONOMIE DE L'AFRIQUE

La **troisième édition** du rapport, dirigé par le Senior Fellow **Larabi Jaïdi**, dresse le **bilan 2020 et 2021 de l'économie africaine** et analyse les **perspectives** de 2022. Il s'interroge sur les capacités du continent à faire face à **trois grands chocs** : la **pandémie de Covid-19**, la **crise climatique** et les **conséquences de la guerre en Ukraine**. Le rapport analyse dans le détail l'impact de la crise Covid-19 en Afrique, avant de se pencher sur les réponses apportées par les communautés économiques régionales, puis sur les avancées et les obstacles à l'intégration économique du continent, en formulant des recommandations de politiques publiques.



LA GÉOPOLITIQUE DE L'AFRIQUE

Cet ouvrage collectif dirigé par **Abdelhak Bassou**, Senior Fellow, dresse un **bilan de l'année 2021** dans **20 pays** et les **cinq sous-régions africaines**, pour ensuite aborder la **sécurité** et la **défense**, la **politique** et la **gouvernance**, puis la **société** et la **culture**. Ses **29 auteurs**, des chercheurs associés ou invités, ont entre autres analysé la « **distension des liens** » au Maghreb, une Afrique de l'Ouest « **entre guerre et paix** », le coup d'État en Guinée ou encore la politique étrangère américaine dans le Sahel et la « **crise Covid-19 comme accélérateur de réformes au Nigeria** ».



ARCADIA

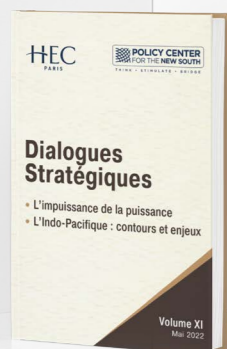
Ce rapport de référence sur les **matières premières en Afrique** est dirigé **Philippe Chalmin**, professeur à l'Université Paris Dauphine et **Yves Jégourel**, Professeur titulaire de la chaire Économie des matières premières au Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM) et Senior Fellow au Policy Center for the New South. Ce rapport, qui s'inscrit dans le cadre d'une **collaboration** entre **CycloPe** et le **Policy Center for the New South**, offre un large panorama des **produits de base** exportés par les nations africaines (agricoles, minéraux et énergétiques) en associant **l'étude conjoncturelle des marchés** à une **analyse prospective continentale**.



ATLANTIC CURRENTS

Publié à l'ouverture de la conférence internationale **The Atlantic Dialogues**, ce rapport propose les analyses d'experts **africains, européens et américains**, en ligne avec le thème de la conférence, intitulé en 2022 « **Coopérer dans un monde en mutation : opportunités pour l'Atlantique élargi** ». Cette **9e édition**, dirigée par le Senior Fellow **Mohammed Loulichki**, revient sur les **grands questionnements** du Sud global, portant aussi bien sur le **consensus Nord-Sud** que les **relations avec l'OTAN**, **l'énergie**, le **climat**, **l'inflation** et la **sécurité alimentaire**.

OUVRAGES PRODUITS PAR LE PCNS EN 2022



DIALOGUES STRATÉGIQUES 11E ÉDITION : « L'IMPUISSANCE DE LA PUISSANCE - L'INDO-PACIFIQUE : CONTOURS ET ENJEUX »

Les Dialogues stratégiques, une collaboration entre le **Centre HEC de géopolitique** et le **PCNS** représentent une plateforme d'analyse et d'échange biannuelle réunissant des experts, des praticiens, des décideurs politiques ainsi que le monde universitaire et les médias au service d'une réflexion critique et approfondie sur les tendances politiques mondiales et les grandes questions d'importance commune pour l'Europe et l'Afrique. Cette publication est issue de la **11e édition** qui s'est tenue le **29 octobre 2021** et comprend l'ensemble des contributions qui furent présentées, discutées et enrichies à l'occasion de la rencontre autour des deux thématiques : « **L'impuissance de la puissance** » et « **L'Indo-Pacifique : contours et enjeux** ».



DIALOGUES STRATÉGIQUES 12E ÉDITION : « LE NOUVEAU PROFIL STRATÉGIQUE DE LA MER ROUGE - L'ÉMERGENCE DES NOUVELLES ALLIANCES »

Cette publication issue de la **12e édition** des Dialogues stratégiques, qui s'est tenue le **13 mai 2022**, comprend l'ensemble des contributions qui furent présentées, discutées et enrichies à l'occasion de la rencontre autour des deux thématiques : « **Le nouveau profil stratégique de la mer Rouge** » et « **L'émergence des nouvelles alliances** ».



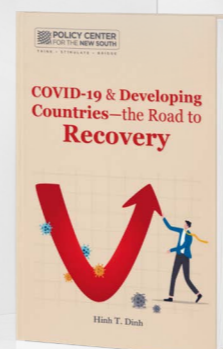
LA POLITIQUE DU COMMERCE EXTÉRIEUR : PERFORMANCES ET DYSFONCTIONNEMENTS INSTITUTIONNELS

Cette étude se fonde sur l'hypothèse que les **difficultés de redressement du déficit de la balance commerciale du Maroc** sont en partie liées aux dysfonctionnements du cadre institutionnel de sa politique du commerce extérieur. Les changements introduits dans le processus de formulation de la politique commerciale ont été affectés par l'instabilité de l'autorité gouvernementale en charge de ce secteur. Une situation qui questionne sa capacité à faire converger les objectifs des différentes parties prenantes, à assurer une régulation adéquate du jeu des acteurs, à produire des règles et des normes claires et efficaces susceptibles de minimiser les tensions politiques et le gaspillage des ressources.



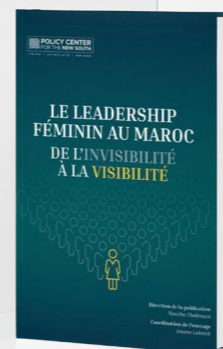
CAPITAL HUMAIN ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL AU MAROC

Ce livre est l'aboutissement d'un appel à communications adressé au monde académique, conjointement par le **PCNS** et le **Laboratoire d'économie appliquée** de la **Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales (FSJES)** Rabat-Agdal. Le Maroc place l'investissement dans l'être humain au centre de son modèle de développement. Son adhésion aux **ODD** et **ODD** témoigne d'une volonté à atteindre l'ensemble de ces cibles. Des avancées ont permis de généraliser la scolarisation de base et d'élargir l'offre de soins. Néanmoins, ces efforts ne semblent pas être accompagnés par une amélioration de la qualité des prestations de services publics.



COVID-19 & DEVELOPPING COUNTRIES, THE ROAD TO RECOVERY

Ce livre montre que les **pays à revenu faible ou intermédiaire** ont encore un long chemin à parcourir pour **contrôler la Covid-19** et **rétablir la croissance**. L'ouvrage examine la marge de manœuvre budgétaire de certains pays et constate que la plupart d'entre eux ne sont pas en mesure d'augmenter leurs dépenses budgétaires sans mettre en péril la solvabilité et la viabilité de leur dette. Ce livre conclut donc que les pays en développement doivent se préparer à un nouveau stress lié à la dette pour sortir de la crise. L'ouvrage recommande des politiques globales visant à résoudre les problèmes de croissance à long terme des pays en développement.



LE LEADERSHIP FÉMININ AU MAROC : DE L'INVISIBILITÉ À LA VISIBILITÉ

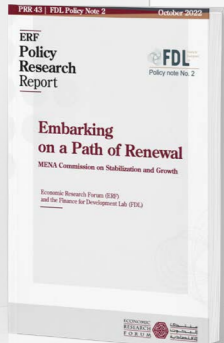
Cet ouvrage de référence, salué par la presse à sa sortie, a été publié sous la direction de la Senior Fellow **Nouzha Chekrouni**, ancienne ministre de la Condition féminine et ancienne ambassadrice du Maroc au Canada. Ce rapport fait le point sur deux décennies de réformes, afin de rendre visibles les progrès faits **depuis 20 ans**, notamment en termes de participation aux **sphères politiques**, tout en pointant sans complaisance les facteurs de **résistances sociétales**. L'ouvrage, rédigé par **16 auteurs** dont **10 femmes**, présente une analyse riche et variée dans ses approches, qui vont des études de cas aux témoignages, en passant par des analyses académiques signées par des universitaires de renom, parmi lesquels la constitutionnaliste **Nadia Bernoussi** et **Farid el Asri**, Directeur du Center for Global Studies de l'Université Internationale de Rabat, qui passe au crible les perceptions autour de la femme en Islam – un sujet sensible et central, abordé ici avec brio.



LE SOMMET UE-UA 2022 : POUR UNE INTERDÉPENDANCE ÉQUILIBRÉE

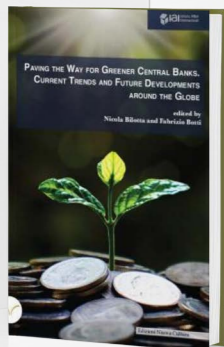
À l'occasion du **6e sommet Union européenne-Union africaine (UE-UA)** qui s'est tenu les **17 et 18 février 2022** à **Bruxelles**, plusieurs Senior Fellows et chercheurs du **Policy Center for the New South** ont voulu apporter un éclairage sur les relations UE-UA, ainsi qu'une contribution à la réflexion sur le nouveau partenariat souhaité par le continent africain. Au moment où l'Afrique ambitionne de diversifier ses alliances, l'UE voit en la concurrence étrangère une nouvelle raison pour repenser son « **offre de développement** », basée sur un cadre de partenariat co-construit et plus équilibré. Cet ouvrage aborde des angles originaux, en se demandant notamment si la nouvelle stratégie africaine de l'UE coïncide ou non avec les priorités de l'Afrique, et en formulant des recommandations originales de politiques publiques.

LES RAPPORTS AUXQUELS LE PCNS A PARTICIPÉ À TRAVERS SES CHERCHEURS ET EXPERTS



EMBARKING ON A PATH OF RENEWAL: MENA COMMISSION ON STABILIZATION AND GROWTH

Dans l'économie mondiale chaotique de l'après Covid-19, avec la guerre en Ukraine, s'adapter à la stagflation mondiale s'avère particulièrement difficile pour les pays importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA). Une commission régionale d'experts, travaillant sous les auspices de l'**Economic Research Forum (ERF)** et du **Finance for Development Lab (FDL)**, a été chargée d'évaluer les risques macroéconomiques à venir et de formuler des recommandations sur la meilleure façon de les éviter. Après un processus élaboré d'analyse, de consultation et de délibération, la Commission a formulé quatre séries de recommandations, qui sont présentées dans ce rapport par **Karim El Aynaoui**, Président exécutif du PCNS.



PAVING THE WAY FOR GREENER CENTRAL BANKS - CURRENT TRENDS AND FUTURE DEVELOPMENTS AROUND THE GLOBE : (RIM BERAHAB, AFAF ZARKIK).

Les économistes du PCNS **Rim Berahab** et **Afaf Zarkik** ont contribué à ce rapport sur le rôle des **banques centrales** face à l'enjeu du **climat** et de la **transition énergétique**. L'intégration de cette donnée se fait à une vitesse et avec une géométrie différentes selon les pays. Ce volume éclaire la manière dont les banques centrales et les institutions financières internationales abordent actuellement le changement climatique dans le monde, en mettant l'accent sur les banques centrales de l'Union européenne, des États-Unis, d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, ainsi que sur le rôle potentiel du **Fonds monétaire international (FMI)**, des **fonds souverains nationaux** et des **normes ESG** (environnement, social et gouvernance).



SAHEL: MOVING BEYOND MILITARY CONTAINMENT POLICY REPORT

Près de dix ans après le début de la crise sécuritaire au Sahel, le Burkina Faso, le Mali et le Niger sont confrontés à une situation plus grave que jamais. L'analyse de **Rida Lyammouri**, Senior Fellow du PCNS, porte sur les limites de l'approche militaire et les profondes racines intérieures des crises. Parmi elles, des schémas de longue date d'abus de l'État à l'égard des populations, même dans les pays les plus démocratiques ; la négligence des responsabilités de gouvernance et la très faible capacité à fournir des biens publics, y compris la sécurité et la justice ; une politique d'exclusion dans laquelle certaines communautés se retrouvent systématiquement marginalisées tandis que d'autres se comportent comme les « propriétaires » de l'État. Pour sortir de l'ornière, les États sahéliens doivent se réinventer en s'appuyant sur leurs héritages historiques, y compris l'Islam, plutôt que d'essayer d'imiter des modèles occidentaux mal adaptés.



NOS PUBLICATIONS

sont accessibles à un plus large public et sont disponibles sur :



STIMULATE

FORMATIONS	44
PUBLIC POLICY LAB	46
ATLANTIC DIALOGUES EMERGING LEADERS (ADEL)	48
PROGRAMME DE STAGES	56



Stimuler le dialogue, l'innovation, la collaboration ou encore la formation, telle est l'une des vocations principales du Policy Center for the New South. En 2022, trois formations ont été organisées au bénéfice des équipes du PCNS, dans les domaines de l'intelligence économique, la programmation Python ainsi que la cybersécurité et l'intelligence artificielle dans le cadre d'un échange à Rome.

Par ailleurs, le think tank poursuit sa politique d'émulation d'un dialogue Nord-Sud ainsi que d'échanges intergénérationnels, à travers les Atlantic Dialogues Emerging Leaders (ADEL). Ce programme, qui précède chaque année la conférence internationale de haut niveau The Atlantic Dialogues, est

consacré au leadership des jeunes issus de tout l'espace atlantique et actifs dans différents secteurs. Tout au long de l'année, ce réseau participe aux activités du Policy Center, formant une communauté forte de 380 membres.

À travers son Public Policy Lab, le PCNS stimule également la recherche de solutions innovantes pour améliorer l'efficacité des politiques publiques. Le PPL agit dans le cadre de projets qui requièrent de l'innovation, dans une approche participative originale qui se trouve en cours de développement. Son objectif vise à résoudre des problèmes complexes inhérents aux politiques publiques, en agissant sur l'amélioration de la prise de décision.



FORMATIONS

CYBERSECURITY & AI



Nos experts Hala Boumaiz, Redouan Najah et Ahmed Ouhnini ont participé à Rome à une formation intitulée « **Artificial Intelligence and Cybersecurity in a Global Digital Age : Policy and Management Solutions** ». Le programme, organisé chaque année par **Luiss School of Government** et la **Fondation Med-Or**, est conçu sur mesure pour des cohortes spécifiques allant de **15 à 20 personnes** provenant de pays de la région MENA (**Maroc, Qatar, Turquie, EAU, Tunisie, Jordanie et Liban**). À l'issue d'une formation intensive de cinq jours, comprenant des ateliers et une visite du centre d'opérations de sécurité (SOC) de Leonardo S.p.A., nos experts ont pu améliorer leurs compétences en examinant les défis mondiaux et régionaux posés par l'intelligence artificielle (IA) et la cybersécurité, et ont appris les outils et les politiques permettant de gérer avec succès ces défis à court, moyen et long terme.

La cybersécurité est la pratique consistant à protéger

les ordinateurs, les dispositifs mobiles et les autres actifs numériques contre des attaques malveillantes. Au cours de ces dernières décennies, les cyberattaques sont devenues un danger évolutif pour les entreprises et les particuliers. Les cybercriminels capitalisent sur ce changement dans la mesure où les opportunités d'accès ou de destruction de données sensibles sont plus nombreuses. Par voie de conséquence, une cybersécurité efficace devient une nécessité pour les entreprises, toutes tailles et secteurs confondus. Alors que les cyberattaques sont toujours plus complexes et nombreuses, l'IA aide les analystes de la sécurité qui manquent de ressources à garder une longueur d'avance sur les menaces.



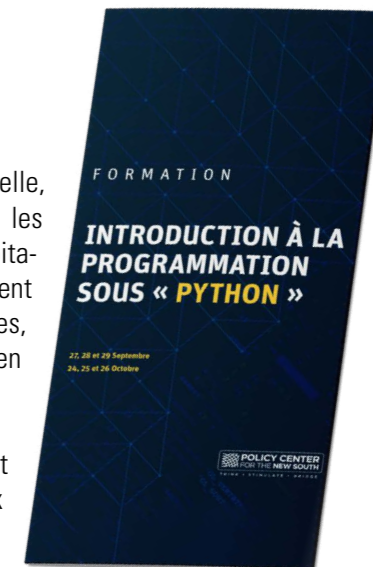
PROGRAMMATION PYTHON

Dans le monde des think tanks, la collecte, le traitement, l'analyse et la présentation de l'information représente le cœur du métier. Or, le flux d'informations qui surgissent chaque heure et chaque minute impose un traitement rapide et efficace avant que l'information ne soit obsolète et « **sans valeur** ».

C'est dans cette optique que cette formation, qui se veut une initiation à l'automatisation, a profité à l'ensemble des collaborateurs du PCNS, en termes de rendement et de qualité des tâches réalisées. À l'issue de cette formation, les participants ont appris les bases de l'algorithmique et de la programmation et écrit leurs premiers scripts en « **Python** ». Ce langage polyvalent est utilisé dans plusieurs disciplines, dont notamment le développement web,

l'intelligence artificielle, le machine learning, les systèmes d'exploitation, le développement d'applications mobiles, les jeux vidéo et bien d'autres.

Cette formation s'est déroulée en six jours, sous le format de deux sessions réparties sur trois jours chacune. La première session a été consacrée à l'algorithmique et à la programmation sous Python tandis que la deuxième a porté sur la réalisation de cas pratiques.



INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE

Le **Policy Center for the New South** a organisé une formation avancée sur l'intelligence économique et analyse des risques, les **17, 23 et 25 mai 2022**.



Chaque organisation a un modèle unique d'exposition à son environnement externe. Soutenir et accompagner son équipe pour être formée à comprendre et analyser l'environnement organisationnel est essentiel pour assurer une croissance durable de l'organisation. Ainsi, en tant qu'institution qui stimule les talents, la participation du personnel du PCNS à cette formation

avancée s'inscrit dans nos efforts continus pour soutenir nos équipes dans l'amélioration de leurs compétences et la réalisation de leur développement personnel.

La formation s'est faite sous forme de cours intensifs, sous un format d'apprentissage mixte et dynamique combinant des séminaires, des ateliers interactifs et des exercices de construction de scénarios qui visent à initier les participants au cadre conceptuel et contextuel de l'intelligence économique. Conçue pour les responsables de projet, les analystes et les cadres qui contribuent à la planification stratégique et à la gestion de projets, cette formation permet aux participants de développer leur compréhension de l'environnement stratégique d'une organisation, et de renforcer leurs compétences dans l'élaboration d'évaluations prédictives pour améliorer la prise de décision et la performance organisationnelle.



LE PUBLIC POLICY LAB, UN ESPACE POUR ACCOMPAGNER LES POLITIQUES PUBLIQUES

Le Public Policy Lab (PPL), un laboratoire lancé en 2021, se concentre sur la recherche de solutions innovantes pour améliorer l'efficacité des politiques publiques. Le PPL est associé aux différentes unités du Policy Center for the New South, et se préoccupe d'un large éventail de sujets : politiques sociales, économiques, environnementales, relations internationales, etc.

Le PPL a pour but de contribuer au débat public et de créer des synergies entre chercheurs et parties prenantes, à travers l'élaboration d'ateliers rassemblant des idées et des points de vue diversifiés, des individus aux expériences et aux compétences variées, afin d'obtenir une grande diversité d'idées et de perspectives qui peuvent être mobilisées dans la compréhension et la résolution d'une problématique.

Il permet de trouver des solutions innovantes en stimulant l'intelligence collective, en favorisant la créativité et l'innovation. Le PPL peut impliquer les praticiens des politiques publiques, les ONG, les universités et la communauté scientifique, les entreprises, les citoyens et la société civile dans le processus de cocréation, un travail d'équipe, en créant les conditions d'une collaboration et d'une communication optimales. La finalité du PPL est de pouvoir accompagner des demandes précises émanant d'entités publiques ou semi-publiques, à moyen terme.

Le Public Policy Lab, mode d'emploi

La vocation du PPL est double, à la fois interne au Policy Center pour en améliorer la créativité, et en externe, afin de bénéficier à d'autres parties prenantes. La structure, qui comptait trois chercheurs à fin 2022, agit sur l'ensemble des axes suivants tout au long de l'année :

- Organisation d'ateliers de formation pour les équipes du PCNS pour les initier à l'utilisation du design thinking dans leur travail.
- Organisation de sessions de brainstorming et d'ateliers de co-création pour stimuler la créativité et l'innovation dans les unités de recherche.
- Favoriser la collaboration et la communication entre les différents acteurs impliqués dans la recherche.
- Organisation des événements de networking pour les acteurs de différents secteurs pour favoriser l'échange de connaissances et de bonnes pratiques.
- Élargissement de la portée de l'application de l'intelligence collective et de la méthodologie de design thinking à d'autres domaines.
- Intégration de la recherche en intelligence artificielle (IA) dans les processus de design thinking.
- Exploration des opportunités d'utilisation de l'IA pour améliorer les méthodologies d'intelligence collective et de design thinking, par exemple en



utilisant des algorithmes pour l'analyse de données, la génération d'idées ou la prise de décision.

- Mise en place des mécanismes pour rendre les processus de design thinking plus accessibles aux parties prenantes et au grand public, tels que la publication des données et des résultats sur un site web ouvert ou des sessions de partage de « feedback » régulières.

Un assortiment de méthodes

Le PPL se base sur une combinaison de différentes approches pour obtenir des résultats exhaustifs et pertinents. À l'analyse de données quantitatives et qualitatives s'ajoutent ainsi l'organisation d'ateliers stimulant l'intelligence collective et la synergie de groupe, les études de cas, les expérimentations, etc.

Les méthodes du « design thinking » sont également utilisées dans la résolution de problèmes, ce qui met l'accent sur l'empathie, la définition des besoins et l'expérimentation rapide pour arriver à des solutions innovantes. La créativité est considérée comme un élément clé dans la conception des ateliers, afin de sortir des sentiers battus pour résoudre des problèmes complexes. Les exercices de créativité tels que les brainstormings, les cartes mentales et les

jeux de rôle sont utilisés pour stimuler l'imagination des participants et favoriser l'émergence d'une vision nouvelle.

Le 12 décembre 2022, le PPL a notamment proposé dans le cadre du programme de leadership Atlantic Dialogues Emerging Leaders (ADEL), bénéficiant à 30 jeunes professionnels issus de tout l'espace atlantique avant leur participation à la conférence phare du PCNS, Atlantic Dialogues, un atelier ludique et pédagogique qui explore l'inclusivité et l'intersectionnalité au sens large du terme dans les politiques publiques. L'objectif était de mettre en pratique les défis de la conception et de la définition des décisions stratégiques mises en œuvre par les sphères de décision dans un environnement contraint et complexe.

Le Lab a ainsi organisé un exercice où les participants ont eu pour but de définir des stratégies pour composer, rassembler et discuter leurs idées avec leurs adversaires. Il s'agissait avant tout d'un exercice d'empathie et de jeu de rôle où les participants ont été amenés à représenter des intérêts divers et les négocier avec d'autres groupes. Une documentation et des supports ludiques ont été mis à leur disposition tout au long de la simulation.



LE RETOUR DU PROGRAMME ATLANTIC DIALOGUES EMERGING LEADERS

Après deux années d'interruption en 2020 et 2021 dues à la pandémie de Covid-19, durant lesquelles la conférence internationale de haut niveau The Atlantic Dialogues s'est déroulée sous forme de webinaires, le programme Atlantic Dialogues Emerging Leaders (ADEL) a fait son retour en présentiel. Le Policy Center for the New South en a organisé la 9e édition, du 11 au 13 décembre 2022, en amont de la 11e édition de la conférence The Atlantic Dialogues, qui a rassemblé 400 invités à Marrakech.

Ce programme original, conçu pour donner aux jeunes une place de choix, a réuni une nouvelle cohorte de 30 professionnels âgés de 25 à 35 ans, issus de 22 pays de tout l'espace atlantique (Afrique, Amérique latine, Europe, Amérique du Nord) et actifs dans divers secteurs

(administration, secteur privé, ONG, institutions internationales, recherche, médias, etc). Organisé pendant trois jours en amont de la conférence, ce programme de leadership poursuit deux objectifs principaux : **promouvoir le dialogue et la coopération à l'échelle internationale et ériger des ponts entre les cultures, les régions, les secteurs d'activité et les générations.** Le Policy Center contribue à positionner les ADELS en leaders d'aujourd'hui et relève de demain, et permet à nombre d'entre eux de faire leur premier voyage au Maroc et en Afrique.

Au fil des ans, les lauréats se sont multipliés pour former aujourd'hui une communauté forte de 380 membres venant de 60 pays. Les membres de ce réseau actif sont encouragés à tisser des liens entre eux, mais aussi sur la durée avec le Policy

L'ÉDITION ADEL 2022



Center. Le think tank convie en effet les Alumni (« anciens ») du programme à participer à diverses activités tout au long de l'année, par le biais de travaux de recherche et de publications, des rôles de speakers lors de conférences et séminaires, ou encore pour des collaborations ponctuelles sur des sujets d'intérêt commun et la réalisation de projets à fort impact social, soutenus par le Policy Center.

Comme chaque année, l'édition 2022 du programme s'est déroulée sur trois jours intenses, combinant sessions, ateliers et visites de sites. La cohorte de 30 participants, sélectionnée sur dossier parmi 1600 candidats, a ainsi pu interagir avec des experts de haut niveau, parmi lesquels **Ade Mabogunje**, professeur de design thinking à l'Université de Stanford (Californie), **Obiageli Ezekwesili**, candidate à la présidence du Nigeria lors de l'élection de 2019 et experte en politique économique ou encore **Nezha Alaoui M'Hamdi**, Chef de Division de la Coopération Bilatérale à la Direction Afrique, au Ministère marocain des Affaires Etrangères et de la Coopération. Leurs discussions ont porté sur un large éventail de sujets, allant de « l'industrie 4.0 » à la maîtrise de l'information, en passant par l'innovation durable et les systèmes éducatifs équitables. Les ateliers interactifs, axés entre autres sur le leadership, l'intersectionnalité des politiques publiques et la communauté atlantique ont permis au groupe de se familiariser avec de nouveaux outils.



Les visites de l'Université Polytechnique Mohammed VI (UM6P) de Benguerir, du Green Energy Park & Green Smart Building Park, ainsi que de la « 1337 Coding School », la première école de code au Maroc, ont permis au groupe de découvrir l'univers de la recherche et de l'innovation marocaines, mais aussi les institutions qui font partie de l'écosystème du groupe Office chérifien des phosphates (OCP). L'occasion d'approcher la dimension locale de certains des concepts discutés pendant le programme.

La cohorte ADEL a ensuite rejoint la conférence The Atlantic Dialogues, du 14 au 16 décembre à Marrakech. Plusieurs jeunes leaders ont pris la parole lors des Breakout Dinners (BoD), des dîners thématiques en comités restreints organisés dans la ville en marge de la conférence, puis lors de la session plénière finale, consacrée aux ADEL. **Theodora Skeadas**, (32 ans, anciennement Public Policy Associate chez Twitter, USA) s'est notamment exprimée sur les nouvelles technologies numériques pour le développement lors d'un BoD, tandis que **Fatma Ahmed** (34 ans, Spécialiste du Renforcement des Capacités, Programme régional du PNUD pour l'Afrique, Suède/Somalie) a évoqué les défis du développement humain, et **Winnie Mutai** (29 ans, Experte en Préparation au Changement Climatique, Banque Africaine de Développement, Kenya) le financement du climat.

Pour la dernière séance plénière de la conférence, consacrée à la cohorte, **Nusrat Farooq** (28 ans, Associée Technologie et Programmes, Inde), **Lavar Thomas** (31 ans, Spécialiste en protection de l'environnement, U.S. Environmental Protection Agency, USA) **Cecilia Vidotto Labastie** (29 ans, Programme Officer Europe, France) **Amine Derj**



(32 ans, cofondateur et PDG, Jodoor Greentech, Maroc) et **Pauline Batista** (32 ans, Assistante de production média, Nations unies, Brésil) ont été sélectionnés par leurs pairs pour représenter le groupe. Ils ont choisi le thème « **The Future We Want** » pour partager leurs expériences et évoquer leurs attentes et leurs ambitions pour l'avenir.



30 ADEL Alumni invités à The Atlantic Dialogues en 2022

Inviter d'anciens ADEL à participer aux Atlantic Dialogues est également devenu une habitude, afin de renforcer la communauté et multiplier les partages d'expériences. Lors de l'édition 2022, pas moins de 30 « anciens » ont participé à la conférence, sur lesquels 12 ont pris la parole ou animé des sessions. Pour ne citer qu'elles, **Ana Paula Barreto** (ADEL 2018, Directrice des programmes, AfroResistance, Brésil), et **Teocah Dove** (ADEL 2015, Entrepreneuse Sociale et Conteuse d'histoires à impact social, Trinité-et-Tobago), sont intervenues dans le BoD sur le leadership des femmes en temps de crise, tandis que **Naakoshie Mills** (ADEL 2016, Candidate de

doctorat, Université de Californie, USA), a modéré le dîner sur les relations USA-Afrique.

Suite à leur contribution au rapport annuel Atlantic Currents 2022, les Alumni **Hamza Rkha Chaham** (ADEL 2018, fondateur de la startup SOWIT, Maroc) et **Ahmed Rachid El Khattabi** (ADEL 2018, Office des eaux, U.S. Environmental Protection Agency, Maroc/USA) sont intervenus dans le lancement de la 9e édition de l'Atlantic Currents pour présenter leurs chapitres respectifs, intitulés « Agriculture and Technology » et « Water (In)Security ».

INTERVIEWS ET PARTICIPATION DES ADEL À AD TV

Au cours du programme ADEL et de la conférence The Atlantic Dialogues, les membres de la cohorte 2022 comme les Alumni ont été interviewés par des chercheurs du PCNS sur la chaîne YouTube dédiée à la conférence, AD TV, programmée en continu lors des trois journées de la conférence.

Deux ADEL de la promotion 2022 sont intervenus dans ce cadre :

- Session AD TV en direct sur « The Wider Atlantic: A Space for Innovation »

Marianna Albuquerque (31 ans, Directrice adjointe des projets, Centre d'Etudes Bresiliennes pour les Relations Internationales (CEBRI), Brésil)

- Session AD TV en direct sur « Weaponization of Information: The Internet, a Tool for Democracy or a Space for Digital Battlefield »

Fritjof Knier (32 ans, Cofondateur, Integreat, Allemagne)

En outre, sept ADELs de la cohorte 2022 ont été interviewés dans le cadre des productions vidéo du Policy Center for the New South sur le programme ADEL et la conférence The Atlantic Dialogues.



AMINE DERJ
Cofondateur et PDG, Jodoor GreenTech, Maroc



SAVANNAH LANE
Directrice de l'Éducation et des Expériences, The Policy Circle, USA



JEVANIC HENRY
Directeur général, Sungreen Consulting, Sainte-Lucie



PAULINE BATISTA
Assistante de production média, Nations unies, Brésil



FRITJOF KNIER
Cofondateur, Integreat, Allemagne



FATMA AHMED
Spécialiste du renforcement des capacités, Programme régional du PNUD pour l'Afrique, Suède/Somalie



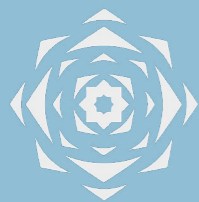
BENNO ZOGG
Chef de la Stratégie et des Affaires internationales, Département de la Défense, Suisse

Antonella Pelizzari

(ADEL 2019, Conseillère en Relations Internationales, Gouvernement Argentin), a été interviewée par le chercheur du PCNS Youssef Tobi sur « Gender Mainstreaming in Latin America: Concept and Challenges »

Blair Glencorse

(ADEL 2012, Fondateur de l'ONG internationale Accountability Lab, Royaume Uni), a répondu aux questions de la chercheuse du PCNS Rim Berahab sur le thème « Improving Governance through Accountability »



ATLANTIC DIALOGUES
EMERGING
LEADERS
PROGRAM
CONNECT. EMPOWER. INSPIRE

PARTICIPATION DES ADEL ALUMNI AUX ACTIVITÉS DU POLICY CENTER



African Peace and Security Annual Conference (APSACO)

Après deux éditions spéciales en ligne, la conférence internationale annuelle **African Peace and Security Annual Conference (APSACO)** du Policy Center a été organisée à Rabat les 20 et 21 juillet 2022 pour une édition hybride (en présentiel et par webinaires) sur le thème "African Security in Times of Uncertainties". La conférence a accueilli quatre lauréats ADEL : **Eniola Mafe** (Visionary Leader (VL) 2017, Strategist, African Development Professional, Nigeria), **Michael David Terungwa** (VL 2017, Africa Regional Coordinator, Citizens' Climate International, Nigeria) & **Hamza Rkha Chaham** (ADEL 2018) qui sont intervenus sur la sécurité alimentaire, ainsi que **Nchimunya Hamukoma** (ADEL 2018, Head, Funder Relationships and Strategic Projects, Harambee Youth Employment Accelerator, South Africa) qui a présenté le chapitre qu'elle a écrit pour le rapport annuel sur la géopolitique de l'Afrique.



Rapport annuel sur la géopolitique de l'Afrique

L'édition 2022 du Rapport annuel sur la géopolitique de l'Afrique, la cinquième, a encore une fois permis aux experts africains d'analyser l'évolution de leur propre continent. Trois lauréats ADEL figurent parmi les auteurs du rapport :

- **Intégration régionale** : l'Afrique centrale aux confluences des initiatives périphériques
Eric Ntumba (ADEL 2017, Corporate and Investment Banker, Equity Bank Congo, RDC).
- **COVID-19 and Work**: The Experience of Southern Africa
Nchimunya Hamukoma (ADEL 2018).
- **Re-STORY-ation**: The era and power of telling our own stories
Chidiogo Akunyili (ADEL 2019, Founder, She Roars Africa, Nigeria).

Atlantic Currents

La 9^{ème} édition du rapport Atlantic Currents, publiée le 14 décembre 2022 à l'ouverture de la conférence The Atlantic Dialogues, est largement revenue sur les conséquences multiples de la guerre en Ukraine dans l'espace atlantique. Cette guerre affecte non seulement les États membres de l'OTAN, européens et américains, mais aussi les pays du Sud global qui ont subi des dommages collatéraux. Comme pour les éditions précédentes, ce rapport intitulé « Cooperation in a Mutating World: Opportunities of the Wider Atlantic », en ligne avec le thème de la conférence The Atlantic Dialogues, continue d'impliquer des ADEL dans la rédaction ou la co-rédaction de certains chapitres.

- **Agriculture and Technology**
Hamza Rkha Chaham (ADEL 2018)
- **Water (In)Security**
Ahmed Rachid El Khattabi (ADEL 2018), co-écrit avec l'économiste senior du PCNS **Fatima Ezzahra Mengoub**.

Les lauréats ADEL se sont montrés très actifs en 2022, comme chaque année, en termes de production analytique avec le Policy Center. Ils ont rédigé des Policy Briefs, des Policy Papers et des Opinions et ont participé à deux rapports phares du think tank, Atlantic Currents et le Rapport annuel sur la géopolitique de l'Afrique. Certains d'entre eux ont également pris part à la **African Peace and Security Annual Conference (APSACO)**, qui s'est tenue en juillet à Rabat, en tant qu'intervenants.

CONTRIBUTIONS ET PUBLICATIONS



Policy Briefs

Patricia Ahanda (ADEL 2019, Consultante Leadership, Communication, Politique, Egalité, France), a rédigé un Policy Brief intitulé « Europe-Afrique : l'ère du leadership entre les deux continents ? ».



Opinions

En 2022, le Policy Center a ouvert les pages de son site web aux ADEL, en leur permettant de publier des opinions. Deux d'entre elles ont été rédigées par **Morten Seja** (ADEL 2014, Economic Growth Consultant, Allemagne) et ses co-auteurs, la première sur les taxonomies de la finance verte et la seconde sur la collecte de données et la finance verte inclusive. Sous le titre "Celebrating Leading Women Who Break the Bias", **Mary-Jean Nleya** (ADEL 2016, Founder & Editor-in-Chief, The Global Communiqué, Botswana), a publié le 8 mars un texte à l'occasion de la Journée Internationale des Droits de la Femme. Titrée "The Neglected Side of the Water Management Equation : Demand Management", l'analyse du lauréat ADEL 2019 **Ahmed Rachid El Khattabi** (ADEL 2018, Office des eaux, U.S. Environmental Protection Agency, Maroc/USA), a quant à elle été publiée quelques jours avant la Journée mondiale de l'eau 2022. Enfin, **Joseph Hammond** (ADEL 2018, Fellow, Center for Media and Peace Initiatives, USA), a signé un texte intitulé "Food Export Bans Will Make the Food Crisis Worse" sur les interdictions d'exportation de produits alimentaires et la pire crise alimentaire dans le monde depuis 70 ans.



Présentation du Policy Paper sur : "Purpose Driven Companies and the regulation of the Fourth Sector"

En janvier 2022, **Juan Diego Mujica Filippi** (ADEL 2019, juriste péruvien) est intervenu dans un webinaire du PCNS avec les experts du Policy Center **Abdelaaziz Ait Ali**, économiste senior et **Ahmed Ouhnini**, assistant de recherche en économie, sur le thème "Purpose Driven Companies and the Regulation of the Fourth Sector", un projet de recherche international que Juan Diego a coordonné et auquel il a invité le PCNS à contribuer.

Ce webinaire a présenté la partie du projet de recherche dédiée au Maroc, qui est le résultat d'un effort conjoint entre le PCNS, le Secrétariat général ibéro-américain (SEGIB), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI).

ADEL Podcasts

Patricia Ahanda (ADEL 2019, France) a été interviewée sur la stratégie géopolitique du président français actuel Emmanuel Macron en Afrique, pour un podcast intitulé "A la reconquête de l'Afrique : la stratégie géopolitique d'Emmanuel Macron".

Les lauréats ADEL Eniola Mafe, Michael David Terungwa et Hamza Rkha Chaham, présents lors de Conférence annuelle sur la paix et la sécurité en Afrique (APSACO), ont enregistré des podcasts sur la sécurité alimentaire avec le chroniqueur du PCNS Helmut Sorge.



- **Can Africa learn to feed itself?**
Hamza Rkha Chaham (ADEL 2018)
- **Can planting trees save the Earth?**
Michael David Terungwa (ADEL 2017)
- **Is technology the answer to the African food crisis?**
Eniola Mafe (ADEL 2017)

Un beau livre compilant 30 portraits d'ADEL Alumni

Après leur publication sur le site du PCNS dans une section dédiée depuis 2019, les portraits de 30 ADEL inspirants ont été compilés dans un beau livre illustré, intitulé "Impactful Emerging Leaders of the Wider Atlantic", publié en juin 2022. Leurs itinéraires singuliers, leurs aspirations personnelles et leur quête d'impact sur leurs sociétés ont été documentés et retracés par **Sabine Cessou**, journaliste indépendante et consultante du Policy Center depuis 2017.



PROGRAMME DE STAGES

Au Policy Center, notre programme de stages consiste à accompagner et renforcer la formation de jeunes professionnels. En effet, les stages contribuent à façonner l'avenir, tant pour les jeunes que les organisations pour lesquelles ils travaillent. Ces expériences permettent à la fois de transférer des compétences et de créer des relations précieuses, facilitant notamment aux jeunes en début de carrière l'accès au marché du travail avec une longueur d'avance.

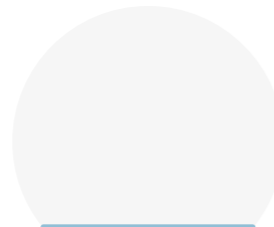
Le Policy Center considère comme un impératif d'accorder sa confiance et de responsabiliser en attribuant d'importantes missions à nos stagiaires.



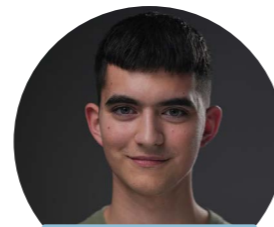
YASMINE BENNIS



SALMA HAMRI



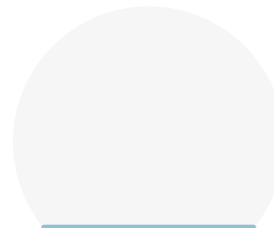
SALIMA AAOUALI



RIFAT SESTIC



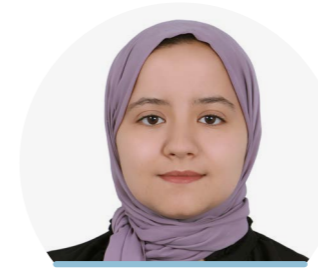
ELLIOTT MOKSKI



ILAI BERISSI



AFIFA KALLOUH



HIBA BOUAZZA

“ J'ai eu la chance de réaliser un stage de 5 mois au sein du PCNS, une expérience enrichissante et stimulante. Au cours de ce stage, j'ai eu l'opportunité de transformer mon savoir de la théorie à la pratique dans un environnement innovant et chaleureux. Grâce à l'équipe Partenariats et appui à la recherche, j'ai pu développer des compétences clés pour entamer ma carrière. J'avais aussi l'honneur d'évoluer professionnellement et d'apprendre d'experts du milieu. ”



JENNIFER NZANA ELOUNDOU

“ Intégrer le PCNS en tant que stagiaire a été une expérience très enrichissante. J'ai pu mettre en pratique les compétences théoriques acquises au cours de mon cursus académique et j'ai pu également développer de nouvelles compétences. J'ai d'ailleurs au cours de mon stage travaillé sur un projet très intéressant sous la coordination de l'équipe Partenariats et appui à la recherche, un département très accueillant. Bien plus, j'ai bénéficié des conseils pratiques de l'équipe et participé à l'organisation de plusieurs conférences. J'ai réellement aimé l'ambiance du think tank et il est indéniable aujourd'hui que mon passage au PCNS a été d'une contribution significative pour la suite de mon parcours. ”



MAHAMADOU SIMPARA

“ Pendant mon stage au PCNS, j'ai eu l'occasion de travailler avec une équipe passionnante de chercheurs en politiques publiques et relations internationales. J'ai été particulièrement marqué par leur niveau d'expertise et leur dévouement à leur travail. Ils m'ont accueilli avec enthousiasme et m'ont donné l'occasion de participer à des projets de recherche intellectuellement stimulants. Mon expérience au PCNS a été enrichissante et m'a permis de développer mes compétences en matière de recherche et d'analyse de données avec une grande rigueur scientifique. Je suis reconnaissant de cette opportunité de stage et convaincu que les connaissances que j'ai acquises me seront utiles dans ma future carrière. ”



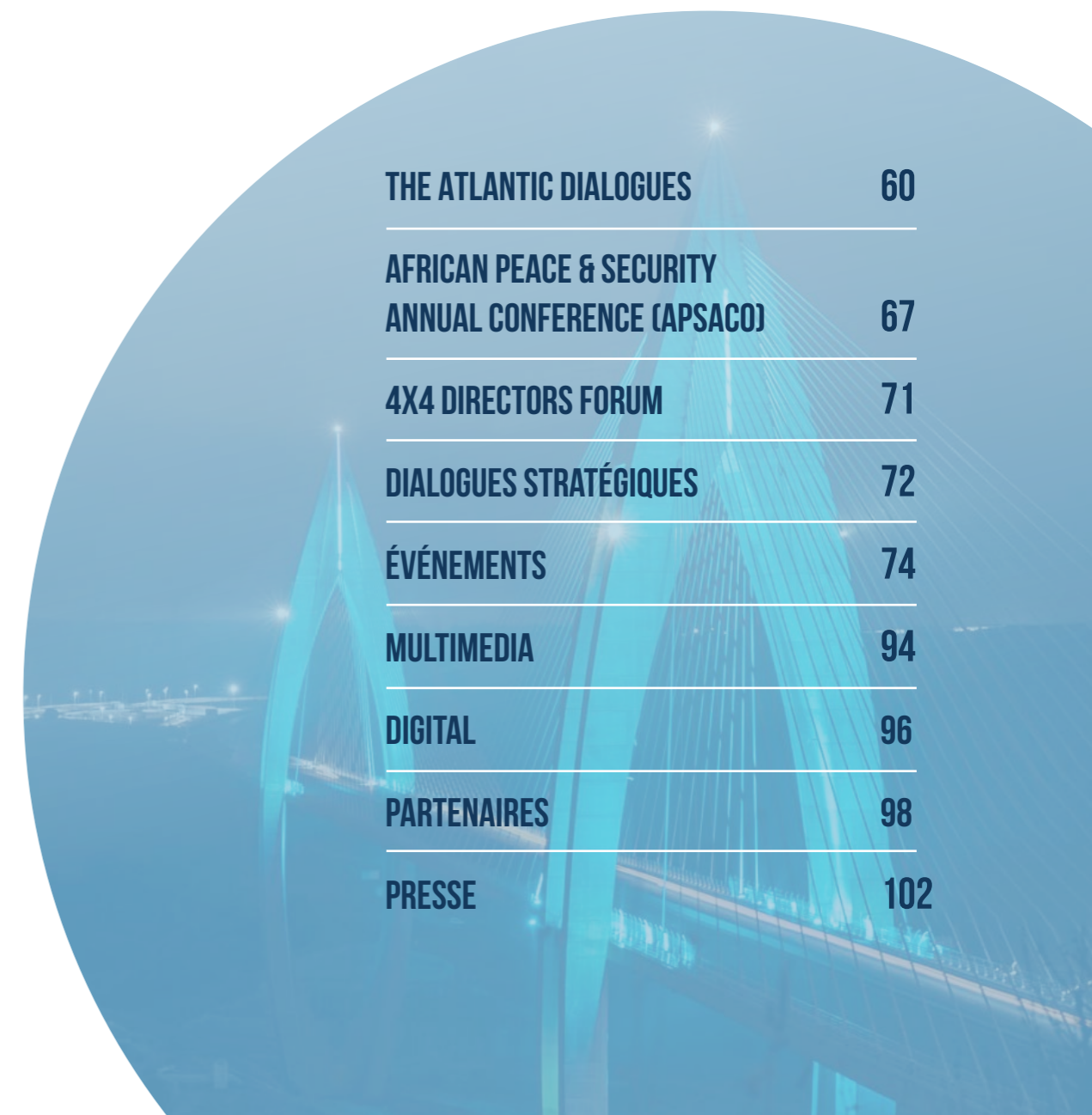
SANAA AADRI

“ Mon stage au Policy Center m'a permis de compter une nouvelle expérience significative sur le plan personnel et professionnel. Grâce à ce stage, j'ai pu découvrir différents parcours professionnels en ayant l'occasion de participer au travail de différents départements. Dans l'ensemble, j'ai quitté ce stage avec une profonde appréciation de l'environnement de travail au PCNS et du travail acharné que chaque membre du personnel consacre à son maintien. Cette expérience m'a éclairée sur ce que je dois rechercher dans ma future carrière. La recette parfaite pour un environnement de travail positif est la capacité d'acquérir de nouvelles compétences et l'opportunité de travailler avec des personnes passionnées. ”



BRIDGE

THE ATLANTIC DIALOGUES	60
AFRICAN PEACE & SECURITY ANNUAL CONFERENCE (APSACO)	67
4X4 DIRECTORS FORUM	71
DIALOGUES STRATÉGIQUES	72
ÉVÉNEMENTS	74
MULTIMEDIA	94
DIGITAL	96
PARTENAIRES	98
PRESSE	102



Après deux éditions en ligne de la conférence internationale de haut niveau The Atlantic Dialogues, suite à la pandémie du Covid-19, le Policy Center for the New South (PCNS) a organisé du 14 au 16 décembre 2022, la 11^e édition de la conférence en présentiel, à Marrakech. La conférence a accueilli près de 400 experts issus de tout l'espace atlantique (Afrique, Amérique latine, Europe et Amérique du Nord) pour discuter des conséquences des multiples crises de 2022 et des opportunités de coopération qui s'en dégagent.

Le PCNS compte également l'African Peace & Security Annual Conference (APSACO) parmi ses événements phares. La 6^e édition de cette rencontre, à laquelle de hauts gradés militaires africains participent, s'est tenue en présentiel à Rabat en juillet, sous le thème de « La sécurité africaine en temps d'incertitudes », discuté par des experts du Sud comme du Nord. Le PCNS a également organisé de nombreux événements en 2022 en collaboration avec des partenaires importants tels que l'Atlantic Centre, IEMed, IAI, FPI,

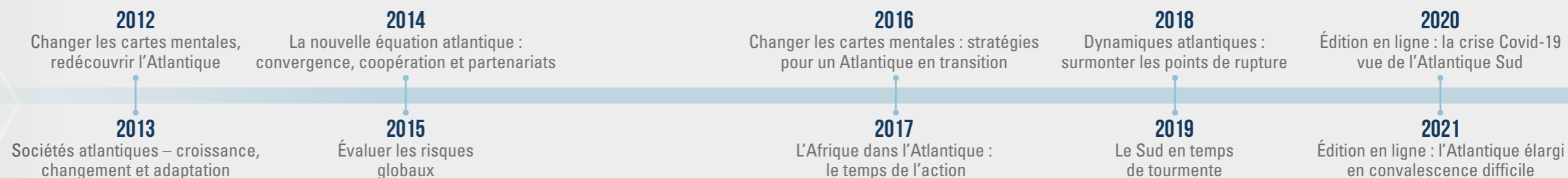
KIEP et KAPSARC. Outre la série de rencontres « Parlons développement », organisée dans des universités à travers le Maroc, le Policy Center a poursuivi ses Dialogues stratégiques semestriels en partenariat avec le Centre de géopolitique HEC (Paris), qui ont donné lieu à des publications sur les thèmes régionaux et globaux discutés lors des rencontres.

Le Directors Forum, African European Think Tank Dialogue, qui rassemble des instituts de recherche européens et africains de renom, a abordé quatre grands thèmes lors de sa 5^e édition : les effets superposés de la crise énergétique, l'expansion du groupe Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud (BRICS) dans un équilibre mondial de pouvoir en mutation, les perspectives économiques de la Chine pour 2030 et l'avenir de la sécurité internationale. Ce forum, unique en son genre, permet lui aussi de croiser les points de vue de l'Europe et de l'Afrique sur des grands thèmes internationaux.

11^E ÉDITION DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE HAUT NIVEAU THE ATLANTIC DIALOGUES

Le Policy Center for the New South a organisé, sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, du 14 au 16 décembre 2022 à Marrakech, la 11^e édition de sa conférence internationale annuelle, The Atlantic Dialogues. Plus de 400 invités de 53 nationalités ont pris part à cette nouvelle édition en présentiel autour du thème : « Coopération dans un monde en mutation : opportunités pour l'Atlantique élargi ». La dernière de ce format, en 2019, avait rencontré un grand succès, avant que la pandémie de Covid-19 impose deux années de conférence sous format de webinaires étalés sur deux mois - suivis par une audience en ligne de plus de 70 000 personnes en 2021.

LES THÈMES DES ÉDITIONS PRÉCÉDENTES



Le thème retenu en 2022 s'est imposé en raison de multiples crises : les suites de la pandémie, la guerre en Ukraine, le changement climatique... Autant de chocs qui ont exposé les limites du néolibéralisme comme du multilatéralisme, tout en présentant des opportunités de coopération, dans un monde devenu interdépendant. De la diplomatie du climat à la révolution énergétique, en passant par les innovations en matière d'agriculture, d'infrastructures et de gouvernance, cette édition des Atlantic Dialogues a posé la question des stratégies communes possibles, à travers **11 sessions plénières**, consacrées à un large éventail de problématiques allant du climat à la sécurité dans le Sahel en passant par la situation en Amérique latine et la construction d'un espace « pan-atlantique ».

UN MÉLANGE UNIQUE D'EXPERTISE INTERCONTINENTALE

Depuis son lancement en 2012, la Conférence cherche à désenclaver l'Atlantique Sud dans le débat géopolitique global, afin de mettre en valeur son potentiel. Les Atlantic Dialogues visent à promouvoir un débat Nord-Sud sans complaisance, afin d'esquisser des solutions novatrices. Parmi les intervenants ont figuré quatre anciens chefs d'État et de gouvernement, dont trois anciens présidents latino-américains, ainsi que l'ancien Premier ministre **Matata Ponyo Mapon** (République démocratique du Congo).

Le conseiller de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, **André Azoulay**, ainsi que des ministres en poste, comme **Helena Carreiras** (Défense, Portugal) ont participé aux sessions plénières et « AD Talks » (format plus court de 30 minutes), de même que

nombre d'anciens ministres des Affaires étrangères, pour la plupart des habitués de la conférence : **Paulo Portas** (Portugal), **Amre Moussa** (Égypte), **Ana Palacio** (Espagne), **Jorge Castañeda** (Mexique), **Maria Eugenia Brizuela de Avila** (Salvador) et **Hubert Védrine** (France). Se sont joints aux débats de nombreux diplomates de haut niveau, à l'instar de **Omar Hilale** (Maroc), représentant permanent du Royaume du Maroc auprès des Nations unies, **Maged Abdelaziz** (Égypte), ambassadeur de la Ligue arabe auprès des Nations unies et **Carlos Lopes** (Guinée Bissau), ancien secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique.

Des chercheurs et représentants de think tanks ont également répondu à l'appel, notamment **Ian Lesser** (USA), Vice-président du German Marshall Fund, **Elizabeth Sidiropoulos** (Afrique du Sud), directrice du South African Institute for International Affairs (SAIIA) et **Thomas Gomart** (France), directeur de l'Institut français des relations internationales (IFRI). Comme chaque année, les discussions ont été modérées par des journalistes chevronnés, parmi lesquels **Zeinab Badawi** (BBC, Royaume-Uni), **Andres Schipani** (The Financial Times, Argentine) ou encore **Kim Dozier** (The Daily Beast, États-Unis).





Pour en savoir plus
scanner le QR code



AD TV, UNE CHAÎNE EN LIGNE DÉDIÉE À LA CONFÉRENCE

Pour la première fois cette année, une chaîne dédiée à la conférence a diffusé les sessions plénières en direct, ainsi qu'une trentaine de vidéos produites par le Policy Center for the New South et une trentaine d'heures d'interviews en direct de participants à la conférence. La chaîne AD TV, animée par deux chercheurs, **Akram Zaoui** et **Sara Hasnaa Mokedem**, a permis de prolonger les dialogues engagés lors des sessions plénières sur des thématiques variées, allant de l'espace atlantique à l'économie bleue, en passant par la transition énergétique et la finance, dans l'esprit de dialogue Nord-Sud qui fait la marque de la conférence. Les outils de communication digitale ont permis de toucher une large audience, avec **70 000** vues des sites web, **8 000** vues pour les vidéos diffusées et **135 000** impressions des posts du Policy Center autour de la conférence sur les réseaux sociaux.

RETOUR SUR DES SESSIONS PHARES DES ATLANTIC DIALOGUES

Crises composées : l'Atlantique élargi fait le point



Thomas Gomart et Andrés Rozental

Le panel d'ouverture a examiné les perspectives de coopération dans l'espace atlantique à l'aune des crises majeures du moment. **Obiageli Ezekwesili**, ancienne ministre de l'Éducation du Nigeria et présidente de Human Capital Africa, a souligné des inégalités de plus en plus criantes, tout en insistant sur la dichotomie entre croissance et développement : « La croissance économique et le développement sont un antidote à la fragilité. Si nous ne parvenons pas à nous développer rapidement, nous devons vivre avec le sentiment de fragilité et nous inquiéter de l'avenir du monde ». **Thomas Gomart**, directeur de l'Institut français des relations internationales (Ifri), a appelé l'Union européenne (UE) à transformer son modèle énergétique, tout en accélérant son chantier d'autonomie stratégique, tandis qu'**Andrés Rozental**, président-fondateur du Conseil mexicain des Relations extérieures, a appelé à la réinvention du leadership politique : « L'époque est au leadership politique le moins respectable. Il est de plus en plus difficile pour les jeunes de s'identifier aux dirigeants actuels ».

L'OTAN, l'Atlantique Sud et l'équilibre stratégique mondial

La guerre en Ukraine a ramené l'OTAN à « son cœur de métier : la défense collective à l'Est », a rappelé **Bruno Tertrais** (France), directeur adjoint de Fondation pour la recherche stratégique (FRS). Néanmoins, « la guerre en Ukraine a montré que des problèmes touchent aussi le Sud : sécurité alimentaire, crise énergétique, etc, a observé **Helena Carreiras**, ministre de la Défense du Portugal. L'interdépendance devient évidente. (...) Au Sahel, il ne s'agit pas seulement de terrorisme, mais aussi de Wagner, une armée low cost ». Le général sénégalais **Birame Diop**, conseiller au Bureau des affaires militaires du Département des opérations de paix des Nations unies a décrit la situation en Ukraine comme une impasse pour les Nations unies : « Il n'est même pas possible d'entreprendre la discussion, car l'un des membres permanents du Conseil de sécurité est un belligérant et a un droit de veto ».



Helena Carreiras, Ana Palacio,
Birame Diop et Bruno Tertrais

Multilatéralisme atlantique et perspectives d'une communauté pan-atlantique



Licinia Simão et Daniel Hamilton

Ce panel a débattu de l'essence même de la conférence : plonger dans les récits autour du Bassin atlantique et explorer la dimension Nord-Sud dans le cadrage géopolitique de cette région. Selon **Daniel Hamilton** (USA), Senior Fellow, School of Advanced International Studies, Johns Hopkins University, « l'Atlantique est l'océan le plus fréquenté en termes de transport et de commerce et la région joue un rôle unique sur la planète car elle est en train de devenir l'un des principaux réservoirs d'énergie du monde ».

Omar Hilale, le représentant permanent du Maroc auprès des Nations unies, a pour sa part considéré que « l'Atlantique est un espace maritime plein de défis et de contradictions. C'est un espace qui réunit 40 % des États membres des Nations unies, soit 1 milliard de la population mondiale et 43 % du PIB mondial (...). L'Atlantique, poursuivra-t-il, réunit les États les plus riches et les plus pauvres, les États les plus stables et démocratiques, comme les États ayant des problèmes d'insécurité. Nous devons trouver une convergence pour que cet espace ne devienne pas un espace de compétition. C'est un espace de synergie qu'il faut protéger. Il y a donc des dynamiques Nord-Sud mais aussi des dynamiques Est-Ouest. Il faut trouver des zones de convergence pour favoriser une véritable coopération multilatérale : énergie, développement durable, changement climatique, migration ».

Pour **Licinia Simão** (Portugal), coordinatrice générale du Centre atlantique, « il est extrêmement important de construire de nouvelles connaissances précises et produites à travers l'Atlantique par des esprits partagés en différents points du bassin. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons construire une communauté de destin ».



Omar Hilale

AD Talk - Un monde fragmenté : perspectives Nord-Sud

Le débat a donné lieu à un échange passionnant entre deux personnalités éminentes, **André Azoulay**, conseiller de Sa Majesté le Roi Mohammed VI du Maroc, et **Hubert Védrine**, ancien ministre français des Affaires étrangères. **André Azoulay** a affirmé son appréciation de la façon dont le Maroc a géré les multiples crises des dernières années : « Le Maroc a eu la chance de faire les bons choix et de faire en sorte que ce pays, qui n'est pas forcément le mieux doté en termes de ressources et de matières premières, trouve une cohérence, une gouvernance, une stabilité et un leadership qui ont imposé un modèle de société qui fonctionne ». Il a également insisté sur la réussite de l'expérience marocaine : « C'est en Afrique, c'est en terre d'Islam, c'est au Maroc, au Maghreb et en Afrique du Nord et ça marche ». Il a également mis en lumière la



André Azoulay

capacité du Maroc à réunir des personnes de différentes nationalités et religions dans des événements culturels et aussi à travers le sport, en référence à l'exploit de l'équipe nationale marocaine dans la Coupe du monde Qatar 2022. De son côté, **Hubert Védrine** a souligné les nombreuses opportunités de coopération entre le Maroc et la France, malgré l'existence de divergences sur certaines questions, comme celle de la migration et des visas. D'où l'importance de repenser les nouvelles voies de coopération et de faire le point sur la relation de longue date entre les deux pays : « La mondialisation rebat les cartes pour tout le monde, pour le Maroc comme pour la France. Avant de dire cela, il faut rappeler que l'histoire de la France et du Maroc sur le long terme est exceptionnelle ».



Hubert Védrine

Un dialogue intercontinental et intergénérationnel, grâce au programme ADEL

Fidèles à une tradition instaurée dès leur création, les Atlantic Dialogues accordent une place de choix aux jeunes, avec l'inclusion dans la conférence de **30 jeunes** leaders (Atlantic Dialogues Emerging Leaders – ADEL) âgés de **25 ans à 35 ans**, qui, cette année, ont été sélectionnés parmi **1 600 candidatures**. Originaires de **22 pays**, les jeunes leaders ont suivi du **11 au 13 décembre** des sessions de formation au leadership animées par des experts de haut niveau, avant de participer pleinement à la conférence, qui est aussi conçue pour être une expérience (voir le chapitre ADEL du rapport dans la section « Stimulate »). Le panel de clôture de la conférence leur a été consacré, comme à l'accoutumée, sous le thème « L'avenir que nous voulons », leur permettant d'évoquer les questions d'éducation, d'emploi et de représentativité.



Andrea Grazioso

Les conséquences politiques de la guerre en Afrique s'avèrent sérieuses : « Le risque de « state capture » ou confiscation des moyens de l'État en Afrique existe, parce que la Russie n'est plus sous la menace de sanctions internationales pour son comportement sans scrupules. Les sanctions ont été adoptées. Le risque d'opérations non conventionnelles contre le leadership et les États en Afrique augmente ».

LE RISQUE « D'OPÉRATIONS NON CONVENTIONNELLES » EN AFRIQUE AUGMENTE

Andrea Grazioso, analyste senior du Hub Sud de la Direction stratégique de l'OTAN, a livré ses réflexions, assez largement prospectives. Il a estimé que la « guerre en Ukraine peut durer sur le moyen terme, avec un phénomène de militarisation de l'énergie. Le prix moyen du Mégawatt/heure en Europe de l'Ouest était de 20 euros début 2021, il est passé à 180 euros fin 2021, avant l'invasion de l'Ukraine. Il pourrait y avoir une prolifération verticale (à cause des armements) et horizontale (géographiquement vers les pays voisins) de la guerre, outre son impact sur la sécurité alimentaire. Nous aurons un problème d'approvisionnement en 2023, puis un problème de disponibilité des céréales en 2024 à cause de la récolte qui n'aura pas lieu l'an prochain ».

Sous le thème « La sécurité africaine en des temps incertains », la 6^e édition d'APSACO a été organisée les 20 et 21 juillet à Rabat, avec un retour en présentiel, après deux années de pandémie de Covid-19. Les débats, en présence de 30 experts africains, ont été guidés par l'impact sur l'Afrique des incertitudes économiques et géopolitiques liées à la guerre en Ukraine.



6^E ÉDITION DE LA CONFÉRENCE ANNUELLE SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE (APSACO)

NOUVELLE DONNE DIPLOMATIQUE

« La tentation est grande d'entrer en concurrence pour des matières premières qui se font rares, mais nous savons que l'inverse – coopérer – est une meilleure option, a analysé **Licinia Simão**, coordinatrice de l'Atlantic Centre au Portugal. Il existe une opportunité énergétique pour l'Afrique maintenant, avec des investissements dans ses ressources naturelles, mais le risque serait de créer de nouvelles tensions si c'est fait de manière non coordonnée ».



Licinia Simão



Francis Ofori

Le major-général **Francis Ofori**, commandant du Centre d'entraînement international de maintien de la paix Kofi Annan, au Ghana, a évoqué un « impact sur les « trois F » en anglais : « food, fertilizers and fuel » – l'alimentation, les engrais et les hydrocarbures. Le problème est réel : en 2020, l'Afrique a importé pour 4 milliards de dollars de produits agricoles venant de Russie, et 2,9 milliards de maïs et de blé venant d'Ukraine ». Il a poursuivi son analyse en traitant d'un changement de donne diplomatique : « Un nombre exponentiel de 35 pays dont 16 en Afrique se sont abstenus aux Nations unies le 2 mars 2021 lors du vote sur la guerre en Ukraine. Je suis sûr que les partenaires de l'Afrique se demandent dans quel camp elle se trouve. Les dirigeants africains doivent savoir quelles sont leurs priorités et leurs intérêts ».

DES CONFLITS « INTRA-ÉTATIQUES DE NATURE POLITIQUE »



Mohamed Znagui Sid'Ahmed Ely

« Les questions de paix et de sécurité sont du ressort en premier lieu des Nations unies, qui ont créé des mécanismes pour agir sur le terrain, a noté le général mauritanien **Mohamed Znagui Sid'Ahmed Ely**, secrétaire permanent du G5 Sahel, pour en pointer les limites. Beaucoup de régions du monde ne s'intéressent pas à d'autres zones lointaines, pour contribuer financièrement ou envoyer des contingents, d'où cette propension de l'Onu à déléguer le maintien de la paix à des organisations régionales ».

De son côté, le général **Birame Diop**, ancien chef d'état-major de l'armée du Sénégal, aujourd'hui conseiller militaire au Département des opérations de paix des Nations unies, a rappelé que l'Afrique « souffre moins de conflits interétatiques qu'intra-étatiques. L'histoire récente montre que dans nos pays, l'une des sources principales de conflits est de plus en plus liée à la politique. Très souvent, lorsque nous voulons tout simplement renouveler la classe dirigeante, nous pouvons nous retrouver dans une crise très violente et parfois une guerre civile, avec des centaines ou des milliers de morts, alors que le renouvellement de notre classe politique doit être une occasion de jubilation à la fois pour ceux qui veulent remplacer les responsables au pouvoir et ceux qui veulent les récompenser pour leur travail et les maintenir ».



Birame Diop

10 PAYS D'AFRIQUE VOIENT LE TERRORISME AUGMENTER

« Les défis auxquels l'Afrique fait face dépassent de loin les compétences et les capacités des pays », a souligné **Rachid El Houdaigui**, Senior Fellow du Policy Center. Dressant un état des lieux sans complaisance, **Bankole Adeoye** (Nigeria), Commissaire pour les Affaires politiques, la paix et la sécurité à la Commission de l'Union africaine (UA) a rappelé que le contexte est difficile, en raison de la pandémie de Covid-19, qui a « inversé les gains de la lutte contre la pauvreté en poussant presque 47 millions d'Africains dans la pauvreté ».



Rachid El Houdaigui Bankole Adeoye



Fouad Yazourh

Sur les 10 pays Africains dans lesquels le terrorisme augmente, 7 se trouvent dans le Sahel, 2020 ayant été une année terrible avec 4 250 morts, une hausse de 60 % sur un an, a expliqué **Fouad Yazourh**, ambassadeur et directeur général des Relations bilatérales et des Affaires régionales, au ministère des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger, du Royaume du Maroc. Tout n'est pas sombre pour autant : « L'Afrique dispose de nombreux atouts pour la paix durable : le dividende démographique, le rôle potentiel des jeunes, avec 60 % de la population âgée de moins de 25 ans, les ressources en tout genre et les réformes démocratiques des États ».

SUR 32 CONFLITS ARMÉS DANS LE MONDE, 47 % SE TROUVENT EN AFRIQUE

Posant lui aussi le décor, le lieutenant-général **Daniel Sidiki Traoré** (Burkina Faso), commandant des forces de la Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations unies en République de Centrafrique (Minusca), a estimé que le mandat des missions de maintien de la paix a évolué depuis deux ans, pour devenir plus agressif. « Certains pays contributeurs viennent avec l'idée non pas d'user de la force mais d'agir comme par le passé. Ce comportement les expose à des difficultés et à des risques. Comment donner un état d'esprit robuste à l'ensemble de la force, gage de la réussite et d'efficacité dans la mission de protection des populations civiles ? Nous recevons beaucoup de critiques de ce côté, et nous devons revoir comment faire évoluer ce "mindset" dans le contexte d'aujourd'hui ».



Daniel Sidiki Traoré



Leon Hartwell

Leon Hartwell (Royaume-Uni), conseiller senior pour le Programme Central et Sud-Est Européen (CSEEP) à IDEAS, London School of Economics (LES), a tiré quelques chiffres du dernier Alert Report 2022 : 32 conflits armés ont été recensés dans le monde, dont 15 en Afrique, soit 47 % de tous les cas. L'Afrique a par ailleurs été en 2021 la région du monde traversée par le plus grand nombre de crises socio-politiques, 40 au total, suivie par l'Asie avec 24 crises. « Il y a eu quatre coups d'État réussis au Mali, en Guinée, au Soudan et au Tchad. Le plus grand nombre de coups aboutis depuis 1999. »

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LE CLIMAT EN QUESTION

La seconde journée de la conférence APSACO a été consacrée à trois autres thèmes, dont la sécurité alimentaire. **Mohamed Ait Kadi**, président du Conseil général du développement agricole au Maroc, a fait cette recommandation importante : « *Faire face aux complexités de l'Afrique implique de construire des institutions efficaces, d'attirer des technologies, de renforcer la relation entre la société et l'État, et de renforcer la mobilisation de ressources financières. J'espère que notre continent fera face aux défis de la sécurité alimentaire avec une détermination renouvelée. Il est temps d'agir maintenant. Le fossé doit être réduit entre les plans et les engagements, et ce qui est accompli sur le terrain.* »



Hamza Rkha Chaham

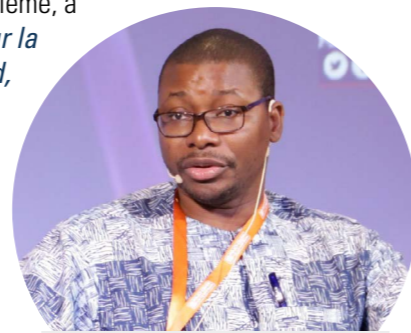
Le jeune entrepreneur marocain **Hamza Rkha Chaham**, un ancien ADEL, a apporté une touche d'optimisme dans les débats. « *Les changements à court terme se produisent déjà, a ainsi témoigné le co-fondateur de la startup SOWIT d'aide à la décision pour les agriculteurs du continent. Dans le nord de la Côte d'Ivoire, une coopérative de riz leader comme Socomci fait passer à l'échelle la taille des surfaces cultivées, passées de 10 000 à 20 000 hectares avec le soutien de la Société financière internationale ; Djibouti produit de plus en plus de céréales, afin d'être moins exposé aux marchés internationaux ; le Rwanda a atteint un rendement de 4,5 tonnes par hectare, contre une moyenne africaine de 1,5 tonne.* »

Quant à l'ancienne ministre française **Rama Yade** (France), directrice senior de l'Africa Center pour l'Atlantic Council, elle a illustré le nexus sécurité-alimentation-changement climatique par l'exemple du Lac Tchad.

INCERTITUDE DANS LES ÉTATS AFRICAINS FRAGILES

Les discussions se sont poursuivies sur le sort des États africains « fragiles ». Une notion aussi galvaudée que les termes « *résilience* » ou « *gouvernance* », selon **Younes Abouyoub** (Maroc), directeur de la Gouvernance et de la construction de l'État pour la région MENA aux Nations unies, qui l'a définie comme une crise entre l'État et les citoyens.

« Pour les populations ouest-africaines, il est clair que nous avons un gros problème, a déclaré **Gilles Yabi** (Bénin), fondateur du West African Think Tank (WATHI). *Sur la sécurité, on date le début de la crise malienne à 2012 et dix ans plus tard, nous sommes face à une crise partie du nord du Mali qui a migré vers le centre. Les interventions internationales militaires ont ponctuellement amélioré une situation qui s'est dégradée dans le centre puis vers les frontières avec le Niger et le Burkina Faso. Il y a encore 5 ans, personne n'imaginait que le Burkina pourrait basculer dans une situation où le pays a perdu le contrôle de 40 % de son territoire avec 2 millions de déplacés, 2 millions de personnes qui n'ont plus accès à leurs champs et sont dépendants de l'aide internationale.* »



Gilles Yabi

Fadel Sereme (Burkina Faso), expert de la gestion des conflits, s'est pour sa part interrogé sur « *la position de l'Afrique et de son intelligentsia sur des problèmes devenus globaux comme le terrorisme, la Covid-19, la guerre en Ukraine et l'accès à l'eau.* »

4X4 DIRECTORS FORUM

4X4 DIRECTORS FORUM

4th Edition : Africa-Europe Relations Shaping the Digital Future



En 2022, Le Policy Center for the New South et l'Institut français des relations internationales (Ifri) ont organisé la 4e édition du 4x4 Directors Forum : African European Think Tank Dialogue afin d'identifier des domaines de coopération permettant de construire des ponts solides entre les continents africain et européen.

Les groupes de réflexion jouent un rôle important dans l'élaboration des politiques et des programmes dans tous les domaines. Ils fournissent des plateformes permettant de mieux comprendre les transformations rapides et les défis complexes aux niveaux local, national, continental et mondial en créant un pont entre les gouvernements, la recherche et les universités, ainsi que la société civile et les médias. Dans le monde globalisé et de plus en plus interconnecté d'aujourd'hui, la société est confrontée

à de nouveaux défis tels que les zones « sans faits » et « post-vérité » où les contributions et les connaissances fondées sur des preuves sont parfois ignorées, voire rejetées, ce qui crée une incertitude autour de l'élaboration des politiques.

En ces temps difficiles, les think tanks ont l'obligation de contrer ces tendances en proposant des évaluations fondées sur des preuves et accessibles au public et aux décideurs. C'est dans cet esprit que le 4x4 Directors Forum a vu le jour, le Policy Center for the New South (PCNS) et l'Institut français des relations internationales (IFRI) ayant décidé d'organiser une conversation entre 4 directeurs de think tanks africains et 4 directeurs de think tanks européens afin d'identifier les domaines de coopération permettant de construire des ponts entre les continents africain et européen sur le thème « Les relations Afrique-Europe : façonner l'avenir numérique ».



DIALOGUES STRATÉGIQUES

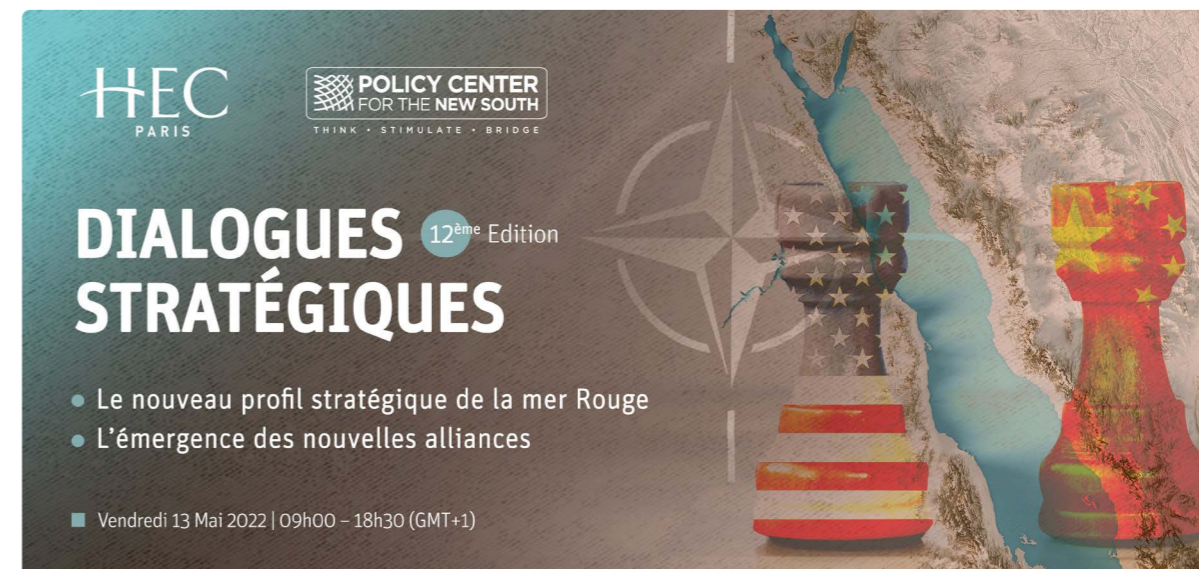


Depuis 2016, le **Policy Center for the New South** et le **Centre de Géopolitique de l'école HEC Paris** organisent chaque année deux éditions des Dialogues stratégiques. Cette plateforme d'analyse et d'échange réunit lors de séminaires d'une journée organisés à Paris ou Rabat des experts, des chercheurs provenant de différents think tanks et du monde académique, des praticiens, ainsi que des décideurs politiques pour débattre des grandes questions géopolitiques et sécuritaires à l'échelle internationale et régionale. Les problématiques abordées s'avèrent d'importance commune pour l'Europe et l'Afrique.

Le cycle de séminaires a pour vocation d'offrir un environnement orienté vers les politiques publiques, dans lequel les panélistes se réunissent dans un cadre interactif et constructif pour confronter et enrichir leurs analyses respectives. Cette collaboration est issue du partenariat tissé entre les deux centres de réflexion, en vue de favoriser le dialogue scientifique et multidisciplinaire et de contribuer à la production d'analyses pertinentes sur des problématiques majeures.

Dans la perspective de partager les fruits des échanges menés lors des séminaires avec les participants et les parties prenantes intéressées, les discussions et échanges font l'objet de « **Policy Papers** » regroupés au sein d'une publication conjointe.

La **13e édition** des **Dialogues stratégiques** a eu lieu le **28 octobre 2022** à l'**Université Mohammed VI Polytechnique - Campus de Rabat (UM6P)**, au sein de l'Institut africain pour la recherche en économie et en sciences sociales (AIRESS). L'évènement s'est déroulé sous les règles de confidentialité de Chatham House. Les discussions ont porté sur « **la fragmentation du Monde** » et « **l'Afrique des Grands lacs** ». La première session s'est penchée sur les mécanismes de coopération dans un monde de crises multiples et multiformes, sur les nouveaux espaces de dialogues et la redéfinition des rapports Nord-Sud. La seconde session, qui porte comme à l'accoutumée sur une thématique régionale, a porté sur l'instabilité chronique qui marque l'Afrique des Grands lacs, les tensions entre ses États et le rôle des organisations régionales dans la promotion de la paix.



Cette année a également eu lieu la 12^e édition des Dialogues stratégiques, qui s'est tenue le 13 mai 2022 au Campus HEC Paris et qui s'insère dans la continuité de la collaboration fructueuse entre le PCNS et HEC Paris. Les discussions ont porté sur « le nouveau profil stratégique de la mer Rouge » et « l'émergence des nouvelles alliances ».

Le premier thème a permis de revenir dans le détail sur cette zone qui relie la Méditerranée à l'océan Indien, à la jointure de trois continents : l'Asie, l'Afrique et l'Europe. Cette route maritime qui s'étend sur plus de 2 200 km, pour une largeur qui varie de 300 km à moins de 30 km entre Djibouti et le Yémen, représente une zone éminemment stratégique où nombre de puissances globales disposent de bases militaires. Et pour cause : le moindre blocage du trafic, quelque 20 000 bâtiments par an (10 % du commerce mondial), peut entraîner des répercussions dramatiques sur les



chaînes d'approvisionnement mondiales.

Le second thème a permis d'explorer l'état des grandes rivalités de puissance dans le monde, notamment sino-américaine, et de faire le point sur la manière dont les grandes puissances africaines, asiatiques et latino-américaines, disposant de pouvoirs relationnels et structurels asymétriques, sont présentes de manière croissante sur des théâtres où se développent les relations économiques et politiques Sud/Sud. Le phénomène illustre la mise en place d'une économie politique et développementaliste tricontinentale, et symbolise l'avènement d'un monde multipolaire. Or, ces regroupements à géométrie variable voilent les fortes tensions existantes entre les puissances émergentes, notamment en Afrique qui s'est transformée en véritable terrain de confrontation des rivalités émergentes, comme l'illustre la rivalité sino-indienne en matière de diplomatie vaccinale à l'aune de la pandémie de la Covid-19.





PARLONS DÉVELOPPEMENT



La pandémie de la Covid-19 a déclenché une crise sans précédent entraînant des effets négatifs sur l'économie mondiale, le progrès social et l'atteinte des **Objectifs du développement durable** (ODD). Le **Policy Center for the New South**, le **Programme des Nations unies pour le Développement** (PNUD) et la **Banque mondiale** voient dans ces incertitudes une nouvelle opportunité de réflexion collective autour des grands enjeux du développement durable. Cette série de dialogues, intitulée « **Parlons développement** » réunit différents acteurs et experts nationaux et internationaux et se déroule au sein des universités marocaines pour être au plus près des préoccupations des jeunes étudiants, des chercheurs et du corps professoral afin de stimuler le débat et les analyses au sein des universités sur les grands enseignements de la crise sanitaire.

L'ampleur de la crise a suscité (et suscite toujours)

partout de nombreuses et profondes inquiétudes, amplifiant les voix qui s'élevaient déjà avant la pandémie pour dire que les inégalités et les modes de développement non durable compromettaient leurs chances et leurs perspectives.

Ces rencontres sont ouvertes au grand public et ont pour objectif principal de favoriser les échanges de bonnes pratiques, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire. En fonction de la thématique, des **experts nationaux** ou **internationaux** sont invités à faire part de leur expérience et de leur savoir. Un format simple, accessible et innovant est privilégié afin de démystifier les concepts et d'encourager l'interaction avec le public. Les dialogues sont enregistrés, retransmis en direct et une note de synthèse est produite après chaque débat. Ces produits sont largement diffusés sur les sites web des institutions partenaires.



GUERRE RUSSO-UKRAINIENNE

Conséquences régionales et mondiales



Le Policy Center for the New South (PCNS) s'est associé en tant que membre principal au Réseau atlantique Jean Monnet pour les études atlantiques pour la période 2020-23. Dans ce cadre, une série de discussions autour de la dynamique atlantique a été organisée, notamment sur les conséquences régionales et mondiales de la guerre russo-ukrainienne.

À court terme, le conflit a affecté l'économie mondiale par trois canaux principaux : les marchés financiers, les prix des matières premières et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Mais à long terme, les

implications sont complexes à évaluer, tant leur impact sur les relations internationales paraît profond. Les discussions se sont penchées sur ces trois questions :

- Quels sont les principaux impacts à prévoir concernant la spirale des prix de l'énergie en tenant compte de la balance des gains et des pertes ?
- La crise va-t-elle accentuer la division du monde entre deux superpuissances ?
- Quelles évolutions pour l'Union européenne et ses relations extérieures ?



MOROCCO-KOREA: AN AFRO-ASIAN PARTNERSHIP UNDER CONSTRUCTION

L'inclusion économique des jeunes



Le Lab de l'Emploi Maroc, dirigé par le Jameel Poverty Action Lab (J-PAL) au MIT, Evidence for Policy Design (EPoD) à la Harvard Kennedy School, en partenariat avec le Millennium Challenge Account Morocco Agency (MCA-Maroc) et le Policy Center for the New South (PCNS), a organisé un séminaire de partage de preuves sur l'inclusion économique des jeunes.

L'événement a été organisé en collaboration avec le ministère de l'Inclusion économique, de la Petite entreprise, de l'Emploi et des Compétences (MIEPEEC) et le Bureau de la Banque mondiale au Maroc.

Le séminaire a abordé la question de l'inclusion économique des jeunes à travers trois panels

réunissant des décideurs politiques et des universitaires de haut niveau. Ces discussions ont porté sur trois sous-thèmes :

- Formation et développement des compétences des jeunes ;
- Aide à la recherche d'emploi et transition des jeunes vers le marché du travail ;
- Création d'emplois - Programme de travaux publics, subventions salariales et entrepreneuriat.

Chaque panel a présenté les données et résultats d'évaluation en lien avec le sous-thème et a discuté des pistes d'expérimentation et évaluations à mener au Maroc.



Depuis l'établissement des relations diplomatiques entre le Maroc et la Corée du Sud en juillet 1962, les relations entre Rabat et Séoul ont connu une évolution considérable dans tous les domaines. L'ambassade de Corée à Rabat est la première représentation diplomatique permanente de Séoul sur le continent africain. Par ailleurs, son modèle économique, fondé sur le couple « **planification dans les domaines industriel et financier/priorité à l'éducation et au travail** » est considéré avec attention par le Maroc, tant par les autorités officielles que par l'opinion publique, avec laquelle il partage plus de caractéristiques qu'on ne le croit : une identité ancienne, un rôle d'impulsion

de l'Etat en matière économique, une position forte sur les secteurs économiques.

En organisant cet événement l'année du 60e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre le Maroc et la Corée, le PCNS et le Korea Institute for International Economic Policy (KIIEP) ont souhaité contribuer à une meilleure compréhension des relations entre Rabat et Séoul, tout en renforçant le dialogue et les échanges entre les institutions marocaines et coréennes, en vue de les inciter à se tourner davantage vers nos deux pays qui constituent d'excellents points d'entrée en Afrique et en Asie de l'Est.



ENVIRONMENTAL TAXATION AND TAX JUSTICE IN DEVELOPING COUNTRIES



Le Policy Center for the New South et l'Université Polytechnique Mohammed VI ont organisé un panel sur « **La fiscalité environnementale et la justice fiscale dans les pays en développement** » dans le cadre de la Conférence mondiale sur le développement 2022, qui a traité de « **La politique fiscale pour le développement durable** » et été organisée par Global Development Network à Clermont-Ferrand du **2 au 4 novembre 2022**.

Il est de plus en plus reconnu au niveau mondial que les systèmes fiscaux actuels doivent être révisés et modernisés pour répondre aux défis économiques, sociaux et environnementaux d'aujourd'hui. Ces défis comprennent la transition technologique, l'évolution démographique, l'accroissement des inégalités et la triple crise environnementale : le changement climatique, la perte de biodiversité et la surconsommation des ressources naturelles. Les pays en développement sont parmi les plus touchés par la crise environnementale. La

déforestation, la dégradation des sols, la pollution de l'air, des sols et de l'eau, ainsi que la mauvaise gestion des ressources naturelles ont des conséquences négatives sur l'environnement, l'économie et la santé.

Cette session a visé à examiner dans quelle mesure la fiscalité environnementale peut contribuer à des systèmes fiscaux plus progressifs et durables et à des sociétés plus équitables dans les pays en développement. Elle a cherché à interpeller les décideurs politiques sur la nécessité d'aligner les programmes de dépenses fiscales sur les objectifs de croissance verte, de réduire ceux qui sont nuisibles à l'environnement et d'augmenter l'impact de ceux qui sont conçus pour bénéficier à l'environnement. Le défi pour les économies en développement est de trouver un équilibre entre le soutien à la transition verte, la mobilisation des ressources financières nécessaires et la garantie de l'équité fiscale dans un environnement socio-économique difficile.



GROUPE STRATÉGIQUE MÉDITERRANÉ EN 2022

Economie bleue durable dans la région méditerranéenne



Le German Marshall Fund des Etats-Unis (**GMF**), en partenariat avec le Policy Center for the New South (**PCNS**), la **Compagnia di San Paolo**, le **Alexander Philon Fund for Transatlantic Partnership**, et en coopération avec **Thetis**, ont organisé le **22e édition** de la réunion du Groupe stratégique méditerranéen (**MSG**) à Venise, du **23 au 26 mai 2022**.

Le MSG, en tant que lieu principal dialogue transatlantique sur les affaires méditerranéennes, réunit des représentants européens et américains de haut niveau issus des sphères gouvernementales, médiatiques, académiques et du secteur privé, ainsi que des penseurs stratégiques de premier

plan des deux côtés de la Méditerranée, pour des conversations hautement interactives sur des questions économiques, géopolitiques et sociales.

Cette édition a abordé les possibilités de coopération à l'échelle régionale autour de « **l'économie bleue** », qui désigne les activités économiques liées aux océans, aux mers et à leurs côtes. Elle a souligné l'importance de ce secteur pour la région, aussi bien pour le développement durable que le climat, la sécurité humaine et la protection de l'environnement. La rencontre a mis en lumière la façon dont l'économie bleue est mise en pratique, en partant de l'expérience des acteurs méditerranéens ainsi que de celle de la cité lacustre de Venise, où la réunion a eu lieu.

SALON
du LIVRE

المعرض الدولي للنشر والكتاب
سالكو الدولي للنشر والكتاب
SALON INTERNATIONAL DE L'ÉDITION ET DU LIVRE



SIEL 2022

ATLANTIC
— CENTRE —

CONTINENTAL
SHELF EXTENSION
IN AFRICA



Delay over political and future geopolitical challenges

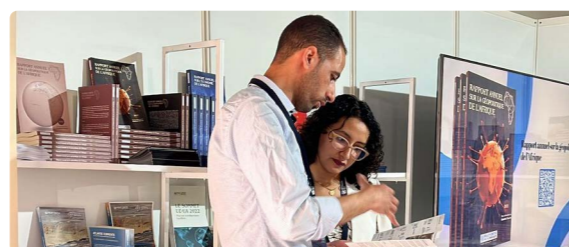


Le Policy Center for the New South (PCNS) a participé à la 27^e édition du **Salon international de l'édition et du livre (SIEL)** qui s'est tenue à Rabat du **2 au 13 juin 2022**, comme en 2021.

créateurs et éditeurs dans un esprit inspirant, stimulant et convivial.

Depuis sa création en 1987, le SIEL est l'événement incontournable de la scène culturelle et littéraire marocaine. Reflet de la richesse et de la diversité du monde de l'édition, le SIEL accueille chaque année environ **500 000** visiteurs et regroupe près de **712** exposants venus de plus de **55** pays. Ce temps fort rassemble durant 10 jours lecteurs, écrivains,

Cet événement culturel phare offre la possibilité au PCNS d'aller à la rencontre du grand public et de faire connaître ses travaux et ses missions. Le Policy Center y expose certains de ses ouvrages, et invite les visiteurs à échanger avec ses Senior Fellows et chercheurs pour répondre à leurs questions sur les débats d'actualité internationale, avec une fréquentation d'environ 50 personnes par jour de salon sur son stand.



Aujourd'hui, l'extension du plateau continental au-delà des **200 milles marins** est au cœur de l'agenda international, alimentant davantage les intérêts des États, notamment en Afrique. Dans ce contexte, la partie africaine du plateau continental située au-delà des 200 milles marins constitue le pivot central de notre réflexion **juridique et géopolitique**. L'étude porte non seulement sur l'évolution de la doctrine fondamentale sur le plateau continental qui a mis en évidence les possibilités de son extension, ainsi que sur les **enjeux géopolitiques** inhérents à l'extension du plateau continental. Il vise également à explorer la relation entre les États africains et leur territoire, dans le contexte de l'évolution du droit de la mer. A l'heure où les revendications territoriales

sur l'extension du plateau continental s'expriment avec plus de ferveur en Afrique, cette réflexion révèle, avec une touche originale, les enjeux juridiques et géopolitiques qui marquent **l'extension** de cet espace sur le **continent africain**. En effet, l'extension du plateau continental au-delà des 200 milles marins soulève aujourd'hui de nombreuses questions, tant en raison de sa nature géologique et géomorphologique que de son régime juridique, qui reste comme celui du plateau continental s'étendant jusqu'à 200 milles marins des lignes de base. La course aux ressources naturelles du plateau continental africain étendu sème, à l'heure de la mondialisation et du changement climatique, les germes de nouveaux conflits territoriaux.



مؤسسة منتدى أصيلة
 +ΣΓΟΘΗ+ | %ΘΧΟ.Π | %ΣΗ.ο
 Fondation du Forum d'Assilah
 The Assilah Forum Foundation

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN AFRIQUE À L'ÈRE DE LA GUERRE EN UKRAINE



ATLANTIC STRATEGY GROUP

Conséquences économiques, géopolitiques et sécuritaires

Towards a sustainable blue economy in the wider Atlantic



La **guerre en Ukraine** a bouleversé les équilibres socio-politiques et macroéconomiques partout dans le monde. Elle a mis à rude épreuve et d'une manière très différenciée la **sécurité alimentaire** et **énergétique** de plusieurs pays. Depuis l'éclatement de ce conflit, un choc de l'offre s'est produit et a contribué à l'élargissement du spectre de la faim et augmenté la demande sur l'**aide alimentaire externe** à un moment où les systèmes agricoles de plusieurs pays africains font face à des défis hérités du passé, à l'accroissement de la population démographique, la sécheresse et aux effets de plus en plus perceptibles du changement climatique.

En réalité, ce conflit est à la fois un révélateur et un catalyseur de problèmes liés à la sécurité alimentaire

plus anciens et plus structurel des économies africaines. En fonction de la structure des économies de chaque pays (pétrolière/gazière ou non), des capacités locales de **production agricole**, de la taille de la demande sur quelques produits de première nécessité, de l'importance des produits céréaliers dans la consommation des ménages, et la dépendance aux importations vis-à-vis de la Russie et de l'Ukraine, l'emballement des cours des matières premières n'a pas eu le même degré de sévérité d'un pays à un autre. Il ne semble pas aussi être le seul et unique facteur qui menace la **sécurité alimentaire** en Afrique d'autant plus que les sanctions économiques contre Moscou contribuent par ailleurs à provoquer une forte inflation que les pays à faible revenu ont du mal à contenir et qui se rajoute aux autres **facteurs aggravants**.

Le **German Marshall Fund**, en partenariat avec le **Policy Center for the new South** et la **Luso-American Foundation**, a mené un travail novateur sur l'Atlantique élargi dans le but de remettre en question les **cartes mentales traditionnelles** des relations transatlantiques. Cet effort met en lumière les dimensions Nord-Sud et Sud-Sud, parallèlement aux relations américano-européennes.

Le **GSA**, qui en est à sa **6e édition**, est une réunion annuelle qui rassemble une **trentaine**

de participants d'Amérique du Nord, d'Europe, d'Amérique latine et d'Afrique. Le GSA se concentre sur les questions d'intérêt commun pour les **acteurs atlantiques** tout en offrant un forum approprié et pertinent dans lequel les principales parties prenantes de tous les côtés du bassin atlantique peuvent examiner les domaines de collaboration accrue.

L'événement s'est déroulé du **8 au 10 novembre**, aux Açores, au **Portugal**.

CONNECTIVITY, VALUE CHAINS AND THE GREEN TRANSITION

Promoting Multilateralism and Sustainable Growth Across the Shared Mediterranean Space



Face aux défis cumulés de la **reprise post-Covid** et des **perturbations de la chaîne d'approvisionnement**, de la transition énergétique verte et des implications mondiales du conflit ukrainien, le commerce et la connectivité à travers la Méditerranée revêtent une importance encore plus grande dans les cercles politiques. Qu'il s'agisse des **énergies renouvelables**, de la **sécurité alimentaire**, des **nouvelles pratiques industrielles** et **agricoles**, des **chaînes de valeur manufacturières** ou des **connecteurs électriques**, l'espace euro-méditerranéen regorge d'opportunités pour une intégration renforcée.

Dans ce contexte, le **Policy Center for the New South** et le réseau de recherche New Med dirigé par l'**Istituto Affari Internazionali (IAI)**, basé à Rome, ont organisé une conférence internationale le mercredi **2 novembre 2022** afin d'aborder l'impact de ces bouleversements mondiaux sur le potentiel de relance

d'une coopération multilatérale efficace dans l'espace méditerranéen partagé.

Cet événement était l'occasion de réfléchir aux défis nouveaux et préexistants qui empêchent les États du **bassin méditerranéen** d'exploiter pleinement le potentiel de la **coopération multilatérale** et de proposer des voies durables pour renforcer le commerce et la connectivité dans l'espace méditerranéen partagé. Structurée autour d'un discours-programme et de deux panels d'experts avec la participation de chercheurs, de praticiens et de décideurs politiques, la conférence évaluera l'état actuel du commerce et de la connectivité entre l'**Afrique du Nord** et l'**Europe**, en faisant le point sur l'impact de Covid-19, de la transition énergétique verte et de la guerre de la Russie en Ukraine sur le potentiel d'engendrer des formes plus durables de coopération multilatérale, de croissance durable et d'intégration entre les États du bassin méditerranéen.



SÉMINAIRE DE PRÉSENTATION RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉCONOMIE DE L'AFRIQUE



La succession des chocs pandémie, climatique et géopolitique a éprouvé les économies africaines. Les liens commerciaux et financiers avec le monde ne sont plus seulement considérés comme des moteurs de performance, mais aussi comme des **sources potentielles de vulnérabilité**. La défiance à l'égard de la **mondialisation** s'est accru, parce qu'elle est venue souligner la dépendance du continent, le dérèglement de ses rapports à la nature et sa vulnérabilité face aux **tensions géopolitiques**. Cela va-t-il inciter l'Afrique à s'engager dans de nouvelles stratégies de développement **moins débridées**, plus autonomes et accélératrices de la transformation structurelle ?

Dans un environnement incertain, l'enjeu économique



n'est pas seulement de reconquérir une nouvelle frontière de croissance, il est aussi de réinventer les modèles de développement. Il s'agit de tracer le chemin de compatibilité entre l'innovation économique, la cohésion sociale, la durabilité écologique. Il s'agit de renforcer la convergence des dynamiques des **Communautés économiques régionales** et du **chantier de la Zlecaf** pour tisser une interdépendance économique, vecteur de la résilience du continent.

L'édition 2021 du Rapport sur l'économie africaine réunie des contributions d'une **pléiade de chercheurs**, praticiens du développement et acteurs de premier plan pour explorer les voies de renouveau de la solidarité économique africaine, valeur fondatrice du **projet panafricain**.

RENEWABLES AND THE FUTURE OF GEOPOLITICS - CLOSED WORKSHOP

Le Policy Center for the New South et le King Abdullah Petroleum Studies and Research Center ont organisé un atelier fermé sur le thème « Les énergies renouvelables et l'avenir de la géopolitique », le lundi 21 mars 2022.

Cet atelier a abordé un sujet crucial, qui a trait à la transition énergétique, aux relations interétatiques et au commerce mondial, en se penchant sur la façon dont le développement des énergies renouvelables affecte la géopolitique. Comme le démontre l'article récemment publié par Hatipoglu, Al Muhanna et Efir

(2020), ce sujet est lié à diverses questions d'intérêt immédiat pour les marchés de l'énergie. La transition énergétique repose également sur la disponibilité mondiale de divers minéraux de terres rares essentiels à la production de batteries et d'équipements de production d'électricité renouvelable. Les États qui produisent ces minerais ont tenté de descendre dans la chaîne de valeur afin de tirer davantage de revenus des produits à valeur ajoutée, ce qui a entraîné un rééquilibrage des relations commerciales mondiales et, inévitablement, des tensions.

EUROMESCO ANNUAL CONFERENCE

L'insertion des jeunes et des femmes est une préoccupation majeure dans plusieurs pays méditerranéens, notamment au Sud et au Sud-Est. Les marchés du travail des pays de cette rive partagent un certain nombre de caractéristiques qui exacerbent les difficultés d'intégration sociale et professionnelle. À cet égard, on cite la faible demande de travail, cruciale dans un contexte de transition démographique avancée, due notamment à la faible croissance de l'emploi.

Cet événement a discuté des moyens d'améliorer l'inclusion des jeunes et des femmes au Maroc et dans la région, et de contribuer à la discussion dans le cadre plus large de la conférence annuelle d'EuroMeSCO sur la justice sociale et l'inclusion dans les pays méditerranéens. Cet événement national s'inscrit en effet dans le cadre du projet EuroMeSCO : Connecting the Dots, cofinancé par l'Union européenne (UE) et l'Institut européen de la Méditerranée (IEMed) et co-organisé avec le PCNS.

EURO-MAGHREB

Reconfiguration des chaînes de valeur, des opportunités à saisir

Le Policy Center for the New South (PCNS), la Fondation Prospective et Innovation (FPI), le Centre d'Actions et de Réflexion autour de l'Entreprise (CARE) et l'Institut arabe des chefs d'entreprises (IACE) ont organisé un atelier sur le thème « **Euro-Maghreb : reconfiguration des chaînes de valeur, des opportunités à saisir** » le jeudi **16 juin 2022** à Paris.

Cet atelier, qui s'est tenu en format restreint, avait pour objectif de permettre d'établir une évaluation des potentialités offertes par une reconfiguration des chaînes d'approvisionnements euro-méditerranéennes, ainsi que d'émettre des recommandations et une feuille de route.

UNDERSTANDING THE MENA REGION IN 2022 AND BEYOND

Le Policy Center for the New South et le Center for International Relations and Sustainable Development (CIRSD) ont organisé conjointement une réunion à huis clos intitulée « **Comprendre la région MENA en 2022 et au-delà** » le **7 septembre 2022**.

La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) tente toujours de tracer sa propre voie dans le contexte des changements économiques et

géopolitiques mondiaux, qui sont encore aggravés par l'impact perturbateur de la pandémie de Covid-19. Aujourd'hui, de nouveaux défis se superposent à des dynamiques de longue date, allant d'un accès plus large aux vaccins à la relance économique en passant par le rapprochement diplomatique, la désescalade des tensions et la résolution des conflits. Ainsi, quelles sont les principales tendances géopolitiques et économiques pour 2022 et au-delà ?

PARTICIPATIONS

À D'AUTRES ÉVÉNEMENTS

Outre les conférences et évènements organisées par le PCNS en 2022, nos chercheurs et Senior Fellows ont également participé à plus de 50 évènements externes dont des forums, des tables rondes, des travaux, des conférences et des webinaires portant sur différentes thématiques, allant de l'énergie, la sécurité alimentaire, l'intelligence artificielle, la sécurité et la défense et autres. Les débats ont permis d'établir des rapports et des analyses répondant à des questions cruciales impliquant des experts de différents établissements à savoir les think tanks, les organisations internationales, les organismes publics et privés. Voici ci-dessous une sélection des participations :

AGRICULTURE, CLIMATE CHANGE AND TECHNOLOGY

Emerging Markets Forum in partnership with **Banque de France**

Karim El Aynaoui, Président exécutif, Policy Center for the New South

TABLE RONDE AUTOUR DU RAPPORT « PAYSAGE DE L'EMPLOI AU MAROC »

Banque mondiale et le **Haut-Commissariat au Plan**

Aomar Ibourk, Senior Fellow, PCNS

GREEN AND DIGITAL TRANSFORMATION: RETHINKING NEW TOOLS TO ADVANCE PROSPERITY FOR BOTH AFRICA AND EUROPE

Delegation of the Government of Catalonia to the European Union in Brussels

Larabi Jaïdi, Senior Fellow, PCNS

BEYOND AID - MAKING THE EU POLICY WITH AFRICA WORK FOR AFRICA

The Institute for Security Studies (ISS) and **the Hanns Seidel Stiftung (HSS)**

Len Ishmael, Senior Fellow, PCNS

CIRCULAR CARBON ECONOMY (CCE) INDEX – REGIONAL LAUNCH AND WORKSHOP

KAPSARC

Rim Berahab, Senior Economist, PCNS

THE WAR AND THE WORLD

Trilateral Commission

Karim El Aynaoui, Président exécutif, PCNS

RESPONSIVE, TRANSPARENT, AND ACCOUNTABLE GOVERNANCE AND ITS EFFECT ON THE 4TH INDUSTRIAL REVOLUTION

MS Training Centre for Development Cooperation

Ahmed Ouhnini, Economist, PCNS

SOCIAL JUSTICE AND INCLUSIVENESS IN THE MEDITERRANEAN- EUROMESCO ANNUAL CONFERENCE CLOSING EVENT

European Economic and Social Committee (EESC)

Hamza Saoudi, Economiste, Policy Center for the New South

FUTURE OF GOVERNANCE AND THINK TANKS

ICESCO Think Tank Forum : Towards a New Perception of Time

Nouzha Chekrouni, Senior Fellow, PCNS

SECURITY AND GOVERNANCE IN AFRICA: SAHEL AND LIBYA

The Middle East Institute

Rida Lyammouri, Senior Fellow, PCNS

HOW ARE CENTRAL BANKS IN AFRICA ADDRESSING CLIMATE RELATED RISKS AND SUPPORTING MITIGATION AND ADAPTATION POLICIES?

Istituto Affari Internazionali (IAI)

Afaf Zarkik, Economist, PCNS

FISCALITÉ ENVIRONNEMENTALE ET JUSTICE FISCALE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Global Development Network

*Otaviano Canuto, Senior Fellow, PCNS
Dominique Bocquet, Senior Fellow, PCNS
Luc Savard, Full Professor à l'Université Mohammed VI Polytechnique*

LISTE DES ÉVÉNEMENTS

ORGANISÉS PAR LE POLICY CENTER FOR THE NEW SOUTH

Leadership émergent : analyse par l'habileté politique et le self-leadership. Une étude internationale | [Séminaire interne](#)

La guerre commerciale sino-américaine annonce-t-elle la fin du système commercial d'après-guerre? | [Webinaire](#)

Cannabis : De nouvelles régulations pour de nouvelles réalités | [Séminaire interne](#)

How Are Central Banks in Africa Addressing Climate-related Risks and Supporting Mitigation and Adaptation Policies? | [Séminaire interne](#)

L'impact de la guerre en Ukraine sur le système international | [Atelier thématique](#)

Carbon Pricing : Réunion à huis clos | [Réunion](#)

La politique étrangère allemande | [Atelier thématique](#)

The Response of International and Regional Financial Institutions to COVID 19 | [Webinaire](#)

Africa's Debt and Financial Stability | [Séminaire interne](#)

Closed-door meeting with INSS - The Russian Invasion of Ukraine and its Impact for Morocco, Israel and the MENA region | [Réunion](#)

Présentation des ouvrages phares du PCNS à Paris | [Conférence](#)

DebtCon Parallel Event: Paper Presentations | [Webinaire](#)

Présentation de rapport : Le leadership féminin au Maroc - De l'invisibilité à la visibilité | [Conférence](#)

Présentation d'ouvrage: Capital humain et développement économique et social au Maroc | [Conférence](#)

Morale et politique, quelles leçons tirer de la guerre d'Ukraine ? | [Conférence](#)

African Peace and Security Annual Conference (APSACO) 6th Edition: African Security in Times of Uncertainties | [Conférence](#)

Présentation du Rapport annuel sur l'économie de l'Afrique 2021 | [Conférence](#)

Atlantic Dialogues 2022 : Cooperation in a Mutating World: Opportunities of the Wider Atlantic | [Conférence](#)

ORGANISÉS AVEC NOS PARTENAIRES

Purpose Driven Companies and the Regulation of the Fourth Sector | [Webinaire](#) en partenariat avec **Secretaria General Iberoamericana (SEGIB)**

« Parlons Développement » - 6^{ème} édition : Quelle stratégie de développement adopter dans les zones oasiennes ? | [Conférence](#) en partenariat avec **PNUD, Banque mondiale**

4x4 Directors Forum - 4th Edition: Africa-Europe Relations: Shaping the Digital Future | [Réunion](#) en partenariat avec **l'IFRI**

Drug Policy in the New South An Expert Debate | [Webinaire](#) en partenariat avec **Global Commission on Drug Policy and the West Africa Commission on Drugs**

Why Are African Leaders Calling for Drug Policy Reform? | [Webinaire](#) en partenariat avec **Global Commission on Drug Policy and the West Africa Commission on Drugs**

Why Are African Leaders Calling for Drug Policy Reform? High-level Roundtable | [Webinaire](#) en partenariat avec **Global Commission on Drug Policy and the West Africa Commission on Drugs**

Report Launch: Commodity Markets Outlook, Urbanization and Commodity Demand In partnership with the World Bank | [Webinaire](#) en partenariat avec **World Bank**

Presentation: The Global Terrorism Index (GTI) | [Webinaire](#) en partenariat avec **Institute for economics and peace (IEP)**

Renewables and the Future of Geopolitics | [Thematic workshop](#) en partenariat avec **KAPSARC**

Parlons Développement 7^{ème} Edition : « La migration : Levier de développement territorial ? » | [Conférence](#) en partenariat avec **PNUD, Banque Mondiale**

Le nexus éducation-compétences-mobilité | [Webinaire](#) en partenariat avec **Centre pour l'Intégration en Méditerranée (CMI)**

Russian-Ukrainian war: Regional & Global consequences | [Webinaire](#) en partenariat avec **Jean Monnet Network**

Parlons Développement - 8^{ème} édition : Quel modèle de ville durable adopter au Maroc ? | [Conférence](#) en partenariat avec **PNUD, Banque Mondiale**

Le partenariat UE-UA : Un tournant stratégique ? | [Conférence](#) en partenariat avec **Institut Montaigne**

DebtCon Virtual Session: Towards an African Financial Stability Mechanism | [Webinaire](#) en partenariat avec **The Graduate Institute of Geneva, the European University Institute and the GeorgeTown University**

12^{ème} édition des Dialogues Stratégiques : Le nouveau profil stratégique de la mer rouge et L'émergence des nouvelles alliances | [Conférence](#) en partenariat avec **HEC**

La participation des femmes dans le marché du travail au Maroc | [Atelier thématique](#) en partenariat avec **World Bank**

Mediterranean Strategy Group 2022: Sustainable Blue Economy in the Mediterranean Region | [Conférence](#) en partenariat avec **The German Marshall Fund of the United States**

Séminaire de partage des preuves : L'inclusion économique des jeunes | [Conférence](#) en partenariat avec **Le Lab de l'Emploi Maroc et Millennium Challenge Account Morocco Agency**

The Second International Conference on Countering Violent Extremism : Collective Intelligence in Facing Terrorism and Building CVE/PVE Strategies | [Conférence](#) en partenariat avec **Moroccan Observatory on Extremism and Violence, The Islamic World Educational, Scientific and Cultural Organization, The General Delegation for Prison Administration and Reintegration (DGAPR), and the Mohammedia League of Scholars.**

Developmentally Speaking 9th Edition : Water scarcity and sustainability challenges in the global South | [Hybride](#) en partenariat avec **PNUD, Banque Mondiale**

Economie africaine 2022 : Enjeux économiques et sociaux | [Conférence](#) en partenariat avec **Agence Française de Développement (AFD)**

Euro-Maghreb : Reconfiguration des chaînes de valeur, des opportunités à saisir | [Atelier thématique](#) en partenariat avec **Fondation Prospective et Innovation**

United Nations Transforming Education Pre-Summit | [Atelier thématique](#) en partenariat avec **Centre pour l'Intégration en Méditerranée (CMI)**

Tarification Carbone et Développement économique | [Webinaire](#) en partenariat avec **Enel Green Power Morocco**

The Role of Think Tanks in the Shaping of Policies: Strategies for Translating Research into Practice | [Webinaire](#) en partenariat avec **TRENDS Research & Advisory**

Understanding the MENA region in 2022 and Beyond | [Réunion](#) en partenariat avec **Center for Corporate Responsibility and Sustainability (CCRS)**

Morocco-Korea: An Afro-Asian Partnership Under Construction | [Conférence](#) en partenariat avec **KIEP**

Women in Peace and Security: Morocco's Experience | [Conférence](#) en partenariat avec **Embassy of Morocco in London, the Georgetown Institute for Women, Peace and Security**

Continental shelf extension in Africa: Delay over political and future geopolitical challenges | [Webinaire](#) en partenariat avec **Atlantic Centre**

Parlons Développement 10^{ème} Edition : La famille comme espace d'égalité des genres | [Conférence](#) en partenariat avec **PNUD, Banque mondiale**

La sécurité alimentaire en Afrique à l'ère de la guerre en Ukraine : Conséquences économiques, géopolitiques et sécuritaires | [Conférence](#) en partenariat avec **Fondation du Forum d'Assilah**

Présentation d'ouvrage : Dialogues Stratégiques (12^{ème} volume) : Le nouveau profil stratégique de la mer Rouge - L'émergence des nouvelles alliances | [Conférence](#) en partenariat avec **HEC**

13^{ème} édition des Dialogues Stratégiques: La fragmentation du Monde - L'Afrique des Grands Lacs | [Webinaire](#) en partenariat avec **HEC**

Le nouvel ordre mondial : les enjeux d'un monde qui se redessine | [Conférence](#) en partenariat avec **Fété Impact Development**

Connectivity, Value Chains and the Green Transition: Promoting Multilateralism and Sustainable Growth Across the Shared Mediterranean Space | [Conférence](#) en partenariat avec **Istituto Affari Internazionali (IAI)**

Environmental Taxation and Tax Justice in Developing Countries | [Conférence](#) en partenariat avec **Mohammed VI Polytechnic University and Global Development Network**

Atlantic Strategy Group: Towards a sustainable blue economy in the wider Atlantic | [Conférence](#) en partenariat avec **The German Marshall Fund of the United States**

MOROCCO EMPLOYMENT LAB



EXECUTIVE OPINION SURVEY

WORLD ECONOMIC FORUM



Le **Morocco Employment Lab (MEL)** est le fruit d'un partenariat entre, d'une part, le **Policy Center for the New South** et deux entités au sein de **Harvard Kennedy School** que sont le **Abdellatif Jameel Poverty Action Lab (J-PAL)** et **Evidence For Policy Design**, et d'autre part, le **Millennium Challenge Account (MCA)**. Cette initiative lancée en **2020** vise à accomplir trois missions principales : promouvoir la recherche scientifique pour améliorer les politiques publiques ; renforcer les capacités d'utilisation des données probantes dans la recherche, le design des politiques publiques et la prise de décision ; diffuser les données probantes pour améliorer les politiques publiques, en se focalisant sur une pluralité des acteurs publics et privés avec lesquels ces données sont partagées.

Le MEL a réalisé des avancées majeures sur la question de l'emploi au Maroc à travers deux volets. Le premier, axé sur les **politiques publiques**, et la promotion d'une culture de la preuve dans leur **élaboration**. Le MEL a organisé **trois webinaires** de recherche en **2022**, portant à **sept** le nombre d'événements organisés en ligne depuis **2020**. Ces webinaires ont porté respectivement sur l'évaluation et la certification standardisées des compétences pour augmenter l'emploi et les revenus des jeunes, l'impact de différents types d'intervention sur le marché du travail des jeunes, ainsi que les facteurs qui poussent les enseignants à améliorer leurs

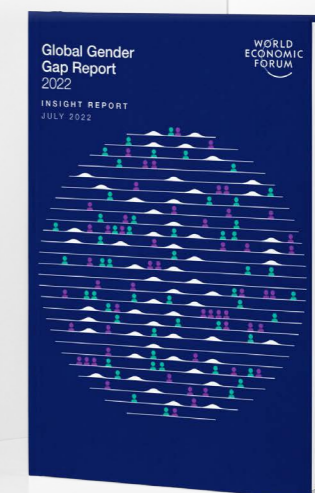
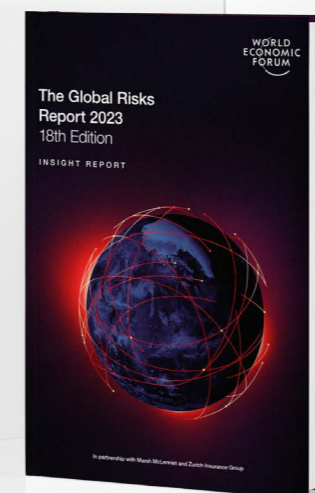
méthodes pédagogiques. En outre, le MEL a organisé en présentiel un **séminaire de partage des preuves** sur l'inclusion économique des jeunes, avec trois tables rondes pour discuter des priorités politiques, des lacunes en matière de preuves et des innovations prometteuses. Ce séminaire a rassemblé un grand nombre de participants affiliés à diverses **institutions académiques** et **organismes publics**.

Le second volet, qui porte sur la formation, a vu le MEL créer un **MOOC** en **2022**, en partenariat avec **J-PAL Europe**, pour expliquer les concepts et les méthodes de l'évaluation d'impact, notamment la difficulté de mesurer l'impact d'un programme et les méthodes pour le faire. Le **MOOC** se concentre sur les évaluations d'impact à assignation aléatoire, qui permettent une mesure fiable de l'impact d'un programme et fournissent des informations utiles pour les responsables de programme et les décideurs politiques. Enfin, le **MEL** a poursuivi le déploiement de son programme de formation phare **Building Capacity to Use Research Evidence (BCURE)**, visant à renforcer la prise de décision basée sur des données probantes. **Quatre ateliers** ont eu lieu en **2022**, dont deux à l'**Université Ibn Tofail** de Kénitra avec **143 participants**, deux autres à l'**École nationale supérieure d'administration (ENSA)** avec **96 participants**, et un à l'Université **Moulay Ismail** de Meknès avec **30 étudiants**.

Au cours des 40 dernières années, l'enquête intitulée «**The Executive Opinion Survey**» a été un élément clé de la série de rapports sur la compétitivité mondiale du **World Economic Forum (WEF)** et d'autres activités d'analyse comparative. Il s'agit de l'une des plus grandes enquêtes de ce type, qui fournit une évaluation annuelle des aspects clés de la compétitivité pour lesquels les données statistiques font défaut. L'objectif est de refléter au mieux la réalité à travers les retours de chefs d'entreprises sur des thématiques transverses, **économiques,**

sociales et politiques.

L'administration de l'enquête est supervisée par le World Economic Forum et menée au niveau national par son réseau **d'instituts partenaires**. Pour la deuxième année consécutive, le **WEF** s'est appuyé sur le **Policy Center for the New South** pour conduire son enquête au Maroc. Près de **70 entreprises** représentant la structure économique et la répartition géographique du pays y ont pris part.



MULTIMEDIA



LES MARDI DU PCNS

« **Les mardi du PCNS** », émission hebdomadaire arabophone produite et diffusée sur **YouTube** par le **Policy Center for the New South**, met l'accent sur les sujets ayant marqué la scène **internationale** et **nationale**, vus par une panoplie d'**experts**, de **chercheurs** et d'**acteurs de la société civile**.

L'émission s'articule autour de l'analyse de différentes questions **économiques**, **sociales** et **politiques** telles que la flambée des prix de matières premières, l'inflation, le développement humain ou la guerre en Ukraine, entre autres.



AFRICAFÉ

Africafé, une émission **bimensuelle** du Policy Center, présente de façon pédagogique l'actualité des organisations africaines et de l'Afrique. L'année **2022** a été marquée par une riche **activité diplomatique**, ainsi qu'un fort accent mis sur la **transition énergétique** et l'impact de la **guerre en Ukraine**. Africafé a tenté d'éclairer ces questions en accueillant une cohorte d'experts sur ces sujets, et a su s'exporter en tournant des épisodes lors du **Forum de Dakar** sur la paix et la sécurité.

PODCASTS

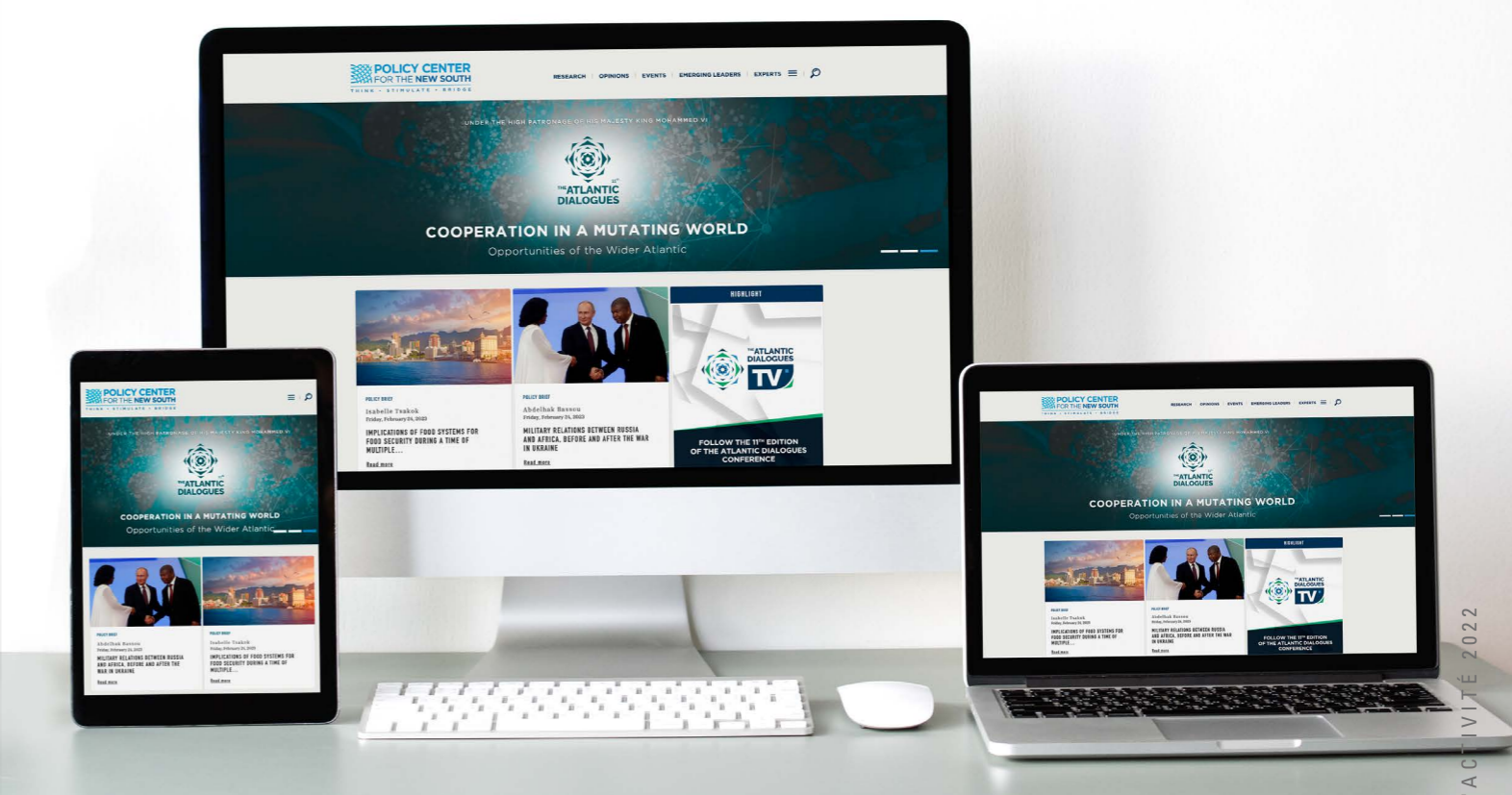
En **2022**, le **PCNS** a eu l'occasion d'accueillir plus de **60 experts** à travers **71 épisodes** de podcasts, sur des questions qui touchent le Sud global, qu'elles soient économiques, liées aux relations internationales, aux matières premières, à l'énergie, au genre et à la sécurité. L'objectif consiste à capitaliser sur un large réseau d'experts pour discuter et échanger autour des perspectives du Sud global, mais aussi pour aller au-delà de l'exposition des faits et proposer des recommandations et des solutions appropriées, dans un esprit de force de proposition qui fait la marque du PCNS.



INTERVIEWS

À travers son large réseau d'experts, le **PCNS** livre des interviews adressées à ses **Senior Fellows**, ses **partenaires** ainsi que de nombreux **spécialistes** ayant contribué aux conférences et aux activités organisées par le think tank. Ces interviews couvrent des analyses sur des thématiques diverses à savoir le **changement climatique**, la **guerre en Ukraine**, la **coopération énergétique**, la **sécheresse au Maroc** et la **croissance agricole**, entre autres.





Un nouveau site internet du **Policy Center for the New South** a été lancé en **février 2022**, au terme d'une année de préparation, et notamment d'archivage des anciennes publications. Le nouveau site web a été piloté, développé et implémenté par une équipe en interne, sans contribution extérieure. Il a permis de voir le nombre d'utilisateurs rapidement augmenter : celui-ci est passé de **500 000**, année record située durant la pandémie de Covid-19, à **750 000** en **2022**, soit une hausse de **50%** en termes de visibilité pour le Policy Center.

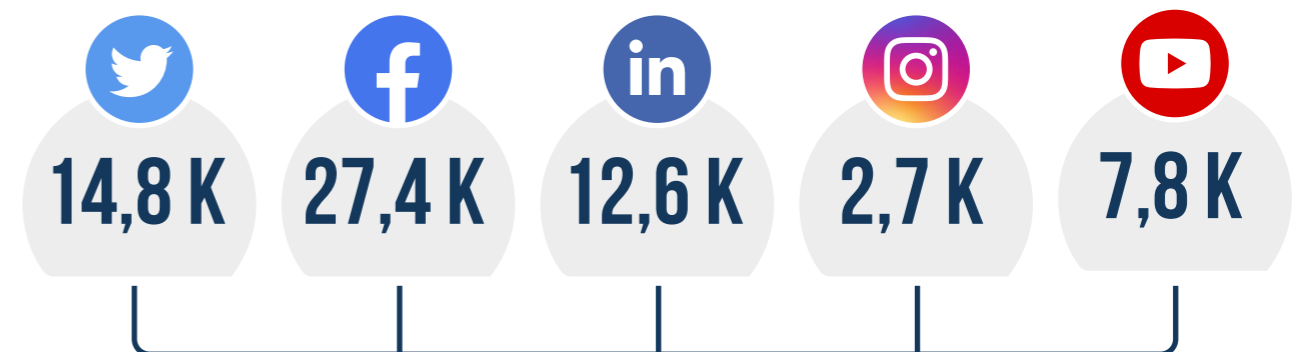
Un nouveau moteur de recherche et la mise à jour technique du site facilitent la navigation. En outre, le site relève du **"responsive design"** : il est adapté à tous les types de supports, **téléphone mobile, tablettes** et **ordinateurs**. Le classement des publications par grandes aires géographiques et thématiques (**économie, relations internationales, sécurité et défense, énergie et matières premières, agriculture, société**) permet de consulter les publications du Policy Center plus facilement. Le référencement fait que chaque publication renvoie à d'autres contenus liés à la même thématique.

Partie intégrante du site du PCNS, un mini-site consacré à la conférence internationale de haut niveau **The Atlantic Dialogues** a également

été revu et modernisé. Doté de sa propre identité visuelle, il permet d'avoir accès rapidement à toutes les informations clés sur la conférence (agenda, intervenants, biographies, newsletters, presse, etc) pour chacune des éditions passées, les contenus des années précédentes ayant été réorganisés pour être rendus accessibles. Une page est par ailleurs dédiée au projet **AD TV**, lancé en 2022, pour diffuser en direct les sessions plénières de la conférence, une quarantaine de vidéos produites par le PCNS, ainsi que les interviews d'experts faites par deux chercheurs du think tank durant la conférence (voir encadré dans la section Atlantic Dialogues de ce rapport).

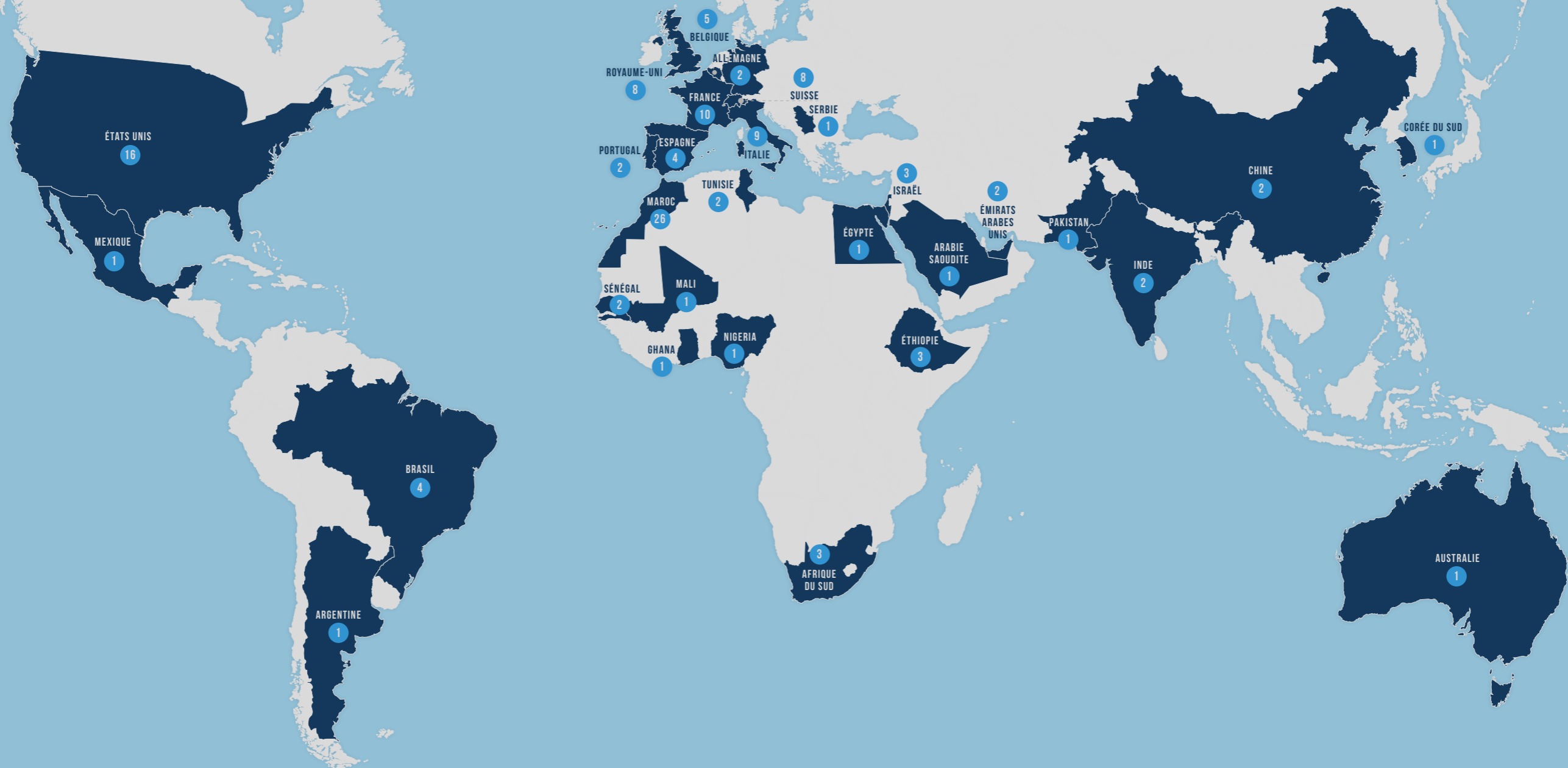
Enfin, la partie digitale des activités du Policy Center passe par des **Newsletters** hebdomadaires ou thématiques qui reprennent les publications, podcasts et émissions de la semaine et informent sur l'actualité du think tank. Ce support d'information comptait fin **2022** plus de **13 000 abonnés**, formant une audience cosmopolite, basée aussi bien au Maroc qu'à l'international.

CHIFFRES RÉSEAUX SOCIAUX



±65K FOLLOWERS SUR NOS RÉSEAUX SOCIAUX

NOS PARTENAIRES DANS LE MONDE



AMÉRIQUE DU NORD**États Unis**

- [American Jewish Committee](#)
- [Atlantic Council](#)
- [Center for Civilians in Conflict](#)
- [Columbia University School of International and Public Affairs](#)
- [Foreign Policy](#)
- [German Marshall Fund of the United States](#)
- [Growth Dialogue](#)
- [Harvard](#)
- [International Monetary Fund](#)
- [Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab](#)
- [Middle East Institute](#)
- [Massachusetts Institute of Technology](#)
- [Office of the Special Adviser on Africa](#)
- [Regional Studies Association](#)
- [Think Tanks and Civil Societies Program at the University of Pennsylvania](#)
- [World Bank](#)

Mexique

- [Mexican Council on Foreign Relations](#)

AMÉRIQUE DU SUD**Brésil**

- [Banco de Desenvolvimento de Minas Gerais](#)
- [Brazilian Center for International Relations](#)
- [Centro de Estudos de Integração e Desenvolvimento](#)
- [Fundação Getulio Vargas](#)

Argentine

- [Consejo Argentino para las Relaciones Internacionales](#)

EUROPE**France**

- [Agence française de développement](#)
- [Cercle des Economistes](#)
- [Center for Mediterranean Integration](#)
- [Cyclope](#)
- [Forum Euroméditerranéen des Instituts de Sciences Économiques](#)
- [Fondation Prospective et Innovation](#)
- [Foundation for Strategic Research](#)
- [HEC Paris](#)
- [Institut Français des Relations Internationales](#)
- [Institut Montaigne](#)

Royaume-Uni

- [Amazon Web Service](#)
- [Georgetown Institute for Women, Peace and Security](#)

- [King's College London](#)
- [London School of Economics and Political Science IDEAS](#)
- [Nottingham University](#)
- [Royal United Services Institute](#)
- [Toni Blair Institute for Global Change](#)
- [University College of London](#)

Portugal

- [Atlantic Centre](#)
- [Instituto para a Promoção da América Latina e Caraíbas](#)

Belgique

- [Bruegel](#)
- [Brussels Diplomatic Academy](#)
- [College of Europe](#)
- [European Centre for Development Policy Management](#)
- [Friends of Europe](#)

Espagne

- [European Council on Foreign Relations](#)
- [Elcano Royal Institute](#)
- [European Institute of the Mediterranean](#)
- [Union for the Mediterranean](#)

Suisse

- [Center for Corporate Responsibility and Sustainability](#)
- [Global Commission on Drug Policy](#)
- [Graduate Institute of Geneva](#)
- [South Centre](#)
- [World Economic Forum](#)
- [World Intellectual Property Organization](#)
- [World Economic Forum](#)
- [World Trade Organization](#)

Serbie

- [Center for International Relations and Sustainable Development](#)

Allemagne

- [German Council on Foreign Relations](#)
- [Friedrich Naumann Foundation for Freedom](#)

Italie

- [Enel Geen Power](#)
- [European University Institute](#)
- [Istituto Affari Internazionali](#)
- [Istituto per gli Studi di Politica Internazionale](#)
- [Medirections](#)
- [NATO Defense College Foundation](#)
- [NATO Rapid Deployable Corps Italy](#)
- [NATO Strategic Direction South Hub](#)
- [Renewable Energy Solutions for Africa Foundation](#)

AFRIQUE**Ghana**

- [African Center for Economic Transformation](#)

Maroc

- [Afrochampions Initiative](#)
- [Atlas for Development](#)
- [Bank Al Maghrib](#)
- [Commission spéciale sur le modèle de développement](#)
- [Direction des Études et des Prévisions Financières](#)
- [Food and Agriculture Organization of the United Nations](#)
- [Forum d'Assilah](#)
- [Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit](#)
- [Haut-Commissariat au Plan](#)
- [Islamic World Educational, Scientific, and Cultural Organization](#)
- [Institut Supérieur de Commerce et d'Administration des Entreprises](#)
- [Konrad Adenauer Stiftung](#)
- [Mimouna Association](#)
- [Observatoire marocain sur l'extrémisme et la violence](#)
- [United Nations Development Programme](#)
- [United Nations Economic Commission for Africa](#)
- [United Nations Population Fund](#)
- [United Nations Information Center](#)
- [Université Abdelalek Essaadi - Tanger](#)
- [Université Cadi Ayyad - Marrakech](#)
- [Université Hassan II - Settat](#)
- [Université Ibn Tofail - Kenitra](#)
- [Université Ibn Zohr - Agadir](#)
- [Université Mohamed 1er – Oujda](#)
- [Université Moulay Ismail - Meknes](#)
- [Université Sultan Moulay Slimane - Beni Mellal](#)

Afrique de Sud

- [African Union Development Agency - New Partnership for Africa's Development](#)
- [Brenthurst Foundation](#)
- [South African Institute of International Affairs](#)

Égypte

- [The Egyptian Center for Economic Studies](#)

Mali

- [Forum de Bamako](#)

Éthiopie

- [African Union Commission](#)
- [Institute for Peace & Security Studies](#)
- [Institute for Security Studies](#)

Tunisie

- [KAS PoDiMed](#)
- [KAS REMENA](#)

Sénégal

- [Malabo-Montpellier Panel](#)
- [West Africa Think Tank](#)

Nigeria

- [Nigerian Economic Summit Group](#)

ASIE**Inde**

- [Center for Global Development](#)
- [Observer Research Foundation](#)

Pakistan

- [Centre for the Study of Society and Politics in Rajasthan](#)

Émirates Arabes Unis

- [Facebook MENA](#)
- [Trends Research & Advisory](#)

Israël

- [Institute for National Security Studies](#)
- [The Jerusalem Center for Public Affairs](#)
- [The Israel Institute for Regional Foreign Policies](#)

Arabie Saoudite

- [King Abdullah Petroleum Studies and Research Center](#)

Corée du Sud

- [Korea Institute for International Economic Policy](#)

Chine

- [Nanjing University](#)
- [Shanghai Institute for International Studies](#)

AUSTRALIE

- [Institute for Economics and Peace](#)
- [Victoria University](#)

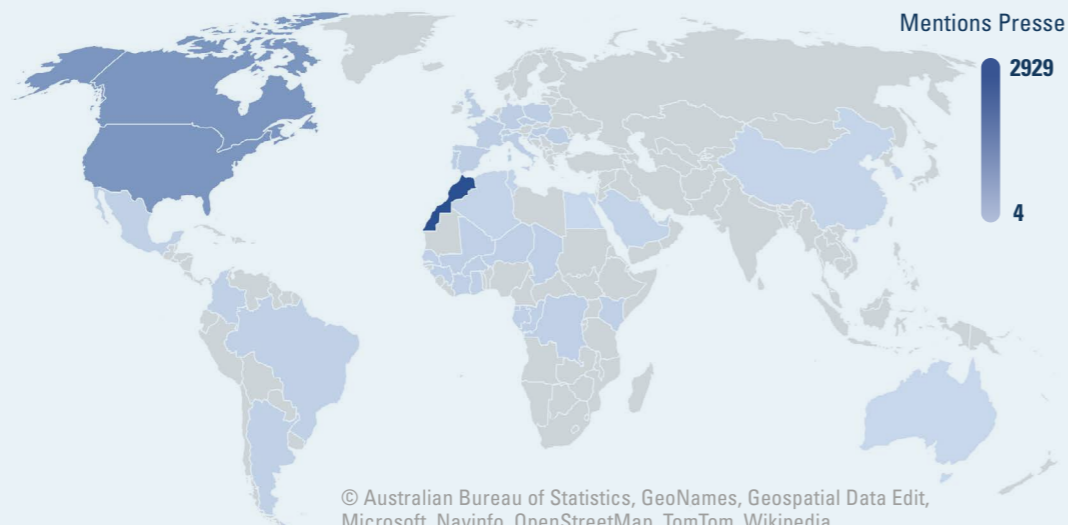
PRESSE

Avec près de 4 900 mentions presse en 2022, deux fois plus qu'en 2021, l'expertise du Policy Center for the New South a été largement relayée dans les médias nationaux et internationaux, que ce soit à travers des interviews et des tribunes signées, les publications, les conférences-débats, ou encore les émissions du think tank.

CHIFFRES CLÉS



MENTIONS PRESSE PAR RÉGION



QUESTIONS À UN EXPERT



LARABI JAÏDI

Stratégie d'investissement au Maroc

“ Pour naître ou croître, l'investissement privé a besoin d'un marché national qu'il faudrait protéger contre la concurrence étrangère déloyale, tout en soutenant l'internationalisation des entreprises privées nationales. D'où la nécessité de rationaliser, mettre en synergie et opérationnaliser l'action des commissions créées pour la mise en œuvre et le suivi-évaluation des lois et dispositifs prévus relatifs à la défense commerciale, la préférence nationale, la compensation industrielle, etc. ”



FRANCIS PERRIN

Fermeture du gazoduc Maghreb-Europe

“ À court terme, le Maroc peut compter sur son parc électrique existant, avec un rôle croissant des énergies renouvelables, et sur l'importation de combustibles fossiles et d'électricité si nécessaire. À moyen et long terme, les options incluent la poursuite du développement des capacités de production d'électricité à partir de sources renouvelables et l'importation de gaz naturel liquéfié (GNL) transporté par bateau. ”



HAMZA SAOUDI

Protection sociale au Maroc et en Afrique

“ La généralisation de la protection sociale pour le Maroc implique la généralisation de l'assurance maladie obligatoire pour 22 millions de bénéficiaires supplémentaires, la généralisation des allocations familiales pour 7 millions d'enfants en âge de scolarité et l'extension du nombre de bénéficiaires d'une pension de retraite à 5 millions de bénéficiaires supplémentaires. ”

PRESS CLIPPINGS | NATIONAL

MEDI 1 TV

Ivan Martin sur la guerre en Ukraine
7 mars 2022

2M

El Mostafa Rezrazi sur l'extrémisme violent au Maroc
8 juin 2022

MAROC DIPLOMATIQUE
L'INFORMATION QUI DÉFINIT LE TEMPS

Rim Berahab sur la taxe carbone au Maroc
25 mars 2022

Challenge

STRATÉGIE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
Un projet emblématique et porteur d'avenir...

Grâce à une Vision Royale éclairée et à la justesse des choix stratégiques opérés par le Maroc, le Royaume connaît aujourd'hui un rang de pays le plus en pointe au niveau régional dans des domaines d'avenir clés, dont l'énergie à bas carbone. Le secteur des énergies renouvelables est en effet devenu une réelle locomotive du développement économique du pays. Ce secteur assure néanmoins un certain confort, comme le souligne le Nouveau Modèle de Développement, et a grand besoin de nouveaux élan et dynamisme.

Afaf Zarkik sur la Stratégie nationale de l'énergie (spécial fête du Trône) 29 juillet 2022

L'Opinion

Actu Maroc
Interview avec Fatima Ezzahra Mengoub : « Il faut créer une dynamique entre les croissances agricole et économique »

Rédigé par Waboukha SIDBE le Jeudi 25 Août 2022

Le Maroc est à la croisée des chemins agricoles au moment où le pays fait face à une sécheresse impactant sans aucun doute le rendement de ses cultures, imposant de facto la révision de la politique agricole. Entretien avec Mme Fatima Ezzahra Mengoub, Senior Economist au Policy Center for the New South (PCNS).

Fatima Ezzahra Mengoub sur la sécheresse au Maroc et la croissance agricole 25 août 2022



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2022

PRESS CLIPPINGS | INTERNATIONAL



Rida Lyammouri



Sur la guerre en Ukraine 22 avril 2022



Sur les attaques terroristes au Burkina Faso juin 2022



Sur le retour de l'ancien président Blaise Compaoré au Burkina Faso 7 juillet 2022



Otaviano Canuto sur la hausse mondiale des prix des denrées alimentaires mai 2022



Nouzha Chekrouni sur le leadership féminin au Maroc juin 2022



KARIM EL AYNAOUI
INFLUENCE PUISSANCE 10

Connu depuis une vingtaine d'années déjà, Karim El Aynaoui fait toujours autant parler de lui. Le président éminent de l'un des think tanks les plus influents du moment, le Policy Center for the New South (PCNS), dit à Rabat, est invariablement décrit comme « l'un des profils les plus prometteurs de sa génération ». Il cumule ce rôle, entre autres, avec celui de membre de conseils stratégiques ou scientifiques auprès de nombreuses institutions, comme l'Autorité marocaine du marché des capitaux ou encore l'Institut français des relations internationales (IFI).

Mais, depuis 2014, Karim El Aynaoui est surtout doyen de la Faculté de gouvernance, sciences économiques et sociales (FGSES) de l'Université Mohammed-VI Polytechnique (UM6P). Il a hérité de ce poste lorsque l'École de gouvernance et d'économie de Rabat, dont il était le directeur, a été intégrée à l'UM6P.

Karim El Aynaoui - "Les 30 qui font l'Afrique de demain" novembre 2022



SENIOR FELLOWS



NEZHA ALAOUI M'HAMDI
Ambassadeur du Maroc en
Ethiopie et Djibouti
Ethiopie



ABDELHAK BASSOU
Ancien directeur de
l'Institut Royal de Police
Maroc



HISHAM AIDI
Professeur à Colombia
University (SIPA)
Etats-Unis



EDUARDO AMARAL HADDAD
Professeur à l'Université
de São Paulo
Brésil



TAYEB AMEGROUD
Fondateur de GPower
Consultants
Maroc



MINA BALIAOUNE
Professeur à l'Université de
Floride du Nord
Etats-Unis



KHALID CHEGRAOUI
Vice doyen des Sciences politiques et
des Relations Internationales à la Faculté
des sciences économiques et sociales de
l'Université Mohammed VI Polytechnique
Maroc



NOUZHA CHEKROUNI
Ancienne ministre déléguée
auprès des Affaires étrangères
et de la coopération chargée des
Marocains Résidents à l'Étranger
Maroc



DOMINIQUE BOCQUET
Conférencier, Sciences Po
France



MOUNIA BOUCETTA
Ancienne secrétaire d'État auprès
du ministre des Affaires étrangères
et de la Coopération internationale
Maroc



OTAVIANO CANUTO
Ancien Directeur Exécutif
du FMI
Brésil



HINH DINH
Senior Research Fellow à
l'Université de l'Indiana
Etats-Unis



ALFREDO DA GAMA E ABREU VALLADÃO
Professeur à Sciences Po Paris
France



M'HAMMED DRYEF
Ancien Wali (Gouverneur) de
Casablanca, Fes et Laayoune
Maroc



RACHID EL HOUDAIGUI
Professeur associé
à l'UM6P
Maroc



HELMUT SORGE
Chroniqueur à Der Spiegel
Allemagne



MOHAMMED RACHID DOUKKALI
Professeur à l'Institut agronomique
et vétérinaire Hassan II
Maroc



KARIM EL AYNAOUI
Président exécutif, Policy
Center for the New South
Maroc



HELVETTE GEMAN
Professeur à l'Université John Hopkins
Royaume-Uni



HAFEZ GHANEM
Ancien vice-président de la Banque mondiale ;
Ancien Sous-Directeur général de la FAO
Égypte



LEN ISHMAEL
Ancien ambassadeur des Etats
de Caraïbes de l'Est auprès de
l'Union Européenne
Ste-Lucie



KIDANE KIROS
Ancien directeur de l'Institut pour les
Etudes sur la Paix et la Sécurité (IPSS)
et Professeur associé à l'UM6P
Ethiopie



RIDA LYAMMOURI
Consultant International
spécialiste du Sahel
Etats-Unis



MOHAMMED LOULICHKI
Ancien ambassadeur, Représentant
permanent du Maroc auprès des
Nations unies
Maroc



RABI MOHTAR
Professeur, Texas A&M University
Etats-Unis



AOMAR IBOURK
Professeur à l'Université
Cadi Ayyad
Maroc



LARABI JAÏDI
Professeur associé à
l'UM6P ; Ancien membre
de CSMD
Maroc



YVES JÉGOUREL
Professeur titulaire de la chaire économie
des matières premières au Conservatoire
national des arts et métiers (CNAM)
France



AZIZ MEKOUAR
Ambassadeur du
Maroc en Chine
Maroc



JAMAL MACHROUH
Professeur à l'UM6P
Maroc



IVÁN MARTÍN
Chercheur associé au Groupe de recherche
interdisciplinaire sur l'immigration (GRITIM)
à l'Université Pompeu Fabra de Barcelone
Espagne



EL MOSTAFA REZRABI
Professeur associé
à l'UM6P
Maroc



MOUBARRACK LO
Président de l'Institut émergence, et
conseiller auprès du Premier ministre
Sénégal



PRAKASH LOUNGANI
Conseiller au Fonds
monétaire international
Etats-Unis



FATHALLAH OUALALOU
Ancien ministre de l'Economie et
des finances et ancien Professeur
à l'Université Mohammed V
Maroc



FRANCIS PERRIN
Directeur de recherche à l'IRIS
et Professeur à l'Université Jean
Moulin Lyon 3
France



ABDALLAH SAAF
Ancien ministre de
l'Education et Professeur
à l'UM6P
Maroc



MATSUMOTO SHOJI
Président, Institut
Sapporo pour la Solidarité
Internationale
Japon



MARCUS VINICIUS DE FREITAS
Professeur à la Fondation Armando
Alvares Penteado
Brésil



JALAL ABDEL-LATIF
Conseiller principal en politique sociale,
Division du genre, de la pauvreté et
de la politique sociale (GPSPD) à la
Commission économique des Nations
Unies pour l'Afrique (UNECA)
Ethiopie



EMMANUEL PINTO MOREIRA
Directeur du Département des
économies pays de la Banque
africaine de développement
Côte d'Ivoire



LANDRY SIGNÉ
Directeur du Département du
Centre d'études africaines
de l'Université de Stanford
Etats-Unis



ISABELLE TSAKOK
Distinguished Fellow du
Columbia, School of International
and Public Affairs (SIPA)
Etats-Unis



HENRI-LOUIS VEDIE
Professeur émérite, HEC Paris
France

STAFF



SOFIA ACHETOUANE
Manager
Gestionnaire Bâtiment



ABDELAZIZ AIT ALI
Manager
Économie



JAMAL AIT BASSOU
Junior Program Officer
*Studio & Audiovisuel
Support technique*



NABIL EL QAMÇAOUÏ
Program Officer
*Partenariats et appui à la
recherche*



ZINEB FATHI
Program Officer
*Partenariats et appui à la
recherche*



KHADIJA GAROUAJI
Junior Program Officer
Événements



MOKHTAR GHAILANI
Manager
*Édition et Contrôle
Qualité*



TAYEB GHAZI
Economiste Senior



NASSIM HAJOUJI
Chargé de mission auprès
du Président exécutif



YOUSSEF AIT EL KADI
Senior Operation Officer
*Valorisation de la
Recherche*



NISRINE ALAOUÏ
Junior Program Officer
Événements



MAHMOUD ARBOUCH
Economiste



ABDESSALAM SAAD JALDI
Spécialiste Relations
Internationales



YAHYA ZAKARIA JOUHARI
Manager
*Partenariats et appui à la
recherche*



SOUKAINA LAABIRI
Program Officer
Achats



AMINE LAASSIBI
Operation Officer
*Studio & Audiovisuel
Support technique*



IMANE LAHRICH
Program Officer
*Partenariats et appui à la
recherche*



BADR MANDRI
Economiste



FAHD AZAROUAL
Economiste
Économie



MOHAMED BASSI
Spécialiste
Knowledge management



MOUNIA BENBRAHIM
Assistante auprès du
Président Exécutif



ISMAIL BENBRAHIM
Manager
Finance & Achats



MERYEM BENNIS
Senior Operation Officer
Finance



MEHDI BENOMAR
Manager
Relations Internationales



FATIMA EZZAHRA MENGOUÏ
Economiste Senior



HAMZA MJAHED
Spécialiste Relations
Internationales
*Unité Veille et Analyse
stratégique*



SARA HASNAA MOKADDEM
Manager
*Unité Veille et Analyse
stratégique*



REDOUAN NAJAH
Spécialiste Relations
Internationales
*Unité Veille et Analyse
stratégique*



AHMED OUHNINI
Economiste



SANAA RAHBI
Manager
IT



MOHIEDINE BENTAÏHAR
Manager
*Affaires générales et
financières*



LILIA BENWAHOUD
Manager
Ressources humaines



RIM BERAHAB
Economiste Senior



HALA BOUMAIZ
Junior Program Officer
Press relations



OUMAYMA BOURHRIBA
Economiste



OUMNIA BOUTALEB
Spécialiste
Relations Internationales



LILIA RIZK
Manager
Unité Emerging Leaders



HAMZA SAOUDI
Economiste



ISMAIL SBIHI
Manager
*Valorisation de la
Recherche*



TAWFIK SMAOUI
Junior Program Officer
*Studio & Audiovisuel
Support technique*



MOHAMED SOUISSI
Operation Officer
IT



HASNAA TADILI
Manager
Press relations



MOHAMED BRICK
Junior Program Officer
Public Policy Lab



FATINE CHERKAOUÏ RHAZOINI
Junior Program Officer
Unité Emerging Leaders



TARIQ DARKAOUÏ
Program Assistant
*Studio & Audiovisuel
Support technique*



NADA DRAÏ
Program Officer
*Valorisation de la
Recherche*



HICHAM ECH-CHAFADI
Senior Operation Officer
*Valorisation de la
Recherche*



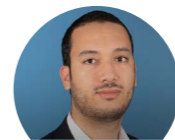
KARIM EL AYNAOUI
Président exécutif



ASMAA TAHRAOUI
Manager
Knowledge management



MONSEF TAÏBA
Manager
*Studio & Audiovisuel
Support technique*



OUSSAMA TAYEBI
Spécialiste Relations
Internationales
*Unité Veille et Analyse
stratégique*



YOUSSEF TOBI
Spécialiste Relations
Internationales



AKRAM ZAOUÏ
Manager
Public Policy Lab



AFAF ZARKIK
Economiste



AMINE ELGALI
Program Officer
*Valorisation de la
Recherche*



YOUSSEF EL JAI
Economiste



ZINEB EL KORCHI
Manager
Événements



SOUKAINA EL MAJIDI
Program Officer
*Valorisation de la
Recherche*



NIHAL EL MQIRMI
Spécialiste Relations
Internationales



AMAL EL OUASSIF
Spécialiste Relations
Internationales

LISTE DES PUBLICATIONS EN 2022

THE NEW SOUTH IN AN EVOLVING GLOBALIZATION

A Role for International Law in Containing COVID-19: The Right to Health
A Strong Dollar is Contractionary for the Global Economy
Atlantic Currents 9 th Edition - Cooperation in a Mutating World: Opportunities of the Wider Atlantic
Bridging Green Infrastructure and Finance
Ciblage de l'inflation et réduction de la dette publique pour les pays émergents : une approche par effet de traitement
Climate Diplomacy and the Global South
COP27: A Brief Account of Contemporary Climate Adaptation and Mitigation Policies, a View from the South
COVID-19 & Developing Countries - the Road to Recovery
COVID-19 and the Dilemma of the Developing Countries
Covid-19 et crise en Ukraine : quels impacts sur la marche de l'Afrique vers l'émergence économique et sociale durable ?
Dialogues stratégiques XII ^e édition: Le nouveau profil stratégique de la mer Rouge - L'émergence des nouvelles alliances
Digitalise to Industrialise : Egypt, Morocco, Tunisia, and the Africa-Europe Partnership
Dollarization of Argentina: Revival of a Zombie Idea
Embarking on a Path of Renewal: MENA Commission on Stabilization and Growth
Emerging Economies, Global Inflation, and Growth Deceleration
Europe-Afrique : L'ère du leadership partagé entre les deux continents ?
Guerre en Ukraine et sanctions contre la Russie : quel avenir pour le pétrole ?
Informal Markets and Parallel States
Innovation in Africa: Evidence and Implications for Growth and the Transition to High-Income Status
Input-Output Analysis of the Ukraine War: A Tool for Assessing the Internal Territorial Impacts of the Conflict
Integrated Transition Toward Sustainability: The Case of the Water-Energy-Food Nexus in Morocco
L'Occident peut-il faire fléchir le gouvernement taliban ou l'inverse?
La guerre entre la Russie et l'Ukraine : un tournant et un coup fatal pour le multilatéralisme
La quête de puissance tous azimuts de la Russie : "Étranger proche", Moyen-Orient et Afrique
La vulnérabilité économique : le plus grand défi de l'Afrique
Le Japon en Afrique: un acteur actif mais discret
Le Sommet UE-UA 2022 : pour une interdépendance équilibrée
Les conséquences géopolitiques et géoéconomiques de la guerre en Ukraine sur l'Afrique
Liberté ou autocratie, le dilemme
Macron and the "Matrix of Resentments"
Navigating in a Grey Zone: Regulating PMSCs
Outcome of the WTO 12th Ministerial Conference. What's in it for Africa and Morocco?

Pandemic, War, and Global Value Chains
Policy as Implementation: Reconsidering the Responsibility to Protect Doctrine
Quantitative Tightening and Capital Flows to Emerging Markets
Sailing on a Storming Sea: Policy Challenges for Developing Countries 2022-2025
Stratégies de communication et effets de médiatisation dans le conflit russo-ukrainien
Territorialisation du cyberspace et géopolitique des GAFAM : facteurs d'influence et nouveaux risques à la faveur de la crise ukrainienne
The Economic Implications of the War in Ukraine for Africa and Morocco
The Future of Global Value Chains and the Role of the WTO
Un système monétaire international confronté au succès des crypto-monnaies, cherchant à rebondir en proposant une monnaie digitale de banque centrale
Vers une « décommoditisation » des marchés de matières premières ?
War in Ukraine and Risks of Stagflation
Whither China's Economic Growth
Whither the Phillips Curve?

BUILDING AN AUTONOMOUS AFRICA IN AN INTERDEPENDENT WORLD

2022, année cruciale pour le leadership de Pékin : les "deux sessions" du Parlement chinois et l'Afrique
Africa and the "Ankara Consensus"
Atlantic Currents 8 th Edition : The Wider Atlantic in a Challenging Recovery
Dialogues Stratégiques: L'impuissance de la puissance - L'Indo-Pacifique : contours et enjeux
India-East Africa: A Not So Healthy Relationship?
Le retour de l'Égypte comme puissance régionale ?
Les missions militaires de l'Union européenne en Afrique : entre pragmatisme et réinvention
Morale et politique après l'Ukraine
Mozambique : A new Civil War ?
Offshoring Migration Policy
Pourquoi l'Europe a-t-elle un intérêt stratégique dans la réalisation du Gazoduc Nigeria-Maroc ?
Presence of Foreign Fighters: Concessions for Security?
Private Military and Security Companies: New Form of Mercenarism?
Rapport annuel sur la géopolitique de l'Afrique 2022
Réforme de la CEEAC : entre modernisation des institutions et redynamisation du processus d'intégration régionale
Regional Integration: Can it Bring more Independence to Africa?
Somaliland and the Great Powers
The Russia-Ukraine war : Implications for Africa
The Sovereignty of Developing Countries: The Challenge of Foreign Aid

UNDERSTANDING THE INTERNAL AFRICAN DYNAMICS

African Democracy in Crisis
African Security in Times of Uncertainties 6th Edition - Summary Report
Climate Refugees: A Major Challenge of International Community and Africa
Conflits intercommunautaires, groupes armés et un processus multi-acteurs de consolidation de la paix : cas du Cercle de Niono au Mali
Customary Characters in Uncustomary Circumstances: The Case of Niger's Tillabéri Region
Dialogues stratégiques XII ^e édition: Le nouveau profil stratégique de la mer Rouge - L'émergence des nouvelles alliances
Impact des nouveaux acteurs régionaux sur les dynamiques africaines
L'émergence des cryptomonnaies en Afrique : réalité ou surévaluation ?

La politique étrangère de la République démocratique du Congo sous la présidence Tshisekedi : entre ambition de refonte et volontarisme diplomatique
La quête de puissance tous azimuts de la Russie : "Étranger proche", Moyen-Orient et Afrique
Le retour de l'Égypte comme puissance régionale ?
Le rôle de la Cedeao dans la gestion des crises politiques et sécuritaires internes de ses États membres
Les ambitions iraniennes en Afrique: une présence idéologique, sécuritaire et économique
Les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest : nouvelle terre d'expansion des groupes djihadistes sahéliens ?
Militarized Border Security Will Not Stop the Spread of Extremism
Rapport annuel sur l'économie de l'Afrique 2021
Rapport annuel sur la géopolitique de l'Afrique 2022
Sahel: Moving Beyond Military Containment Policy Report
The New Security Dynamics of the Atlantic Basin and the Way Forward for a Pan-Atlantic Approach
The Socio-Economic and Political Dynamics Around Migration in Morocco
Tunisie : de la Révolution de 2011 à la chute de la II ^e République
Tunisie : la démocratie à l'épreuve de la crise de la II ^e République

THINKING ABOUT AFRICA'S EMERGENCE IN THE NEW GLOBALIZATION

African Security in Times of Uncertainties 6 th Edition - Summary Report
Atlantic Currents 8 th Edition : The Wider Atlantic in a Challenging Recovery
Bilan 2021 et perspective 2022 : une persistance des tensions sur les marchés mondiaux de matières premières ?
COP27: A Brief Account of Contemporary Climate Adaptation and Mitigation Policies, a View from the South
Covid-19 et crise en Ukraine : quels impacts sur la marche de l'Afrique vers l'émergence économique et sociale durable ?
Défis, opportunités, impacts et facteurs de succès de la ZLECAF
Formalizing the Informal Sector: a Fundamental Policy for the Economic Stability of the MENA Region
How Are Central Banks in Africa Addressing Climate-related Risks and Supporting Mitigation and Adaptation Policies?
Implications of Food Systems for Food Security: The case of the Federal Republic of Nigeria
Implications of Food Systems for Food Security: The case of the Republic of Côte d'Ivoire
Implications of Food Systems for Food Security: The case of the Republic of Mozambique
Innovation in Africa: Nature and Evidence
La gouvernance des ressources naturelles en Afrique : le modèle botswanais
La guerre en Ukraine : premiers enseignements à tirer pour la sécurité alimentaire de l'Afrique
Le marché du gaz en Afrique suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie
Le nickel : quels enjeux économiques et géopolitiques à l'horizon 2030 ?
Le Sommet UE-UA 2022 : pour une interdépendance équilibrée
Les conséquences de l'invasion de l'Ukraine, par la Russie, pour l'approvisionnement de l'Afrique en blé
Nouveau paradigme de l'électrification en Afrique subsaharienne. Comment les systèmes hybrides décentralisés changent-ils la donne ?
Quelles options pour l'intégration monétaire en zone CEDEAO?
Rapport annuel sur l'économie de l'Afrique 2021
Regional Market Integration within AfCFTA to Further Agri-Food Transformation and Food Security - The Case of the Republic of Rwanda
Regional Market Integration within the AfCFTA to Further Agri-Food Transformation and Food Security - The case of the Republic of Madagascar
The Energy Crisis of 2021-2022 and Its Implications For Africa
The Energy Transition Amidst Global Uncertainties: A Focus on Critical Minerals
The Experience of the Argentine Republic: Market Integration within MERCOSUR and with Other Global Partners Insights for AfCFTA Countries?
The Experience of the Oriental Republic of Uruguay: Market Integration within MERCOSUR and with Other Global Partners Insights for AfCFTA countries?

The Links between Elite Conflict, Education Policies and Economic Complexity: Analysis of the (Similar, yet Different) Developmental Trajectories of Mauritius & Singapore
Towards a Pan-African Approach to Food Security
Trade and Youth Labor Market Outcomes: Empirical Evidence and Policy Implications
Transition environnementale, matières premières et industrialisation : quelles synergies engager ?
Vers une « décommoditisation » des marchés de matières premières ?
The Links between Elite Conflict, Education Policies and Economic Complexity: Analysis of the (Similar, yet Different) Developmental Trajectories of Mauritius & Singapore
Towards a Pan-African Approach to Food Security
Trade and Youth Labor Market Outcomes: Empirical Evidence and Policy Implications
Transition environnementale, matières premières et industrialisation : quelles synergies engager ?
Vers une « décommoditisation » des marchés de matières premières ?

RETHINKING THE MOROCCAN ECONOMY

Analyse structurelle des scénarios économiques à court terme pour le Maroc : une approche multi-sectorielle et multirégionale
Capital humain et développement économique et social au Maroc
Jeunes Neets et intermédiation sur le marché du travail en milieu rural
La politique du commerce extérieur : performances et dysfonctionnements institutionnels
Migration circulaire et intermédiation : enseignements tirés de l'expérience des travailleuses marocaines saisonnières en Espagne
Morocco Emergence in Global Value Chains: Four Exemplary Industries
Réinvestissement des IDE au Maroc : un potentiel à exploiter
The Russia-Ukraine War and Food Security in Morocco
Valuing the Economic Cost of Remoteness: A Case Study of the Tiznit-Dakhla Expressway in Morocco

MOROCCO IN A CHANGING GLOBAL ENVIRONMENT

A Look at the New Germany: The First 100 Days of the Three-Party Coalition
Développer les talents de la future génération de leaders : Une étude basée sur le programme Atlantic Dialogues Emerging Leaders
Digitalise to Industrialise : Egypt, Morocco, Tunisia, and the Africa-Europe Partnership
La Corée du Sud et le Maghreb
La démocratie tunisienne à l'épreuve de la crise de la II ^e République
La France aux commandes de l'Union européenne : les enjeux, les contraintes et les perspectives de la présidence française
La maritimisation du monde et l'espace atlantique Africain : quelle place pour le Maroc ?
La résolution 2654 sur la question du Sahara marocain: quel impact ?
Les discours primordialistes sur les identités nationales dans la construction maghrébine

MOROCCO, THE SOCIAL AND TERRITORIAL STATE

Analyse rétrospective des élections marocaines de septembre 2021
Capital humain et développement économique et social au Maroc
Devenir et avenir de l'action collective féministe à l'ère du numérique au Maroc
Généralisation des allocations familiales et impact sur la pauvreté et la vulnérabilité monétaires des enfants en période Post-Covid au Maroc
L'intelligence artificielle au Maroc : entre encadrement réglementaire et stratégie économique
Le leadership féminin au Maroc : de l'invisibilité à la visibilité
Le tramway comme moyen d'intégration urbaine et sociale
Les capitales de région : des projets urbains aux ambitions plurielles

COORDINATION

Soukaina El Majidi

ÉDITION

Sabine Cessou

COMPOSITION GRAPHIQUE

Hicham Ech-chafadi

Nous remercions l'ensemble des collaborateurs pour leurs contributions

CRÉDIT PHOTOS

www.gettyimages.fr

PHOTOOTHÈQUE POLICY CENTER FOR THE NEW SOUTH

[flickr.com/photos/142333681@N04/albums](https://www.flickr.com/photos/142333681@N04/albums)

Copyright © 2023 - Policy Center for the New South

POLICY CENTER FOR THE NEW SOUTH

Rabat Campus of Mohammed VI Polytechnic University
Rocade Rabat Salé - 11103 Maroc

Email : contact@policycenter.ma

Téléphone : +212 5 37 54 04 04

Fax : +212 5 37 71 31 54

Site : www.policycenter.ma

Pour nous suivre sur les réseaux sociaux :

